

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 3 décembre 1955

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, December 3rd, 1955

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
38933 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
38933 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 12519-55)

Air Conditioning & Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept octobre 1955, constituant en corporation: Reuben Fisher, architecte, Donald Kujan, avocat et Leona Green, teneuse de livres, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de machinerie, appareils, dispositifs de climatisation de l'air, accessoires ou pièces, matériaux et produits, soit électrique ou mécanique, scientifique ou autrement, sous le nom de "Air Conditioning & Services Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

41272

Letters Patent

(A.G. 12519-55)

Air Conditioning & Services Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1955, incorporating: Reuben Fisher, architect, Donald Kuja, advocate, and Leona Green Bookkeeper, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in machinery, apparatus, air conditioning equipment, accessories or parts, materials and commodities, whether electrical or mechanical, scientific or otherwise, under the name of "Air Conditioning & Services Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares having a par value of $100 each and into 300 preferred shares having a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

41272-o

(P.G. 12762-55)

A. & P. Boisvert Ltée-Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize octobre 1955, constituant en corporation: Albert Boisvert, Pierre Boisvert, constructeurs, et Bernard Miville Deschênes, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneur général et constructeur, sous le nom de "A. & P. Boisvert Ltée-Ltd.", avec un capital total de $51,200, divisé en 1,200 actions communes de $1 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12762-55)

A. & P. Boisvert Ltée-Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October, 1955, incorporating: Albert Boisvert, Pierre Boisvert, builders and Bernard Miville Deschênes, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a general contractor and builder, under the name of "A. & P. Boisvert Ltée-Ltd.", with a total capital stock of $51,200, divided into 1,200 common shares of $1 each and into 2,500 preferred shares of $20 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272 Deputy Attorney General.

(P.G. 12407-55)

Association des Opérateurs de Scieries du comté de Bonaventure

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Denis Dumais, industriel, de Nouvelle Ouest, Claude Bernard, industriel, de Carleton Centre, et Rodolphe Landry, industriel de Saint-Omer, tous du district judiciaire de Bonaventure, pour les objets suivants:

Former une association dans le but de promouvoir les intérêts et le bien-être des opérateurs de scieries du comté de Bonaventure, sous le nom de "Association des Opérateurs de Scieries du comté de Bonaventure".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à New Richmond Centre, district judiciaire de Bonaventure.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12407-55)

Association des Opérateurs de Scieries du comté de Bonaventure

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Denis Dumais, industrialist, of Nouvelle-West, Claude Bernard, industrialist, of Carleton Centre, and Rodolphe Landry, industrialist, of Saint Omer, all of the judicial district of Bonaventure, for the following purposes:

To form an association with the object of furthering the interests and welfare of saw-mill operators of the county of Bonaventure, under the name of "Association des Opérateurs de Scieries du comté de Bonaventure".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at New Richmond Centre, judicial district of Bonaventure.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeeenth day of October 1955.

C. E. CANTIN,

41272 Deputy Attorney General.

(P.G. 12673-55)

Balteo Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze octobre 1955, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat, de Hampstead, Marcus Meyer Sperber, conseil en loi de la Reine, avocat, de Westmount, et Alan Bernard Gold, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir une certaine propriété immobilière dans la paroisse de Boucherville et y ériger des bâtisses industriels, commerciales ou domiciliaires, sous le nom de "Balteo Limited", avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

(A.G. 12673-55)

Balteo Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1955, incorporating: Murray Lapin, advocate, of Hampstead, Marcus Meyer Sperber, Queen's Counsel, advocate of Westmount, and Alan Bernard Gold, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire a certain immoveable property in the parish of Boucherville, and to erect industrial, commercial or residential buildings thereon, under the name of "Balteo Limited", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 4,000 prefered shares of a par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à suite 918, édifice Transportation, 132 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12981-55)

Beaulieu & Filion, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1955, constituant en corporation: Ludger Beaulieu, Roger Beaulieu, garagistes, et Mélina Gérard Beaulieu, ménagère, épouse commune en biens dudit Ludger Beaulieu, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Beaulieu & Filion, Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 207, rue Ste-Hélène, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12627-55)

Beldick Packaging Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour d'octobre 1955, constituant en corporation: Willie Beldick, Abram Beldick et Max Beldick, manufacturiers, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de sacs et emballages transparents et en plastique de toutes descriptions, sous le nom de: "Beldick Packaging Supplies Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12700-55)

Benri Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour d'octobre 1955, constituant en corporation: Donald Kujan, étudiant, Leona Green, teneuse de livres, fille majeure et Samuel Godinsky, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles et acquérir, administrer et développer des propriétés immobilières, sous le nom de "Benri Development Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair

The head office of the company will be at Suite 918, Transportation Building, 132 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12981-55)

Beaulieu & Filion, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November 1955, incorporating: Ludger Beaulieu, Roger Beaulieu, garage-keepers, and Mélina Gérard Beaulieu, housewife, wife common as to property of the said Ludger Beaulieu, and duly authorized by him for the purposes herein, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, under the name of "Beaulieu & Filion, Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 207 St. Hélène Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12627-55)

Beldick Packaging Supplies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1955, incorporating: Willie Beldick, Abram Beldick and Mac Beldick, Manufacturers, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in transparent and plastic bags and packages o f all description, under the name of "Beldick Packaging Supplies Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12700-55)

Benri Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1955, incorporating: Donald Kujan, student, Leona Green, bookkeeper, spinster, and Samuel Godinsky, advocate, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate and to acquire, administer and develop immoveable properties, under the name of "Benri Development Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares having a par value of $100 each

de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12732-55)

Berthiaume Automobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize octobre 1955, constituant en corporation: Joseph Berthiaume, vendeur d'automobiles, Jacqueline Bergeron Berthiaume, ménagère, épouse séparée de biens dudit Joseph Berthiaume et dûment autorisée aux fins des présentes, et Paul Gélinas, avocat, tous de Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagiste et marchand d'automobiles, sous le nom de "Berthiaume Automobile Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le treize octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12745-55)

Brome County Motor Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1955, constituant en corporation: Eugène St-Pierre, entrepreneur, Leslie Laflamme, mécanicien, tous deux de Knowlton, et François St-Pierre, mécanicien, de South Bolton, tous du district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs parties et accessoires; exploiter des garages, sous le nom de "Brome County Motor Sales Ltd.", avec un capital total de $25,000, divisé en 250 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Knowlton, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12794-55)

Bruno Mining Corporation
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept octobre 1955, constituant en corporation: William Carrière, Raoul Lachance, marchands, Willie Bruneau, contremaître, de Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois et Félix Bruneau, homme d'affaires, de St-Michel-des-Saints, district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

and into 300 preferred shares having a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12732-55)

Berthiaume Automobile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October, 1955, incorporating: Joseph Berthiaume, automobile salesman, Jacqueline Bergeron Berthiaume, housewife, wife separate as to property of the said Joseph Berthiaume and duly authorized for these presents, and Paul Gélinas, advocate, all of Saint-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on business as garage-keeper and automobile merchant under the name of "Berthiaume Automobile Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12745-55)

Brome County Motor Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October 1955, incorporating: Eugène St-Pierre, contractor, Leslie Laflamme, mechanic, both of Knowlton, and François St-Pierre, mechanic, of South Bolton, all of the judicial district of Bedford, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, spare parts thereof and accessories; to operate garages, under the name of "Brome County Motor Sales Ltd.", with a total capital stock of $25,000, divided into 250 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Knowlton, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12794-55)

Bruno Mining Corporation
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1955, incorporating: William Carrière, Raoul Lachance, merchants, Willie Bruneau, Foreman, of Valleyfield, judicial district of Beauharnois, and Félix Bruneau, businessman, of St. Michel-des-Saints, judicial district of Joliette, for the following purposes:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Bruno Mining Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de $4,000,000, divisé en 4,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12711-55)

Canadian Propane (Que.) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'octobre 1955, constituant en corporation: Donald Newton Byers, conseil en Loi de la Reine, James Turner Lumsden et Mary Veronica Doherty, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les commerces qui consistent à produire, importer, exporter, négocier, raffiner, emmagasiner, transporter, mettre sur le marché et distribuer le gaz propane et naturel, pétrole et tous produits, sous-produits ou dérivés de toute description du pétrole ou gaz naturel, sous le nom de "Canadian Propane (Que.) Limited", avec un capital-actions divisé en 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12712-55)

Chaisson-Cossman House Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'octobre 1955, constituant en corporation: George Tweedale, technicien, Donald Kujan, étudiant et Leona Green, teneuse de livres, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Chaisson-Cossman House Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12230-55)

Champlain Plumbing & Electrical Contractors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Bruno Mining Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of $4,000,000, divided into 4,000,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12711-55)

Canadian Propane (Que.) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1955, incorporating: Donald Newton Byers, Queen's Counsel, James Turner Lumsden and Mary Veronica Doherty, secretaries, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of producing, importing, exporting, trading, refining, storing, transporting, marketing and distributing, propane gas, natural gas and petroleum and all products, by-products or derivatives of every description of petroleum or natural gas, under the name of "Canadian Propane (Que.) Limited", with a capital stock divided into 1,000 shares having no nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12712-55)

Chaisson-Cossman House Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1955, incorporating: George Tweedale, technician, Donald Kujan, student, and Leona Green, bookkeeper, spinster, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Chaisson-Cossman House Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares having a par value of $100 each and into 300 preferred shares having a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12230-55)

Champlain Plumbing & Electrical Contractors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

province de Québec, des lettres patentes en date du sept octobre 1955, constituant en corporation: Arthur F. Garmaise, avocat, de Montréal, Melvin Rothman, avocat, de Westmount et Rita Wise, secrétaire, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de "Champlain Plumbing & Electrical Contractors Inc.", avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 464 rue St-Jean, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272 C. E. CANTIN.

province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1955, incorporating: Arthur F. Garmaise, advocate, of Montreal, Melvin Rothman, advocate, of Westmount, and Rita Wise, secretary, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Champlain Plumbing & Electrical Contractors Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 464 St. John street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12707-55)

Chicken Heaven Bar-B-Q. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six octobre 1955, constituant en corporation: Raymond Lebœuf, LL.L., Éphraim Lebœuf, c.r., tous deux avocats, et J.-G. Eugène Laplante, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateur, sous le nom de "Chicken Heaven Bar-B-Q. Inc.", avec un capital total de $39,500, divisé en 2,150 actions communes de $10 chacune et en 180 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12707-55)

Chicken Heaven Bar-B-Q. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October 1955, incorporating: Raymond Lebœuf, LL.L., Éphraim Lebœuf, Q.C., both advocates, and J.-G. Eugène Laplante, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateur, under the name of "Chicken Heaven Bar-B-Q. Inc.", with a total capital stock of $39,500, divided into 2,150 common shares of $10 each and 180 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(P.G. 12788-55)

Citadelle Propane Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1955, constituant en corporation: Gaston Bellerive, Pierre Beaudoin, comptables, et David Belhumeur, comptable agréé, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de distribution de gaz propane et d'accessoires utilisant ledit gaz, sous le nom de "Citadelle Propane Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12788-55)

Citadelle Propane Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1955, incorporating: Gaston Bellerive, Pierre Beaudoin, accountants, and David Belhumeur, chartered accountant, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To operate a business dealing in the distribution of propane gas and in accessories utilizing the said gas, under the name of "Citadelle Propane Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each, and into 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(P.G. 12661-55)

Codère, Levesque & Trudeau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1955, constituant en corporation: Joseph-Henri Codère, J.-Émile Levesque, mar-

(A.G. 12661-55)

Codère, Levesque & Trudeau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1955, incorporating: Joseph Henri Codère, J.-Émile Levesque, merchants, and

chands, et Alphonse Trudeau, entrepreneur, tous de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Construire, développer et administrer des immeubles, sous le nom de "Codère, Levesque & Trudeau Inc.", avec un capital total de $150,000, divisé en 5,000 actions communes de $10 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 15, rue Parc, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12666-55)

Dubrov Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'octobre 1955, constituant en corporation: Bernard Diamond, Steve Bless, avocats, de Montréal, et Louis Orenstein, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de propriétés immobilières, sous le nom de "Dubrov Realties Ltd.", avec un capital total de $50,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1081 rue St-Timothée, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12702-55)

Eagle Clothes Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour d'octobre 1955, constituant en corporation: Nathan Fish, notaire public, de Montréal, Michael Charles Herman, avocat, et Peter Hyman Margolese, manufacturier, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements, sous le nom de "Eagle Clothes Co. Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12682-55)

Éditeurs Unis du Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six octobre 1955, constituant en corporation: Marcel Dulude, imprimeur, Osias Dulude, publiciste, et Claude Picard, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Alphonse Trudeau, contractor, all of Sherbrooke, judicial district of Saint-Francis, for the following purposes:

To build, develop and administrate real estate under the name of "Codère, Levesque & Trudeau Inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and into 10,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 15, Park street, Sherbrooke, judicial district of Saint-Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October 1955.

C. E. CANTIN,

41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12666-55)

Dubrov Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1955, incorporating: Bernard Diamond, Steve Bless, advocates, of Montreal, and Louis Orenstein, advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in immoveable properties, under the name of "Dubrov Realties Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1081 St. Timothée street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12702-55)

Eagle Clothes Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1955, incorporating: Nathan Fish, Notary public, of Montreal, Michael Charles Herman, advocate, and Peter Hyman Margolese, manufacturer, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, under the name of "Eagle Clothes Co. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12682-55)

Éditeurs Unis du Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October 1955, incorporating: Marcel Dulude, printer, Osias Dulude, publicits, and Claude Picard, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de la publicité; faire affaires comme libraire, éditeur et imprimeur, sous le nom de "Éditeurs Unis du Québec Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 800 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4370, rue Iberville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

To deal in advertising and carry on the business of bookseller, editor and printer, under the name of "Éditeurs Unis du Québec Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 800 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the Company will be at 4370 Iberville Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(P.G. 11846-55)

Emmaus Canadien

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Réal Voghel, prêtre-curé, Charles-A. Lussier, avocat, Berthe Lafontaine, secrétaire, célibataire, de Montréal, et Jacques Perrault, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Constituer un organisme d'œuvres sociales dans le but immédiat de soulager la misère, sous le nom de "Emmaus Canadien".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11846-55)

Emmaus Canadien

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Réal Voghel, priest-pastor, Charles A. Lussier, advocate, Berthe Lafontaine, secretary, spinster, of Montreal, and Jacques Perrault, advocate, of Outremount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To incorporate an organism of social welfare work for the immediate purpose of relieving misery, under the name of "Emmaus Canadien".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(P.G. 12729-55)

Enlèvement Sanitaire des Rebuts Inc.
Sanitary Refuse Collectors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze octobre 1955, constituant en corporation: Cecil H. Macnaughten, avocat, de Saint-Lambert, Jean Bruneau, avocat, de Longueuil, et Humbéline Paquette, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'enlèvement des vidanges et rebuts pour le compte de particuliers, commerçants ou corporations, sous le nom de "Enlèvement Sanitaire des Rebuts Inc.— Sanitary Refuse Collectors Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 510 actions communes de $100 chacune et en 490 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12729-55)

Enlèvement Sanitaire des Rebuts Inc.
Sanitary Refuse Collectors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1955, incorporating: Cecil H. Macnaughton, advocate, of Saint-Lambert, Jean Bruneau, advocate, of Longueuil, and Humbeline Paquette, secretary, spinster, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To remove garbage and refuse for the account of individuals, dealers or corporations, under the name of "Enlèvement Sanitaire des Rebuts Inc.— Sanitary Refuse Collectors Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 510 common shares of $100 each and into 490 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(P.G. 12831-55)

Entreprises Sillery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1955, constituant en corpo-

(A.G. 12831-55)

Entreprises Sillery Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October 1955, incorporating: Gérard

ration: Gérard Guay, ingénieur forestier, Madeleine Deschênes, secrétaire, fille majeure, tous deux de Québec, Louis-Philippe Gagnon, industriel, et Pierre Gagnon, technicien, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Entreprises Sillery Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 72 rue Ste-Ursule, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12538-55)

Evro Investment Corp. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze octobre 1955, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, avocat, Anna Mikula et Esther Monson, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de "Evro Investment Corp. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12822-55)

Excel Agencies Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1955, constituant en corporation: Louis Gratton, marchand, de Montréal, Roméo Lehoux, épicier-boucher, de Montréal-Nord, et Yvon Perras, avocat, de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Excel Agencies Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12485-55)

Fashion Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq octobre 1955, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, Arthur I. Bronstein, avocats et Mildred Brown, secrétaire, fille ma-

Guay, forestry engineer, Madeleine Deschênes, secretary, spinster, both of Quebec, Louis-Philippe Gagnon, industrialist and Pierre Gagnon, technician, of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders under the name of "Entreprises Sillery Inc.", with a total stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the Company will be at 72 Ste-Ursule Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12538-55)

Evro Investment Corp. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1955, incorporating: Moses Samuel Yelin, advocate, Anna Mikula and Esther Monson, secretaries, *Filles Majeures usant de leurs droits*, all of the city and judicial district of Montreal, fort he following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Evro Investment Corp. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and into 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12822-55)

Excel Agencies Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October 1955, incorporating: Louis Gratton, merchant of Montreal, Roméo Lehoux, grocer-butcher of Montreal-North, and Yvon Perras, advocate, of Hampstead, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate, under the name of "Excel Agencies Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12485-55)

Fashion Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1955, incorporating: Milton Lowen Klein, Arthur I. Bronstein, advocates, and Mildred Brown, secretary, spinster, all of the city

jeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements, fourrures et fourrures synthétiques, sous le nom de "Fashion Sales Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12709-55)

Federation Enterprises & Investments Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept octobre 1955, constituant en corporation: Joseph Shapiro, C.R., avocat, de Westmount, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, Jonathan J. Robinson, avocat, tous deux de Montréal, et Theodore H. Shapiro, avocat, de ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de construction, sous le nom de "Federation Enterprises & Investments Corp.", avec un capital total de $250,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,450 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12691-55)

Four Fifty-Nine McGill St. Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour d'octobre 1955, constituant en corportaion: Monroe Abbey, avocat, de Westmount, Max Slapack, avocat, de Côte St-Luc, et Gregory Charlap, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, développer et administrer une certaine propriété immobilière et toutes les bâtisses qui sont ou peuvent être érigées sur ladite propriété immobilière, sous le nom de "Four Fifty-Nine McGill St. Corp.", avec un capital-actions divisé en 200 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12641-55)

Friedman Kosher Wine Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept octobre 1955, constituant en corporation:

and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothes, furs, synthetic furs, under the name of "Fashion Sales Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12709-55)

Federation Enterprises & Investments Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1955, incorporating: Joseph Shapiro, Q.C., advocate, of Westmount, Ethel Yussem, secretary, spinster, Jonathan J. Robinson, advocate, both of Montreal, and Theodore H. Shapiro, advocate, of the town of Mount Royal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as an investment and construction company, under the name of "Federation Enterprises & Investments Corp.", with a total capital stock of $250,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and into 2,450 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12691-55)

Four Fifty-Nine McGill St. Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1955, incorporating: Monroe Abbey, advocate, of Westmount, Max Slapack, advocate of Côte St. Luc, and Gregory Charlap, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, develop and administer a certain immoveable property and all of the buildings which are or may be on the said immoveable property, under the name of "Four Fifty-Nine McGill St. Corp.", with a capital stock divided into 200 shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12641-55)

Friedman Kosher Wine Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1955, incorporating: Mendel Has, Mer-

Mendel Has, marchand, Samuel Friedman, Sam Young, gérants, et Hilda Thau, ménagère, épouse séparée de biens de Samuel Thau et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de tous genres de vin sacramentel, sous le nom de "Friedman Kosher Wine Co. Ltd.", avec un capital total de $30,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12569-55)

Gamma Realty Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept octobre 1955, constituant en corporation: Max S. Kaufman, avocat, Harriet Beutel, teneuses de livres, tous deux de Westmount, Joseph R. Hoffman, avocat, de Montréal et Oscar Respitz, avocat, de ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Gamma Realty Ltd.", avec un capital total de $60,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune, 350 action privilégiées de $100 chacune et 100 actions catégorie "A" de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montreal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12715-55)

Gelber Associates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize octobre 1955, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, Melvin Leonard Rothman, avocats, de Westmount et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, administrer, construire et développer la propriété immobilière portant les numéros civiques 368 à 380½ inclusivement de la rue St-Joseph, en la cité de Québec, sous le nom de "Gelber Associates Ltd.", avec un capital total de $54,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeurs au pair de $10 chacune et 530 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272 C. E. CANTIN.

---

chant, Samuel Friedman, Sam Young, managers, and Hilda Thau, Housewife, wife separate as to property of Samuel Thau, and duly authorized by him for the purposes of these presents, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all types of sacrimental wine, under the name of "Friedman Kosher Wine Co. Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 150 common shares of a par value of $100 each and into 150 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12569-55)

Gamma Realty Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1955, incorporating: Max S. Kaufman, advocate, Harriet Beutel, bookkeeper, both of Westmount, Joseph R. Hoffman, advocate, of Montreal, and Oscar Respitz, advocate, of the town of Mount Royal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Gamma Realty Ltd.", with a total capital stock of $60,000, divided into 150 common shares of $100 each, 350 preferred shares of $100 each and into 100 Class "A" shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12715-55)

Gelber Associates Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October, 1955, incorporating: Philip Fischel Vineberg, Melvin Leonard Rothman, advocates, of Westmount, and Yvonne Bélanger, secretary, fille majeure, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, administer, build upon and develop the immoveable property bearing civic numbers 368 to 380½ inclusive, St. Joseph Street, in the city of Quebec, under the name of "Gelber Associates Ltd.", with a total capital stock of $54,000, divided into 100 common shares of the par value of $10 each and into 530 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12679-55)

Golden Owl Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept octobre 1955, constituant en corporation: David Goodman, avocat, de Hampstead, Arthur Garmaise, avocat, Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Henry Nevard, étudiant en droit, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimerie, de lithographie et d'édition, sous le nom de "Golden Owl Co. Ltd.", avec un capital total de $200,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 19,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272 C. E. CANTIN.

(A.G. 12679-55)

Golden Owl Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1955, incorporating: David Goodman, advocate, of Hampstead, Arthur Garmaise, advocate, Yvonne Bélanger, secretary, spinster, both of Montreal, and Henry Nevard, Law Student, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of printing, lithographing and publishing, under the name of "Golden Owl Co. Ltd.", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 19,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12545-55)

Graham Boulevard Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour d'octobre 1955, constituant en corporation: David Goodman, avocat, de Hampstead, Neil Phillips, avocat, de Westmount, Arthur Garmaise, avocat, et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'achat d'un ou d'emplacements dans la paroisse St-Laurent et y ériger un ou des édifices pour bureaux, et agir comme locateurs et administrateurs relativement à iceux, sous le nom de "Graham Boulevard Realty Corp.", avec un capital de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272 C. E. CANTIN.

(A.G. 12545-55)

Graham Boulevard Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1955, incorporating: David Goodman, advocate, of Hampstead, Neil Phillips, advocate, of Westmount, Arthur Garmaise, advocate, and Yvonne Bélanger, secretary, spinster of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purschase an emplacement or emplacements in the Parish of Saint Laurent, and to construct an office building or office buildings thereon, and to act as lessors and administrators in connection therewith, under the name of "Graham Boulevard Realty Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12760-55)

Harold Zelfond Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze octobre 1955, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, Arthur I. Bronstein, avocats et Mildred Brown, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de fourrures, peaux de fourrure et peaux d'animaux, sous le nom de "Harold Zelfond Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272 C. E. CANTIN.

(A.G. 12760-55)

Harold Zelfond Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1955, incorporating: Milton Lowen Klein, Arthur I. Bronstein, advocates, and Mildred Brown, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furs, fur skins, animal skins, under the name of "Harold Zelfond Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12677-55)

Hartford Shirt Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour d'octobre 1955, constituant en corporation: Harry Pinker, Murray Bernard Spiegel, avocats, et Nathaniel Liebman, notaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fabricants de chemises, sous le nom de "Hartford Shirt Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12620-55)

Herzog Overseas Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, avocat, Mary Elizabeth Spracklin et Margot Mary Quinn, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de métaux et produits d'iceux, sous le nom de "Herzog Overseas Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 505, 901 Carré Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12424-55)

Hydrotechnic Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Roland Gérard Lefrançois, Jean Goulet, avocats et Lise Parant, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer en général les affaires de constructeurs entrepreneurs et ingénieurs, sous le nom de "Hydrotechnic Limited", avec un capital-actions divisé en 200 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12706-66)

Ideal Premiums Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 12677-55)

Hartford Shirt Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1955, incorporating: Harry Pinker, Murray Bernard Spiegel, advocates, and Nathaniel Liebman, notary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of shirtmakers, under the name of "Hartford Shirt Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12620-55)

Herzog Overseas Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1955, incorporating: Roy Fraser Elliott, advocate, Mary Elizabeth Spracklin and Margot Mary Quinn, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in metals and metal products, under the name of "Herzog Overseas Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Room 505, 901 Victoria Square, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12424-55)

Hydrotechnic Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September, 1955, incorporating: Roland Gérard Lefrançois, Jean Goulet, advocates, and Lise Parant, secretary, spinsters of the full age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of building, general contracting and engineering, under the name of "Hydrotechnic Limited", with a capital stock divided into 200 shares having no nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12706-55)

Ideal Premiums Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze octobre 1955, constituant en corporation: Jean Giroux, Paul Giroux, marchands, de Montréal, et Gaston Roger, comptable, de Pont-Viau, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de merceries, quincaillerie, poterie, mobilier, jouets, articles de sport, sous le nom de "Ideal Premiums Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12379-55)

Jardins Pont Viau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'octobre 1955, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, d'Outremont, Egbert Earl Cockerton et Bernard Diamond, avocats, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Administrer, développer des propriétés immobilières ou intérêts en icelles, sous le nom de "Jardins Pont Viau Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12674-55))

Jaybalt Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze octobre 1955, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat, de la ville de Hampstead, Marcus Myer Sperber, conseil en loi de la Reine, avocat, de Westmount et Alan Bernard Gold, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir une certaine propriété immobilière dans la paroise de Boucherville et y ériger des bâtisses industriels, commerciales ou domiciliaires, sous le nom de "Jaybalt Corporation", avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à suite 918, édifice Transportation, 132 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272 C. E. CANTIN.

---

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1955, incorporating: Jean Giroux, Paul Giroux, merchants, of Montreal, and Gaston Roger, accountant, of Pont-Viau, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in drygoods, hardware, pottery, furniture, toys, articles of sport, under the name of "Ideal Premiums Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this evelenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12379-55)

Jardins Pont Viau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1955, incorporating: Louis Orenstein, advocate, of Outremont, Egbert Earl Cockerton and Bernard Diamond, advocates, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To administer, develop immoveable property or interest therein, under the name of "Jardins Pont Viau Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12674-55)

Jaybalt Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1955, incorporating: Murray Lapin, advocate, of the town of Hampstead, Marcus Myer Sperber, Queen's Counsel, advocate, of Westmount, and Alan Bernard Gold, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire a certain immoveable property in the parish of Boucherville, and to erect industrial, commercial or residential buildings thereon, under the name of "Jaybalt Corporation", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 4,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Suite 918, Transportation Building, 132 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12642-55)

Jean-Paul Trahan Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six octobre 1955, constituant en corporation: Jean-Paul Trahan, entrepreneur général, Fernand Trahan, estimateur, et Jacques Dussault, comptable, tous de Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Jean-Paul Trahan Limitée", avec un capital total de $200,000, divisé en 1,000 actions communes de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12642-55)

Jean-Paul Trahan Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October 1955, incorporating: Jean-Paul Trahan, general contractor, Fernand Trahan, appraiser, and Jacques Dussault, accountant, all of Saint Jean, judicial district of Iberville, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Jean-Paul Trahan Limitée", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,000 common shares of $100 each and 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint John, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this October sixth, 1955.

C. E. CANTIN,

41272 Deputy Attorney General.

(P.G. 12554-55)

Junior Scope Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq octobre 1955, constituant en corporation: David Gilman, manufacturier, Lillian Lazare, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal et Arthur Yanofsky, avocat, de Ville St-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Junior Scope Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272 C. E. CANTIN.

(A.G. 12554-55)

Junior Scope Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1955, incorporating: David Gilman, manufacturer, Lillian Lazare, secretary, spinster, both of Montreal, and Arthur Yanofsky, advocate, of Ville St. Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "Junior Scope Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and into 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11618-55)

Juvénat Notre-Dame-de-Grâces

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze octobre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Les Révérends Pères Louis-Joseph Lefebvre, c.s.v., supérieur provincial, François Prud'homme, c.s.v., assistant-supérieur provincial, Adrien Coutu, économe provincial, Blaise Laurier, c.s.v., directeur des études, tous d'Outremont, et Raymond Valois, c.s.v., maître des novices, Noviciat des C.S.V., Rigaud, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fonder, maintenir et administrer, en la paroisse de Sainte-Luce-sur-Mer, une institution d'enseignement et de formation religieuse, sous le nom de "Juvénat Notre-Dame-de-Grâces".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Sainte-Luce-sur-Mer, district judiciaire de Rimouski.

(A.G. 11618-55)

Juvénat Notre-Dame-de-Grâces

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October 1955, to incorporate as a corporation without share capital: The Reverend Fathers Louis-Joseph Lefebvre, S.V.C., provincial superior, François Prud'homme S.V.C., assistant provincial superior, Adrien Coutu, provincial bursar, Blaise Laurier, S.V.C., headmaster of studies, all of Outremont, and Raymond Valois, S.V.C., head of the religious novices, noviciate of S.V.C., Rigaud, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To found, maintain and manage, in the parish of Saint-Luce-sur-Mer, an educational and religious formation establishment, under the name of "Juvénat Notre-Dame-de-Grâces".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Luce-sur-Mer, judicial district of Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le douze octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12618-55)

Juveniles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour d'octobre 1955, constituant en corporatoin: Louis H. Rohrlick, C.R., avocat, Paul L. Gordon, avocat, Thelma Goldstein et Joyce Pilzmacker, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements, tissus et sous-vêtements, sous le nom de "Juveniles Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12396-55)

Lac St-Jean Ajustement Co. Ltée
Lake St-John Adjustment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six octobre 1955, constituant en corporation: Pierre Nicole, ajusteur en assurance, Évariste Nicole, commis, et Denise Nicole, commis, fille majeure, tous d'Alma, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Exercer l'occupation d'enquêteur ou d'investigateur au point de vue commercial, industriel et professionnel, surtout dans le domaine d'assurance, sous le nom de "Lac St-Jean Ajustement Co. Ltée — Lake St-John Adjustment Co. Ltd.", avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12557-55)

La Guadeloupe Télévision Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1955, constituant en corporation: Aurélien Couture, garagiste, Joseph-Aimé Morin, machiniste, Albert Buteau, marchand, Léopold Ferland, meunier, et J.-Clément Masson, notaire, tous de la Guadeloupe, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Organiser, installer et faire fonctionner un système dit l'antenne communautaire, pour fournir le signal de la télévision aux usagers des postes récepteurs, en la paroisse de Saint-Évariste, de La Guadeloupe, dans le comté de Frontenac, et des paroisses avoisinantes, sous le nom

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12618-55)

Juveniles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1955, incorporating: Louis G. Rohrlick, Q.C., advocate, Paul L. Gordon, advocate, Thelma Goldstein and Joyce Pilzmacker, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, fabrics and underwear, under the name of "Juveniles Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of the par value of $10 each and into 3,600 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12396-55)

Lac St-Jean Ajustement Co. Ltée
Lake St-John Adjustment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1955, incorporating: Pierre Nicole, insurance appraiser, Évariste Nicole, clerk, and Denise Nicole, clerk, fille majeure, all of Alma, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To carry on the operations of investigator or inquirer for commercial, industrial and professional purposes and more especially for those of insurance, under the name of "Lac St-Jean Ajustement Co. Ltée — Lake St-John Adjustment Co. Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12557-55)

La Guadeloupe Télévision Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October 1955, incorporating: Aurélien Couture, garage-keeper, Joseph Aimé Morin, machinist, Albert Buteau, merchant, Léoplod Ferland, miller, and J. Clément Masson, notary, all of La Guadaloupe, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To organize, install and operate a system called community aerial, in order to give a signal of television to those having receiving sets, in the parish of Saint Évariste, La Guadeloupe, in the county of Frontenac, and neighbouring parishes, under the name of "La Guadeloupe

de "La Guadeloupe Télévision Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 800 actions de $25.

Le siège social de la compagnie sera à La Guadeloupe, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12996-55)

Lake Renzy Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux novembre 1955, constituant en corporation: David Henry Holland, avocat, Cecil Bruce Cooke, secrétaire et Guy Ambrose Miller, teneur de livres, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Lake Renzy Mines Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de $3,500,000, divisé en 3,500,000 actions d'une valeuf au pair de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12656-55)

La ligue des Propriétaires du village de St-Gabriel de Brandon Cté Berthier Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq octobre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: André Henry, Ernest Champagne, Cléophas Dubeau, propriétaires rentiers, Joseph-Rodolphe Boivin, agent d'assurance, Joseph-Martin Comeau, Azellus Robert, marchands, Marcel Plante, gérant de Caisse Populaire, Julien Desrochers, distributeur de tabac en gros, tous de Saint-Gabriel-de-Brandon, district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Promouvoir le développement progressif du village de Saint-Gabriel-de-Brandon, sous le nom de "La Ligue des Propriétaires du village de St-Gabriel de Brandon, Cté Berthier Québec."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $2,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Gabriel-de-Brandon, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

Télévision Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 800 shares of $25 each.

The head office of the company will be at La Guadeloupe, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12996-55)

Lake Renzy Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1955, incorporating: David Henry Holland, advocate, Cecil Bruce Cooke, secretary, and Guy Ambrose Miller, bookkeeper, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Lake Renzy Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $3,500,000, divided into 3,500,000 shares of the par value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1955.

C. E. CANTIN,
41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12656-55)

La ligue des Propriétaires du village de St-Gabriel de Brandon Cté Berthier Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October 1955, to incorporate as a corporation without share capital: André Henry, Ernest Champagne, Cléophas Dubeau, annuitants, Joseph Rodolphe Boivin, insurance agent, Joseph Martin Comeau, Azellus Robert, merchants, Marcel Plante, Caisse Populaire manager, Julien Desroches, wholesale tobacco distributor, all of Saint Gabriel-de-Brandon, judicial district of Joliette, for the following purposes:

To further the progressive development of the village of Saint Gabriel-de-Brandon, under the name of "La Ligue des Propriétaires du village de Saint-Gabriel-de-Brandon, Cté Berthier Québec".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $2,000.

The head office of the corporation will be at Saint Gabriel-de-Brandon, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(P.G. 12808-55)

La Société des Arts Plastiques de la Province de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre octobre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Omer Parent, directeur des études à l'Ecole des Beaux-Arts, Marius Plamondon, Clément Paré, sculpteurs, Adrien Drolet, décorateur, Jean Soucy, professeur, Jean-Paul Guay, dessinateur, Henri Mongrain, céramiste, Edmund Alleyn, Denys Morrisset, peintres, Françoise Desrochers Drolet, émailleur, épouse séparée de biens de Jean-Paul Drolet et dûment autorisée par ce dernier, Thérèse Brassard, émailleur, et Claude Picher, directeur des expositions au Musée de la province, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Grouper en association les artistes peintres, sculpteurs, céramistes, émailleurs d'art, maîtres-verriers, tapissiers, dessinateurs, graveurs et diplômés en art publicitaire, aux fins de l'avancement général des arts et de la défense de leurs intérêts communs, sous le nom de "La Société des Arts Plastiques de la Province de Québec".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12808-55)

La Société des Arts Plastiques de la Province de Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Omer Parent, headmaster of studies at the School of Fine Arts, Marius Plamondon, Clément Paré, sculptors, Adrien Drolet, decorator, Jean Soucy, professor, Jean-Paul Guay, draftsman, Henri Mongrain, ceramist, Edmund Alleyn, Denys Morisset, painters, Françoise Desrochers Drolet, enamellist, wife separate as to property of Jean-Paul Drolet and duly authorized by the latter, Thérèse Brassard, enamellist, and Claude Picher, director of exhibitions at the Provincial Museum, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To group together into an association, artists in painting, sculptors, ceramists, enamellists, masters in stained glass painting, tapestry-workers, draftsmen, engravers and graduates in artistic advertissing, for the advancement of fine arts generally, and the safeguarding of their common interests, under the name of "La Société des Arts Plastiques de la Province de Québec".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272 Deputy Attorney General.

(P.G. 12737-55)

Laurent Rivet Cie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize octobre 1955, constituant en corporation: Jean Brossard, notaire, Laurent Rivet, entrepreneur, et Mariette Houle, secrétaire, célibataire majeure, tous de Saint-Rémi, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeur et entrepreneur général, sous le nom de "Laurent Rivet Cie Limitée", avec un capital total de $30,000, divisé en 300 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Rémi, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le treize octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12737-55)

Laurent Rivet Cie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October 1955, incorporating: Jean Brossard, notary, Laurent Rivet, contractor, and Mariette Houle, secretary, spinster, all of Saint-Rémi, judicial district of Iberville, for the following purposes:

To carry on business and general contractor, under the name of "Laurent Rivet Cie Limitée", with a total capital stock of $30,000, divided into 300 shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Saint-Rémi, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth deay of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272 Deputy Attorney Ganeral.

(P.G. 12510-55)

Le Club Nautique du Lac à la Tortue

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Louis Brunelle, employé de chemins de fer, Jeanne d'Arc Brunelle, ménagère, fille majeure, tous deux de Grand'Mère, et Omer Brunelle, menuisier, de Lac-à-la-Tortue, tous du district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants;

(A.G. 12510-65)

Le Club Nautique du Lac à la Tortue

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Louis Brunelle, railroad employee, Jeanne d'Arc Brunelle, housewife, *fille majeure*, both of Grand'Mère, and Omer Brunelle, carpenter, of Lac-à-la-Tortue, all of the judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

Organiser, promouvoir, développer, encourager toutes espèces d'activités sportives, athlétiques et récréatives, sous le nom de "Le Club Nautique du Lac à la Tortue".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $20,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Théophile-du-Lac-à-la-Tortue, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12738-55)

Le Comité des Loisirs de St-Rémi

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Brossard, notaire, Jean-Marie Gagné, Émile de Bellefeuille, gérants, Jacques Viau, marchand, et André Beauchamp, comptable, tous de Saint-Rémi, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

S'occuper du développement de la jeunesse en général, et en particulier du progrès physique, intellectuel et moral de la jeunesse, sous le nom de "Le Comité des Loisirs de St-Rémi".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Rémi, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11831-55)

Les Amis de la Jeunesse Canadienne-Polonaise Inc.
Friends of Canadian Polish Youth Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Tadeusz Romer, professeur d'Université, Joseph Grad, entrepreneur en construction, Franciszek Gray-Gryszowka, surintendant, Czeslaw Deminet, constructeur d'instrument de laboratoire, Antoni Smodlibowski, tous de Montréal, Csezlaw Kalina, commerçant, d'Outremont, Cszlaw Kapica, ingénieur, de Dorval, Izydor Pawelec, mouleur, de Verdun, et Kazimierz Parowski, ingénieur, de ville St-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Aider les jeunes à développer le sens du civisme canadien et à s'intégrer dans la société canadienne, sous le nom de "Les Amis de la Jeunesse Canadienne-Polonaise Inc. — Friends of Canadian Polish Youth Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

To organize, promote, develop, encourage athletics, sports and recreational activities of every nature and kind, under the name of "Le Club Nautique du Lac à la Tortue".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Théophile, of Lac-à-là-Tortue, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12738-55)

Le Comité des Loisirs de St-Rémi

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Jean Brossard, notary, Jean-Marie Gagné, Émile de Bellefeuille, managers, Jacques Viau, merchant, and André Beauchamp, accountant, all of Saint-Rémi, judicial district of Iberville, for the purposes of:

To see to the development of youth, generally, and especially for the physical, intellectual and moral progress of young people, under the name of "Le Comité des Loisirs de St-Rémi".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Rémi, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 11831-55)

Les Amis de la Jeunesse Canadienne-Polonaise Inc.
Friends of Canadian Polish Youth Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Tadeusz Romer, professor at a University, Joseph Grad, building contractor, Franciszek Gray-Gryszowka, superintendent, Czeslaw Deminet, designer of laboratory instruments, Antoni Smodlibouski, draftsman, all of Montreal, Czeslaw Kalina, dealer, of Outremont, Czeslaw Kapica, engineer, of Dorval, Izydor Pawelec, moulder, of Verdun, and Kazimierz Parowski, engineer, of the town, of Saint Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To assist young people in developing Canadian civic mindedness and adapts themselves to Canadian Social conditions, under the name of "Les Amis de la Jeunesse Canadienne-Polonaise Inc. — Friends of Canadian Polish Youth Inc.".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(P.G. 12339-55)

Les Immeubles Bon Air Ltée
Bon Air Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize octobre 1955, constituant en corporation: Bernard Nantel, avocat, de Westmount, André Surprenant, avocat, et Fernande Thouin, secrétaire, ces deux derniers de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Les Immeubles Bon Air Ltée — Bon Air Realties Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12339-55)

Les Immeubles Bon Air Ltée
Bon Air Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October, 1955, incorporating: Bernard Nantel, advocate, of Westmount, André Surprenant, advocate and Fernande Thouin, secretary, the latter two of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate under the name of "Les Immeubles Bon Air Ltée — Bon Air Realties Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Town of St-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(P.G. 12746-55)

Liane Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1955, constituant en corporation: Lucien Roux, c.r., avocat, Lorraine Côté et Hélène St-Denis, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, teinturiers, sous le nom de "Liane Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12746-55)

Liane Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1955, incorporating: Lucien Roux, Q.C., advocate, Lorraine Côté and Hélène St-Denis, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, dyers, under the name of "Liane Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12697-55)

Liqueurs Régal (St-Jean) Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze octobre 1955, constituant en corporation: Gérard Gamache, industriel, Lucie Benoît, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gérard Gamache, et Laurette Morin, ménagère, veuve de Théophile Marcoux, tous de Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce en gros et en détail de liqueurs douces, sous le nom de "Liqueurs Régal (St-Jean) Incorporée", avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions communes de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le onze octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN,

(A.G. 12697-55)

Liqueurs Régal (St-Jean) Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1955, incorporating: Gérard Gamache, industrialist, Lucie Benoît, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gérard Gamache, and Laurette Morin, housewife, widow of Théophile Marcoux, all of Saint-John, judicial district of Iberville, for the following purposes:

To carry on a wholesale and retail business dealing in soft drinks, under the name of "Liqueurs Régal (St-Jean) Incorporée", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-John, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(P.G. 12411-55)

Lucien Cardinal Inc.

Avis est donné qu'en vertu dee la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six octobre 1955, constituant en corporation: René Beaudry, avocat, Suzanne Bériault, ménagère, épouse séparée de biens de René Beaudry, tous deux de Verdun, et Annette Françœur, ménagère, épouse séparée de biens du Lucien Cardinal, de Sainte-Anne-de-Bellevue, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagiste en général, sous le nom de "Lucien Cardinal Inc.", avec un capital total de $75,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 2,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Anne-de-Bellevue, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12727-55)

Magog Television Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize octobre 1955, constituant en corporation: Jean-Charles Bergeron, entrepreneur électricien, Gabrielle P. Bergeron, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Charles Bergeron et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Gertrude Bergeron, secrétaire, tous de Magog, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Construire et maintenir une ligne de transmission pour alimenter un système communautaire de distribution de programmes de télévision et autres du même genre, sous le nom de "Magog Television Service Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions communes de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 470, rue Main, ouest, Magog, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le treize octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 10807-55)

Maple Leaf Specialties Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1955, constituant en corporation: Jérôme-Joseph Jacob, Victor Jacob, industriels, de Montréal, et Charles-Étienne Legault, comptable, de Montréal-Nord, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme émailleurs et confiseurs et exercer le commerce d'articles de quincaillerie, de matériaux de construction, sous le nom de "Maple Leaf Specialties Limited", avec un capital divisé en 500 actions sans valeur au pair ou nominale.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 12411-55)

Lucien Cardinal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1955, incorporating: René Beaudry, advocate, Suzanne Bériault, housewife, wife separate as to property of René Beaudry, both of Verdun, and Annette Francœur, housewife, wife separate as to property of Lucien Cardinal, of Sainte-Anne-de-Bellevue, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a general garage-keeper, under the name of "Lucien Cardinal Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 50 common shares of a par value of $100 each, and into 2,800 preferred shares of a par value of $25 each.

The head office of the company will be at Sainte-Anne-de-Bellevue, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12727-55)

Magog Television Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October 1955, incorporating: Jean-Charles Bergeron, electrical contractor, Gabrielle P. Bergeron housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Charles Bergeron and duly authorized by him for these present purposes, and Gertrude Bergeron, secretary, all of Magog, judicial district of Saint-Francis, for the following purposes:

To build and maintain a transmission line to feed a community distribution system for television programs and others of the same kind, under the name of "Magog Television Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 470 Main Street, West, Magog, judicial district of Saint-Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 10807-55)

Maple Leaf Specialties Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1955, incorporating: Jérôme-Joseph Jacob, Victor Jacob, industrialists, of Montreal, and Charles-Étienne Legault, accountant, of Montreal-North, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as enamelers and confectioners and deal in articles of hardware, building materials, under the name of "Maple Leaf Specialties Limited", with a capital stock divided into 500 shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12708-55)

Maurice Richard, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1955, constituant en corporation: Jules Dupré, c.r., avocat, d'Outremont, Raymond Lette, clerc, d'Hampstead, et J.-Claude Bureau, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les activités d'une entreprise de publicité, sous le nom de "Maurice Richard, Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12690-55)

Milner Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre octobre 1955, constituant en corporation: Milton L. Klein, Arthur I. Bronstein, avocats et Mildred Brown, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Ériger, améliorer et transformer des bâtisses et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Milner Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12587-55)

Noël Briand Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze octobre 1955, constituant en corporation: Noël Briand, commerçant, Georgette Boudreau, sténographe, célibataire, et Honoré Dionne, avocat, tous de Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de transport, sous le nom de "Noël Briand Incorporée", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le douze octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272-o C. E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12708-55)

Maurice Richard, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October 1955, incorporating: Jules Dupré, Q.C. advocate, of Outremont, Raymond Lette, clerk, of Hampstead, and J.-Claude Bureau, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the activities of a publicity undertaking, under the name of "Maurice Richard, Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October 1955.

C. E. CANTIN,

41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12690-55)

Milner Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1955, incorporating: Milton L. Klein, Arthur I. Bronstein, advocates, and Mildred Brown, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To erect, improve and alter buildings and deal in building materials, under the name of "Milner Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12587-55)

Noël Briand Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October 1955, incorporating: Noël Briand, merchant, Georgette Boudreau, stenographer, unmarried, and Honoré Dionne, advocate, all of Sept-Iles, judicial district of Saguenay, for the following purposes:

To carry on the operations of a transportation company, under the name of "Noël Briand Incorporée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272 Deputy Attorney General.

(P.G. 12586-55)

Norman & Robert Industries Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize octobre 1955, constituant en corporation: Roger Turgeon, indistriel, Bernard Dorais, avocat, et Aline Valade, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Norman & Robert Industries Corporation", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12586-55)

Norman & Robert Industries Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October 1955, incorporating: Roger Turgeon, industrialist, Bernard Dorais, advocate, and Aline Valade, secretary, of full age of majority and making use of her rights, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Norman & Robert Industries Corporation", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at the Town of Saint Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October 1955.

C. E. CANTIN,

41272 Deputy Attorney General.

(P.G. 12630-55)

Orefield Mining Corporation
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'octobre 1955, constituant en corporation: Lovell C. Carroll, C.R., avocat, de Ville Mont-Royal, Marcel Lajeunesse, Jean-Paul Cardinal, Jacques P. Dansereau, avocats, de Montréal, et Denise Jalbert, secrétaire, fille majeure, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Orefield Mining Corporation", (No Personal Liability), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272 C. E. CANTIN.

(A.G. 12630-55)

Orefield Mining Corporation
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Provincde of Quebec, bearing date the third day of October, 1955, incorporating: Lovell C. Carroll, Q.C., advocate, of the town of Mount Royal, Marcel Lajeunesse, Jean-Paul Cardinal, Jacques P. Dansereau, advocates, of Montreal, and Denise Jalbert, secretary, spinster of the full age of majority, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Orefield Mining Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 common shares of a par value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1955.

C. E. CANTIN.

41272-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12704-55)

Perselco Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'octobre 1955, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Clarence R. Gross, avocat, et Sarah Miller, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles; ériger des bâtisses et exercer celui de matériaux de construction, sous le nom de "Perselco Realties Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

(A.G. 12704-55)

Perselco Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1955, incorporating: Samuel David Rudenko, advocate and Queen's Counsel, Clarence R. Gross, advocate, and Sarah Miller, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate; to erect buildings and to deal in building materials, under the name of "Perselco Realties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1000 common shares of the par value of $10 each and into 300 preferred shares of the par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12770-55)

Petit Textiles Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour d'octobre 1955, constituant en corporation: Samuel Moskovitch, avocat et Conseil en Loi de la Reine, David Litner, avocat, et Seymour Machlovitch, étudiant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de marchandises et tissus textiles, sous le nom de "Petit Textiles Limited", avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12692-55)

Produits Sanitaires Victoria Sanitary Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six octobre 1955, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, Estelle Thérien et Rita Dufresne, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce sous toutes ses formes de produits et équipements sanitaire, sous le nom de "Produits Sanitaires Victoria Sanitary Products Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 50,000 actions communes de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12617-55)

Radio Clinique Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze octobre 1955, constituant en corporation: J.-Guy Leclerc, marchand, Jeannine Péloquin Leclerc, ménagère, épouse dudit J.-Guy Leclerc, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Joseph T. Leclerc, rentier, tous de Douville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de toutes pièces d'ameublement, d'appareils de radio et de télévision et d'instruments de musique en général, sous le nom de "Radio Clinique Ltée", avec un

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12770-55)

Petit Textiles Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October, 1955, incorporating: Samuel Moskovitch, advocate and Queen's Counsel, David Litner, advocate, and Seymour Machlovitch, student, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in textile goods and fabrics, under the name of "Petit Textiles Limited", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 100 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at St. Jean, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12692-55)

Produits Sanitaires Victoria Sanitary Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October 1955, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Estelle Thérien and Rita Dufresne, secretaries, filles majeures, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in sanitary products and equipment of every nature and kind, under the name of "Produits Sanitaires Victoria Sanitary Products Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 50,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12617-55)

Radio Clinique Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October 1955, incorporating: J. Guy Leclerc, merchant, Jeannine Péloquin Leclerc, housewife, wife of the said J. Guy Leclerc, and duly authorized by him for the purposes herein, and Joseph T. Leclerc, annuitant, all of Douville, judicial district of Saint Hyacinthe, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture of every nature and kind, radio and television apparatus, and musical instruments generally, under the name of "Radio Clinique Ltée", with a total

capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le onze octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12731-55)

Real Estate Alliance Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour d'octobre 1955, constituant en corporation: Joseph H. Freedman, Kalman Angel, avocats et Solomon Z. Epstein, agent, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir et opérer comme courtiers en immeubles, sous le nom de "Real Estate Alliance Limited", avec un capital total de $30,000, divisé en 300 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 119 rue St-Alexandre, chambre 303, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12734-55)

Ro Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize octobre 1955, constituant en corporation: Manuel Shacter, avocat, d'Outremont, Daniel Morris, avocat et Jack Greenstein, étudiant, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Prendre part à l'administration, la surveillance ou au contrôle des affaires ou des opérations de toute compagnie ou entreprise; excercer le commerce comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Ro Enterprises Inc.", avec un capital total de $50,100, divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune et 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12743-55)

Rovel Realty Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze octobre 1955, constituant en corporation: Henry Leopold, manufacturier, Monroe Rovins, administrateur, Samuel Moskovitch, avocat et conseil en loi de la Reine, et Seymour Machlovitch, étudiant, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Rovel Realty Company Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinai-

capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint Hyacinthe, judicial district of Saint Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12731-55)

Real Estate Alliance Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1955, incorporating: Joseph H. Freedman, Kalman Angel, advocates, and Solomon Z. Epstein, agent, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act and operate as real estate brokers, under the name of "Real Estate Alliance Limited", with a total capital stock of $30,000, divided into 300 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1449 St. Alexander St., Room 303, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12734-55)

Ro Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October, 1955, incorporating: Manuel Shacter, advocate, of Outremont, Daniel Morris, advocate, and Jack Greenstein, student, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking; to carry on business as general contractors and builders, under the name of "Ro Enterprises Inc.", with a total capital stock of $50,100, divided into 100 common shares of $1 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12743-55)

Rovel Realty Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1955, incorporating: Henry Leopold, manufacturer, Monroe Rovins, executive, Samuel Moskovitch, advocate and Queen's Counsel, and Seymour Machlovitch, student, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Rovel Realty Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares

res d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 423 rue Mayor, chambre 702, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12906-55)

Screen Advertising Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1955, constituant en corporation: Clément Fortin, comptable, Dr Robert Lambert, chirurgien-dentiste, et Guy St-Pierre, vendeur, tous de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de publicité, sous le nom de "Screen Advertising Ltd", avec un capital total de $49,000, divisé en 15,000 actions communes d'une valeur au pair de $1 chacune et en 340 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 10297-55)

Service des Loisirs St-Victor

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit octobre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Julien Lecavalier, chauffeur, Rolland Salois, journalier, et Cyrille Morand, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans la paroisse de Saint-Victor, sous le nom de "Service des Loisirs St-Victor".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $60,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12358-55)

Seven Seas Distributors Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'octobre 1955, constituant en corporation: Marcel Gaboury, avocat, d'Outremont, Yvon Perras, avocat, de Hampstead, et Mariette DesRosiers, secrétaire, fille majeure, de Ville LaSalle, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de marchandises fabriquées en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon,

of a par value of $100 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 423 Mayor Street, Room 702, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12906-55)

Screen Advertising Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October 1955, incorporating: Clément Fortin, accountant, Dr. Robert Lambert, dental surgeon, and Guy St-Pierre, salesman, all of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To carry on the operations of an advertizing company, under the name of "Screen Advertising Ltd", with a total capital stock of $49,000, divided into 15,000 common shares of a par value of $1 each and 340 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 10297-55)

Service des Loisirs St-Victor

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of October 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Julien Lecavalier, chauffeur, Rolland Salois, labourer, and Cyrille Morand, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To organize recreational activities in the parish of Saint-Victor, under the name of "Service des Loisirs St-Victor".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $60,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12358-55)

Seven Seas Distributors Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1955, incorporating: Marcel Gaboury, advocate, of Outremont, Yvon Perras, advocate, of Hampstead, and Mariette DesRosiers, secretary, spinster, of Ville LaSalle, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in merchandise made in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass

plastique, fourrure, textiles, verres et sous-produits d'iceux, mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et revues, peintures, objets d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, articles de toilette, sous le nom de "Seven Seas Distributors Limited", avec un capital total de $30,000, divisé en 300 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12647-55)

Sixteen Island Lake Ski Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept octobre 1955, constituant en corporation: Gaston LeBlanc, courtier d'assurances, H. Elmer McManus, gérant et Roger Lajeunesse, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir des divertissements au public, sous le nom de "Sixteen Island Lake Ski Club Inc.", avec un capital total de $25,000, divisé en 500 actions de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lac des Seize Iles, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12509-55)

South Shore House Furnishings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Corliss McKenzie Haynes, marchand, de Greenfield Park, Henri-Paul Lemay, avocat, de Montréal et Paul-Édouard Ross, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de meubles et nouveautés d'iceux, sous le nom de "South Shore House Furnishings Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12660-55)

Standard News Distributors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Samuel H. Shiar, Frank Frederick Hubscher et Abraham Jacob Rosenstein,

and by-products of same, haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, toilet articles, under the name of "Seven Seas Distributors Limited", with a total capital stock of $30,000, divided into 300 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12647-55)

Sixteen Island Lake Ski Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1955, incorporating: Gaston LeBlanc, Insurance broker, H. Elmer McManus, manager, and Roger Lajeunesse, lawyer, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of furnsihing amusement to the public, under the name of "Sixteen Island Lake Ski Club Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 500 shares of $50 each.

The head office of the company will be at Sixteen Island Lake, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12509-55)

South Shore House Furnishings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtietli day of September, 1955, incorporating: Corliss McKenzie Haynes, merchant, of Greenfield Park, Henri-Paul Lemay, advocate, of Montreal, and Paul-Édouard Ross, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and furniture novelties, under the name of "South Shore House Furnishings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and into 3,900 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Greenfield Park, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12660-55)

Standard News Distributors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1955, incorporating: Samuel H. Shiar, Frank Frederick Hubscher and Abraham Jacob Rosenstein, all advocates, of the City and

tous avocats des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Publier et distribuer des journaux, revues, livres et publications périodiques, sous le nom de "Standard News Distributors Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5914 avenue Park, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12723-55)

Star Pants, Lotbinière, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1955, constituant en corporation: Eugène Lamoureux, comptable, Yolande Roy, secrétaire, et André Trottier, comptable agréé, tous de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Star Pants, Lotbinière, Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laurierville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12644-55)

St-Jean River Fishing Club

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'octobre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: James Alexander Robb, Gérald McCarthy, avocats et Cordélia Leclerc, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Organiser, exploiter et conduire un club de pêche, chasse et autres sports au profit, récréation et avantages de ses membres; construire et entretenir une maison de club et autres bâtisses, sous le nom de "St-Jean River Fishing Club".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est $100,000.

Le siège social de la corporation sera à chambre 505, édifice de la Banque du Canada, Carré Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12750-55)

St. Jérôme Realty Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze octobre 1955, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et conseil

judicial district of Montreal, for the following purposes:

To publish and distribute newspapers, magazines, books and periodicals, under the name of "Standard News Distributors Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5914 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12723-55)

Star Pants, Lotbinière, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October 1955, incorporating: Eugène Lamoureux, accountant, Yolande Roy, secretary, and André Trottier, chartered accountant, all of Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "Star Pants, Lotbinière, Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Laurierville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12644-55)

St-Jean River Fishing Club

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: James Alexander Robb, Gerald McCarthy, advocates, and Cordelia Leclerc, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To organize, carry on and conduct fishing, hunting and other sports for the benefit, recreation and advantage of tis members; to erect and maintain a clubhouse and other buildings, under the name of "St-Jean River Fishing Club".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Room 505, Bank of Canada building, 901 Victoria Square, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh date of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12750-55)

St. Jérôme Realty Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1955, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and Queen's Counsel, of

en loi de la Reine, de Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat, de Ville Mont-Royal et Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "St. Jérôme Realty Corporation", avec un capital-actions divisé en 1,500 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12710-55)

St. Johns Knitting Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'octobre 1955, constituant en corporation: André Sabourin, avocat, Diane Brien, teneuse de livres et Hortense Sabourin, secrétaire, tous de St-Jean, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de substances fibreuses et succédanés d'icelles et celui de bas, sous-vêtements, vêtements, articles vestimentaires, tapis, sous le nom de "St. Johns Knitting Limited", avec un capital de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 201 rue St-Louis, St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12786-55)

Super Aluminum Products Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept octobre 1955, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, Samuel Greenblatt, Cyrill E. Schwisberg, avocats et Theodore Polisuk, étudiant en droit, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'aluminium et de tous métaux de leurs minerais aux produits finis, sous le nom de "Super Aluminium Products Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 281 rue Common, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12615-55)

The Bennal Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour d'octobre 1955, constituant

Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, of the Town of Mount Royal, and Ethel Yussem, secretary, spinster, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "St. Jérôme Realty Corporation", with a capital stock divided into 1,500 shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12710-55)

St. Johns Knitting Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1955, incorporating: André Sabourin, lawyer, Diane Brien, book-keeper, and Hortense Sabourin, secretary, all of St. Johns, judicial district of Iberville, for the following purposes:

To manufacture and deal in fibrous substances and the substitutes thereof and to deal in hosiery, underwear, clothing, wearing apparel, rugs, under the name of "St. Johns Knitting Limited", with the capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 201 St. Louis Street, St. Johns, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12786-55)

Super Aluminum Products Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1955, incorporating: Irwin S. Brodie, Samuel Greenblatt, Cyril E. Schwisberg, advocates, and Theodore Polisuk, law student, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in aluminum and all other metals from the ores to the finished products thereof, under the name of "Super Aluminum Products Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 281 Common St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12615-55)

The Bennal Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1955, incorporating: Isidore M. Bobrove,

ên corporation: Isidore M. Bobrove, Edward H. Bernsfeld et Samuel Shriar, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements et articles vestimentaires, sous le nom de "The Bennal Company", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12929-55)

The Great Watchichou Company, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et un octobre 1955, constituant en corporation: C. Douglas Johnston, avocat et conseil en loi du Roi, Jean Leahy, avocat et Thérèse des Rivières, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Diriger une entreprise et centre de pêche et de chasse, sous le nom de "The Great Watchichou Company, Ltd.", avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 11198-55)

The Lions Club of Beloeil

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit octobre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Robert J. Kerr, Stanley Robertson Saunders, surveillants, de Otterburn Park, district judiciaire de St-Hyacinthe, Thomas Cyr et Rolland Bosselet, contremaîtres, de McMasterville, district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

Former un groupe d'hommes représentant adéquatement les intérêts commerciaux et professionnels des villes de Belœil, McMasterville, St-Hilaire et Otterburn, sous le nom de "The Lions Club of Belœil".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $75,000.

Le siège social de la corporation sera à Ville de Belœil, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12755-55)

The New Shamrock Bowling Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Edward H. Bernsfeld and Samuel Shriar, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel, under the name of "The Bennal Company", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12929-55)

The Great Watchichou Company, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1955, incorporating: C. Douglas Johnston, advocate and Queen's Counsel, Jean Leahy, advocate, and Thérèse des Rivières, secretary, spinster, all of the City and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To conduct a game fishing and hunting enterprise and centre, under the name of "The Great Watchichou Company, Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11198-55)

The Lions Club of Beloeil

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Robert J. Kerr, Stanley Robertson Saunders, supervisors, of Otterburn Park, judicial district of St. Hyacinthe, Thomas Cyr and Rolland Bosselet, foremen, of McMasterville, judicial district of Richelieu, for the following purposes:

To form a body of men thoroughly representative of the business and professional interest of the towns of Belœil, McMasterville, St. Hilaire and Otterburn, under the name of "The Lions Club of Belœil".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $75,000.

The head office of the corporation will be at Ville de Belœil, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12755-55)

The New Shamrock Bowling Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1955, constituant en corporation: Charlemagne Millette, agent manufacturier, Jean M. Gagnon et Roland Thompson, comptables agréés, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Encourager, promouvoir, aider de toute manière l'exercice et la conduite de toutes sortes de jeux et sports légitimes, amateurs ou professionnels, sous le nom de "The New Shamrock Bowling Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12687-55)

T. Lauzon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour d'octobre 1955, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, avocat, de Westmount, Arthur F. Garmaise, avocat, et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de nourritures et produits alimentaires, sous le nom de "T. Lauzon Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12652-55)

Victor J. Léo Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq octobre 1955, constituant en corporation: Max S. Kaufman, avocat, Harriet Beutel, teneuse de livres, tous deux de Westmount et Joseph R. Hoffman, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger toutes sortes de commerce d'agences concernant l'acier de structure et en plaques ainsi qu'importer, exporter, acheter, vendre et négocier lesdits produits, sous le nom de "Victor J. Léo Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41272 C. E. CANTIN.

(P.G. 12742-55)

Vogue Electric Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

ince of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1955, incorporating: Charlemagne Millette, manufacturing agent, Jean M. Gagnon and Roland Thompson, chartered accountants, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To encourage, promote, help in any manner whatsoever the exercise and conduct of all kinds of games and legitimate sports, amateur or professional, under the name of "The New Shamrock Bowling Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,

41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12687-55)

T. Lauzon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1955, incorporating: Philip Fischel Vineberg, advocate, of Westmount, Arthur F. Garmaise, advocate, and Yvonne Bélanger, secretary, fille majeure, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in food and food products, under the name of "T. Lauzon Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12652-55)

Victor J. Léo Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1955, incorporating: Max S. Kaufman, advocate, Harriet Beutel, bookkeeper, both of Westmount, and Joseph R. Hoffman, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To transact all kinds of agency business in respect to structural and plate steel and as well to import, export, buy, sell and deal in the said commodities, under the name of "Victor J. Léo Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41272-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12742-55)

Vogue Electric Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize octobre 1955, constituant en corporation: Paul Galt Michaud, avocat, Louise Belisle et Thérèse Servant, sténographes, fille majeures usant de leurs droits, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations de constructeurs ou entrepreneurs généraux, et électriciens, sous le nom de "Vogue Electric Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Sud, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12626-55)

Walnut Cabinet Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour d'octobre 1955, constituant en corporation: Marcus Meyer Sperber, C.R., avocat, de Westmount, Alan Bernard Gold, avocat, de Montréal et Murray Lapin, avocat, de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de meubles et nouveautés d'iceux, sous le nom de "Walnut Cabinet Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 10621 rue Hénault, Montréal Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272 C. E. CANTIN.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October, 1955, incorporating: Paul Galt Michaud, advocate, Louise Belisle, and Thérèse Servant, stenographers, spinsters in use of their rights, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of general builders or contractors, and electricians, under the name of "Vogue Electric Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, South, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12626-55)

Walnut Cabinet Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1955, incorporating: Marcus Meyer Sperber, Q.C., advocate, of Westmount, Alan Bernard Gold, advocate, of Montreal, and Murray Lapin, advocate, of Hampstead, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and furniture novelties, under the name of "Walnut Cabinet Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and into 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at 10621 Henault, Montreal North, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 11082-55)

Arco Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinq octobre 1955, à la compagnie "Arco Realties Ltd.", augmentant son capital de $10,000 à $100,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 7,000 actions privilégiées et en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12840-55)

Boisvert & Janelle Compagnie Limitée
Boisvert & Janelle Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-six octobre 1955,

Supplementary Letters Patent

(A.G. 11082-55)

Arco Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October twenty-fifth, 1955, to the company "Arco Realties Ltd.", increasing its capital stock from $10,000 to $100,000: the additional capital stock divided into 7,000 preferred shares and into 2,000 common shares of $10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12840-55)

Boisvert & Janelle Compagnie Limitée
Boisvert & Janelle Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October twenty-sixth, 1955, to the company "Boisvert &

à la compagnie "Boisvert & Janelle Compagnie Limitée — Boisvert & Janelle Company Limited" modifiant les privilèges et restrictions attachés aux actions privilégiées de la manière prévue dans le règlement numéro 7 adopté à telles fins.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12290-55)

Château Lac Beauport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du sept octobre 1955, à la compagnie "Château Lac Beauport Inc.", modifiant certaine disposition de ses lettres patentes antérieures en réduisant le nombre des directeurs de cinq à trois.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12768-55)

Glenvale Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt octobre 1955, à la compagnie "Imperial Investments Ltd", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 11 juin 1955, changeant son nom en celui de "Glenvale Investments Ltd.".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12394-55)

International Factors Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplementaires, en date du cinq octobre 1955, à la compagnie "International Factors Corporation", 1° réduisant son capital de $100,000 à $50,000: le capital-actions annulé étant divisé en 500 actions privilégiées de $100; 2° augmentant le capital ainsi réduit de $50,000 à $200,000: le capital-actions additionnel étanr divisé en 500 actions privilégiées classe "A" de $100; 500 actions privilégiées classe "B" de $100 et en 500 actions privilégiées classe "C" de $100.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12799-55)

J. T. Gendron Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un octobre 1955, à la compagnie "J. T. Gendron Inc.", 1°

Janelle Compagnie Limitée — Boisvert & Janelle Company Limited", amending the privileges and restrictions attached the preferred shares in the manner provided for in by-law number 7 adopted for these purposes.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12290-55)

Château Lac Beauport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October seventh, 1955, to the company "Château Lac Beauport Inc.", amending a certain provision of its previous letters patent by reducing the number of its Directors from five to three.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12768-55)

Glenvale Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twentieth day of October 1955, to the company "Imperial Investments Ltd", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of June 11th, 1955, changing its name to that of "Glenvale Investments Ltd.".

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12394-55)

International Factors Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifth day of October 1955, to the company "International Factors Corporation", 1° decreasing its capital from the sum of $100,000 to $50,000: the cancelled share capital being divided into 500 preferred shares of $100 each; 2. increasing the capital thus decreased from $50,000 to $200,000: the additional share capital being divided into 500 Class "A" preferred shares of $100 each; 500 Class "B" preferred shares of $100 and 500 Class "C" preferred shares of $100.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12799-55)

J. T. Gendron Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October twenty-first, 1955, to the company "J. T. Gendron Inc.", 1. increasing its

augmentant son capital de $50,000 à $200,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 900 actions privilégiées de $50 et en 21,000 actions ordinaires de $5 chacune; 2. étendant les pouvoirs de la compagnie de la manière prévue dans son règlement numéro 22 adopté à ces fins.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12227-55)

Kunz Embroidery Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un octobre 1955, à la compagnie "Dianca Embroidery Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 18 avril 1955, changeant son nom en celui de "Kunz Embroidery Co. Inc.".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12897-55)

La Cie A. Champeau & Fils

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit octobre 1955, à "La Cie A. Champeau & Fils", augmentant son capital de $15,000 à $55,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées de $10.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13139-54)

Laiterie Leveillé Inc.
Leveillé Dairy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un octobre 1955, à la compagnie "Laiterie Leveillée Inc.— Léveillé Dairy Inc.", 1° convertissant 500 actions communes de $100 de son capital autorisé en 500 actions privilégiées de $100; 2° subdivisant les 500 actions communes restantes de $100 chacune en 2,500 actions communes de $20; 3° étendant les pouvoirs de la compagnie aux autres objets mentionnés dans son règlement numéro 2 adopté à ces fins.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11956-55)

Les Autobus Jéromiens Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un octobre

capital stock from $50,000 to $200,000: the additional capital stock being divided into 900 preferred shares of $50 and into 21,000 common shares of $5 each; 2. extending the powers of the company in the manner provided for in its by-law number 22 adopted for these purposes.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12227-55)

Kunz Embroidery Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-first day of October 1955, to the company "Dianca Embroidery Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of April 18th, 1955, changing its name to that of "Kunz Embroidery Co. Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12897-55)

La Cie A. Champeau & Fils

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October twenty-eighth, 1955, to "La Cie A. Champeau & Fils", increasing its capital stock from $15,000 to $55,000: the additional capital stock being divided into 4,000 preferred shares of $10.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 13139-54)

Laiterie Leveillé Inc.
Leveillé Dairy Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October twenty-first, 1955, to the company "Laiterie Leveillé Inc.— Leveillé Dairy Inc.", 1. converting 500 common shares of $100 of its authorized capital stock into 500 preferred shares of $100; 2. subdividing the 500 remaining common shares of $100 each into 2,500 common shares of $20; 3. extending the powers of the company to the other objects mentioned in its by-law number 2 adopted for these purposes.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 11956-55)

Les Autobus Jéromiens Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October twenty-first, 1955, to the company

1955, à la compagnie "Les Autobus Jéromiens Limitée", 1° augmentant son capital de $20,000 à $50,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 300 actions de $100; 2° créant et émettant 490 actions de $100 sous forme de 490 actions privilégiées de $100; 3° subdivisant 10 actions de $100 sous forme de 200 actions communes de $5; 4° convertissant lesdites 200 actions communes de $5 en 200 actions communes sans valeur au pair; 5° étendant les pouvoirs de la compagnie de la manière prévue dans son règlement "6" adopté à ces fins.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12363-55)

Les Entreprises du Bas St. Laurent Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du treize octobre 1955, à la compagnie "Les Entreprises du Bas St. Laurent Ltée", réduisant son capital de $100,000 à $5,000: le capital-actions annulé étant divisé en 7,500 actions privilégiées et en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le treize octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12880-55)

Les Industries Jean Ladouceur Cie Ltée
Jean Ladouceur Industries Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-six octobre 1955, à la compagnie "Atlas Windows Co. Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 6 mai 1955, changeant son nom en celui de "Les Industries Jean Ladouceur Cie Ltée — Jean Ladouceur Industries Co. Ltd.".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12537-55)

Majestic Mortgage Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente septembre 1955, à la compagnie "Majestic Trading Corporation", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 20 juin 1935, sous le nom originaire de "Majestic Hat Company Limited", lequel nom originaire fut changé en celui de "Majestic Trading Corporation" par lettres patentes supplémentaires du 11 juin 1952: *a*) étendant les pouvoirs de la compagnie à celui d'agir comme compagnie de placements; *b*) changeant son nom en celui de "Majestic Mortgage Corporation".

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

"Les Autobus Jéromiens Limitée", 1. increasing its capital stock from $20,000 to $50,000: the additional capital stock being divided into 300 shares of $100; 2. creating and issuing 490 shares of $100 in the form of 490 preferred shares of $100; 3. subdividing 10 shares of $100 in the form of 200 common shares of $5; 4. converting the said 200 common shares of $5 into 200 common shares of no par value; 5. extending the powers of the company in the manner provided for in its by-law "6" adopted for the purposes.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12363-55)

Les Entreprises du Bas St. Laurent Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirteenth day of October 1955, to the company "Les Entreprises du Bas St. Laurent Ltée", decreasing its capital from the sum of $100,000 to $5,000: the cancelled share capital being divided into 7,500 preferred shares of 2,000 common shares of $10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12880-55)

Les Industries Jean Ladouceur Cie Ltée
Jean Ladouceur Industries Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October twenty-six, 1955, to the company "Atlas Windows Co. Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of May 6th, 1955, changing its name into that of "Les Industries Jean Ladouceur Cie Ltée — Jean Ladouceur Industries Co. Ltd.".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12537-55)

Majestic Mortgage Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirtieth day of September 1955, to the company "Majestic Trading Corporation", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act by letters patent dated June 20th, 1935, under the original name of "Majestic Hat Company Limited", which original name was changed to that of "Majestic Trading Corporation" by supplementary letters patent dated June 11th, 1952: *a*) extending the Company's powers in order that it may act as an investment company; *b*) changing its name to that of "Majestic Mortgage Corporation".

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(P.G. 12442-55)

Maurice Murphy Automobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt octobre 1955, à la compagnie "Maurice Murphy Automobile Inc.", augmentant son capital: le capital-actions additionnel étant divisé en 250 actions ordinaires sans valeur au pair.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12766-55)

Meco Art Studios Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuf octobre 1955, à la compagnie "MacDonald Studios Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première parti de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 22 juillet 1949, changeant son nom en celui de "Meco Art Studios Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12522-55)

Pollack Fabrics Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf septembre 1955, à la compagnie "Pollack Fabrics Inc.", augmentant son capital de $30,000 à $70,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 250 actions ordinaires de $100 et en 150 actions privilégiées de $100.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12649-55)

R. N. G. Oil Equipment Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du treize octobre 1955, à la compagnie "R. N. G. Oil Equipment Company Limited", augmentant son capital de $50,000 à $51,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées classe "B" de $1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le treize octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12469-55)

Rosita Hosiery Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes sup-

(A.G. 12442-55)

Maurice Murphy Automobile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October twentieth 1955, to the company "Maurice Murphy Automobile Inc.", increasing its capital stock: the additional capital stock being divided into 250 common shares of no par value.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12766-55)

Meco Art Studios Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the nineteenth day of October 1955, to the company "MacDonald Studios Limited", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated July 22nd, 1949, changing its name to that of "Meco Art Studios Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12522-55)

Pollack Fabrics Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-ninth day of September 1955, to the company "Pollack Fabrics Inc.", increasing its capital from the sum of $30,000 to $70,000: the additional share capital being divided into 250 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12649-55)

R. N. G. Oil Equipment Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirteenth day of October 1955, to the company "R. N. G. Oil Equipment Company Limited", increasing its capital from the sum of $50,000 to $51,000: the additional share capital being divided into 1,000 Class "B" preferred shares of $1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12469-55)

Rosita Hosiery Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated

plémentaires, en date du trente septembre 1955, à la compagnie "Rosita Hosiery Mills Ltd.", augmentant son capital de $40,000 à $100,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 600 actions privilégiées de $100.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12825-55)

Sanguinet Automobile Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trois novembre 1955, à la compagnie "Sanguinet Automobile Limitée", augmentant son capital de $250,000 à $500,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 2,500 actions privilégiées (Second Preferred Shares) de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12625-55)

Stuart Investment & Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit septembre 1955, à la compagnie "Stuart Formals Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 5 février 1942, sous le nom originaire de "Stuart Dress Co. Ltd.", lequel nom originaire fut changé en celui de "Stuart Formals Inc." par lettres patentes supplémentaires du 28 novembre 1952: *a*) changeant de nouveau le nom de la compagnie en celui de "Stuart Investment & Agencies Inc."; *b*) étendant ses pouvoirs aux objets additionnels mentionnés dans une résolution du 15 septembre 1955.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12609-55)

Superlite, Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf septembre 1955, à la compagnie "Superlite, Incorporated", réduisant son capital de $40,000 à $10,000: le capital-actions annulé étant divisé en 3,000 actions de $10.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12611-55)

Westwood Clothes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes sup-

the thirtieth day of September 1955, to the company "Rosita Hosiery Mills Ltd.", increasing its capital from the sum of $40,000 to $100,000: the additional share capital being divided into 600 preferred shares of $100.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12825-55)

Sanguinet Automobile Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated November third, 1955, to the company "Sanguinet Automobile Limitée", increasing its capital stock from $250,000 to $500,000: the additional capital stock being divided into 2,500 preferred shares (Second Preferred Shares) of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12625-55)

Stuart Investment & Agencies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-eighth day of September 1955, to the company "Suart Formals Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent dated February 5th, 1942, under the original name of "Suart Dress Co. Ltd", which original name has been changed to that of "Stuart Formals Inc.", by supplementary letters patent dated November 28th, 1952: *a*) changing the company's name once again to that of "Stuart Investment & Agencies Inc."; *b*) extending its powers to the additional purposes mentioned in Resolution dated September 15th, 1955.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12609-55)

Superlite, Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-ninth day of September 1955, to the company "Superlite, Incorporated", decreasing its capital from the sum of $40,000 to $10,000: the cancelled share capital being divided into 3,000 shares of $10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

(A.G. 12611-55)

Westwood Clothes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated

plémentaires, en date du quatorze octobre 1955, à la compagnie "Executive Mfg. Co. Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 7 décembre 1945, et par lettres patentes supplémentaires, en date, respectivement, du 2 décembre 1947 et du 31 janvier 1953, changeant son nom en celui de Westwood Clothes Inc.".

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41272-o C. E. CANTIN.

October fourteenth, 1955, to the company "Executive Mfg. Co. Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of December 7th, 1945, and by supplementary letters patent dated, respectively, from December 2nd, 1947 and January 31st, 1953, changing its name into that of "Westwood Clothes Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,
41272 Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1205

Québec, le 23 novembre 1955.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT les règlements en exécution de la Loi des Appareils Sous Pression.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 25 de la Loi des Appareils Sous-Pression (chapitre 177 S.R.Q. 1941) le Lieutenant Gouverneur en Conseil peut édicter tous les règlements nécessaires pour la mise en vigueur et le bon fonctionnement de la dite Loi;

ATTENDU QUE par l'arrêté ministériel numéro 1343 du 20 avril 1944, le Lieutenant Gouverneur en Conseil mettait en vigueur des règlements en exécution de la dite loi. Ces règlements furent modifiés par les arrêtés ministériels numéros 1134 du 12 octobre 1950, 352 du 4 avril 1951 et 959 du 25 septembre 1952;

ATTENDU QU'il est opportun, vu les développements de la technique moderne, d'édicter des nouveaux règlements conformes aux dispositions contenues dans le code "The Canadian Standards Association";

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'Honorable Ministre du Travail:

QUE soient approuvés les règlements annexés à la proposition susdite et entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec;* et

QU'à compter de la même date, tous les règlements adoptés, en vertu de l'arrêté ministériel numéro 1343 du 20 avril 1944, modifiés par les arrêtés ministériels numéros 1134 du 12 octobre 1950, 352 du 4 avril 1951 et 959 du 25 septembre 1952 soient abrogés.

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

PREMIÈRE PARTIE

SECTION I

Dispositions générales

Application: 1° Ces règlements, sauf indication contraire de la Loi, ne s'appliquent pas:

a) aux chaudières à vapeur ou à eau chaude à basse pression, dont la surface de chauffe n'excède pas trente (30) pieds carrés;

b) aux récipients autres que les chaudières à vapeur ou à eau chaude qui contiennent un gaz

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1205

Quebec, November 23, 1955.
Present : The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulations for the carrying out of the Pressure Vessels Act.

Whereas, in pursuance of section 25 of the Pressure Vessels Act (Chapter 177, R.S.Q. 1941), the Lieutenant-Governor in Council may enact all necessary regulations for the putting into force and proper operation of the said Act;

WHEREAS, by Order in Council No. 1343 of April 20, 1944, the Lieutenant-Governor in Council ratified regulations for the carrying out of the said Act. Such regulations were amended by Orders in Council Nos 1134 of October 12, 1950, 352 of April 4, 1951 and 959 of September 25, 1952;

WHEREAS it is advisable, considering modern technical developments, to enact new regulations conforming to the provisions of the Canadian Standards Association Code;

IT IS ORDERED, therefor, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour;

THAT the regulations annexed to the above mentioned recommendation be approved and enforced from the date of their publication in the *Quebec Official Gazette;* and

THAT from the same date, all regulations adopted under Ordre in Council No. 1343 of April 20, 1944, amended by Orders in Council Nos. 1134 of October 12, 1950, 352 of April 4, 1951 and 959 of September 25, 1952, be repealed.

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

FIRST PART

DIVISION I

General Provisions

Application: 1. These Regulations shall not apply, except where otherwise provided for by the Act:

a) To steam or hot water heating boilers with a heating surface not exceeding thirty (30) square feet ;

b) To vessels other than steam or hot water boilers, which contain a gas or a liquid under a

ou un liquide, sous pression n'excédant pas quinze (15) livres au pouce carré;

c) aux récipients autres que les chaudières à vapeur ou à eau chaude qui contiennent un gaz ou un liquide et dont la capacité ne dépasse pas un pied et demi (1.5) cube quelle que soit la pression.

Pression et Certificat: 2° L'inspecteur-chef émet chaque certificat pour une pression maximum de marche. Cette pression est déterminée en tenant compte des plans et devis enregistrés pour l'appareil, de l'installation de ce dernier, de son état, des inspections et des épreuves auxquelles il a été soumis et des appareils qui lui sont raccordés. La pression de marche ne doit jamais dépasser celle que permettent les certificats.

3° L'inspecteur-chef peut toujours réduire la pression maximum permise par un certificat, lorsque la condition d'un appareil l'exige; de même, il peut augmenter cette pression si les circonstances qui la limitent viennent à être changées ou corrigées. En ce cas, l'appareil doit subir et supporter avec succès les épreuves propres à justifier l'augmentation.

Dispositifs de sécurité, marques, scelles. 4° Nul ne doit déranger ou modifier une soupape de sûreté, une soupape de trop-plein ou un autre dispositif quelconque de sécurité sans avoir d'abord obtenu la permission écrite de l'Inspecteur-Chef. Les personnes ou les firmes s'occupant de la réparation des soupapes de sûreté, soupapes de trop-plein ou autres dispositifs de sécurité, ou qui ont l'intention de s'en occuper, doivent en premier lieu soumettre au Service un avis formel à cet effet et ils doivent de plus fournir un état minutieusement détaillé de l'équipement d'épreuve dont ils disposent. Dans ce cas également, ils doivent d'abord obtenir le consentement écrit de l'Inspecteur-Chef. Ce dernier peut exiger qu'une soupape de sûreté ou de trop-plein ayant subi des modifications majeures soit envoyée, aux frais du propriétaire ou de son agent, à un laboratoire d'essai reconnu, afin d'y faire éprouver la puissance de dégagement, la calibration et l'ajustement du dispositif en question. Une soupape de sûreté ou de trop-plein qui a été modifiée, assemblée ou réparée doit nécessairement être scellée par un inspecteur attaché au Service.

5° Il est strictement défendu de briser un scellé apposé par un inspecteur sans une permission écrite de l'inspecteur-chef. Ce dernier doit en être informé par écrit, dès qu'il devient possible de faire apposer un nouveau scellé par un inspecteur.

6° Les appareils sous pression et les tôles doivent porter les marques, frappes, timbres ou plaques d'identité prévus par le Code ou par les règlements; il est interdit de les cacher, de les modifier ou de les enlever sans d'abord obtenir une permission spéciale d'un inspecteur.

Section II

Construction et inspection des appareils sous pression

Certificat "A"

Fabrication 7° Le manufacturier, son agent ou le vendeur doit fournir à l'inspecteur-chef, par écrit, le nom et l'adresse de la personne pour qui il a fabriqué un récipient ou à qui il en a vendu un ainsi que l'adresse de l'endroit où le récipient en cause sera transporté et installé.

pressure not exceeding fifteen (15) lbs. per square inch;

c) To vessels other than steam or hot water boilers, which contain a gas or a liquid and whose capacity does not exceed one and a half (1.5) cubic feet, irrespective of pressure.

Pressure and certificate: 2. The Chief Inspector shall issue each and every Certificate for a maximum working pressure.

Said pressure is determined by taking into account the registered plans and specifications of the pressure vessel, its installation, its condition, the inspections and tests it has undergone and the pressure vessels connected therewith.

The working pressure shall not exceed that which is allowed by the Certificateds.

3. The Chief Inspector always has the power to lower the masimum working pressure allowed by a Certificate, should the condition of a pressure vessel call for a reduction of said pressure; likewise, he has the power to raise the maximum working pressure allowed by a Certificate, should the circumstances limiting the pressure happen to be changed. The pressure vessel shall undergo and successfully stand such tests as will warrant the increase.

Safety devices, identification marks, seals: 4. No person shall derange or alter a safety valve, a relief valve or any other safety device, without having first obtained the written permission of the chief inspector. Persons or firms engaged or intending to be engaged in the repairing of safety valves, relief valves or other safety devices must file a formal notice with the Department to this effect and, moreover, they must furnish a detailed list of the testing equipment at their disposal; also in that case, they must first obtain the written consent of the Chief Inspector. The Chief Inspector may request that a safety or relief valve having undergone major alterations be sent, at the owner's or his agent's expenses, to a recognized testing laboratory to be tested as to its relieving capacity, calibration and setting.

5. It is strictly forbidden to break a seal that has been applied by an inspector, unless a written permission to do so has first been obtained from the Chief Inspector. Said Chief Inspector shall be notified, in writing, as soon as it is possible to have a new seal applied by an inspector.

6. All pressure vessels and plates shall bear the identification marks, imprints, stamps or identification plates specified in the Code or in these Regulations; it is forbidden to conceal, alter or remove same without a special permission from an inspector to that effect.

Division II

Construction and inspection of pressure vessels

"A" Certificate

Fabrication: 7. The manufacturer of a vessel, his agent or the dealer must notify the Chief Inspector, in writing, of the name and address of the person for whom the vessel was manufactured or to whom it was sold, as well as the address of the place where it will be installed.

8° Chaque récipient neuf doit être inspecté pendant et après sa fabrication. Toutefois, l'inspecteur-chef n'est pas tenu de faire examiner individuellement les réservoirs à eau chaude dont le diamètre ne dépasse pas trente (30) pouces non plus que les chaudières en fonte et les accessoires, mais il peut de temps à autre soumettre un échantillon de ces appareils à l'inspection. Le certificat "A" n'est émis que pour les récipients assujettis à l'inspection individuelle. Personne ne doit installer un tel récipient sans obtenir au préalable un certificat "A".

9° Le certificat "A" doit toujours accompagner le récipient pour lequel il a été émis et, quand la chose est possible, il faut l'afficher à proximité.

Inspection: 10° S'il est constaté que des appareils n'ont pas été fabriqués en conformité avec les plans et devis enregistrés ou avec les dispositions du Code et des règlements, ces appareils doivent être retirés du commerce.

11° Le fabricant doit fournir, à ses frais, un échantillon de tout type d'accessoire ou de raccord, si l'inspecteur-chef le juge nécessaire.

12° L'inspecteur-chef peut exiger l'essai de chaque type d'accessoire ou de raccord, jusqu'à rupture. Cette épreuve doit être faite sous la surveillance d'un inspecteur.

13° L'inspecteur peut exiger une démonstration de la compétence d'un soudeur et de la qualité de la soudure d'un appareil sous pression.

14° Les procédés de soudure et la qualification des soudeurs doivent être approuvés, et ce, en conformité avec les normes établies par le Code et les règlements de la province de Québec.

SECTION III

Installation des appareils sous pression

Certificat "B"

15° Les dispositions de la présente section ne s'appliquent qu'à l'installation d'appareils sous pression dans les édifices publics et les établissements industriels.

16° Des plans et devis en triplicata de l'installation de tout récipient neuf ou usagé et de la tuyauterie doivent être soumis à l'inspecteur-chef, pour enregistrement, par toute personne qui a la propriété et/ou l'usage d'un récipient de ce genre ou qui en fait l'installation. Les travaux doivent ensuite être exécutés en conformité avec ces plans et devis et, s'il y a lieu, un certificat "B" est émis après inspection de l'installation complétée.

17° Personne ne doit mettre en service un récipient et/ou de la tuyauterie sans avoir d'abord obtenu un certificat "B", lequel doit être affiché à proximité de l'installation.

Chaudières: 18° Le joint longitudinal ne doit jamais être recouvert de ciment ou de maçonnerie; on ne doit le recouvrir que de substances qui peuvent être facilement enlévées pour fins d'inspection.

Chauffage à l'huile: 19° Quiconque installe un appareil de chauffage à l'huile doit fournir des plans et devis indiquant toutes les canalisations principales d'huile et toutes les soupapes.

20° La chaufferie doit être pourvue d'ouvertures donnant à l'extérieur dont la surface doit avoir, au minimum, le double de la surface de la section des conduits de fumée raccordés à la cheminée.

21° Des extincteurs portatifs doivent être placés dans toute chaufferie où l'huile est employée comme combustible.

8. Each and every new vessel shall be inspected both during and after its fabrication. However, the Chief Inspector is not bound to have hot water tanks whose diameter does not exceed thirty (30) inches, castiron boilers and accessories individually inspected but, from time to time, he may call for an inspection of a sample of these pressure vessels and accessories.

The "A" Certificate shall be issued only for vessels subject to individual inspections. No such vessel shall be installed without the "A" Certificate.

9. The "A" Certificate shall always accompany the vessel for which it is issued and, whenever possible, it shall be posted up near at hand.

Inspection: 10. If it is found that pressure vessels have not been fabricated according to the registered plans and specifications or in compliance with the provisions of the Code and Regulations, these pressure vessels shall be withdrawn from the trade.

11. Whenever the Chief Inspector deems it necessary, the manufacturer shall supply a sample of every type of accessory or fitting, at his own expense.

12. The Chief Inspector may require the rupture-test or each type of fitting or accessory, this test to be executed under the supervision of an inspector.

13. The inspector may exact a demonstration of the competency of a welder and of the quality of the welding made on a pressure vessel.

14. The welding precedures and the qualification of welders must be approved and such approval shall conform to the standards established in the Code and in the Province of Quebec Regulations.

DIVISION III

Installation of pressure vessels

"B" Certificate

15. The provisions of this division shall apply only to the installation of pressure vessels in public buildings and industrial establishments.

16. The plans and specifications for the installation of any vessel (new or second-hand) and pressure piping must be submitted in triplicate to the Chief Inspector for registration, by anyone owning and/or using such a vessel or installing one. The installation must be carried out according to these plans and specifications and, if satisfactory, a "B" Certificate is issued after inspection of the completed installation.

17. Nobody shall operate any vessel and/or piping without having first obtained a "B" Certificate, same to be posted up close to the system.

Boilers: 18. The longitudinal seam must never be covered with cement or masonry; it shall be covered only with materials that can be easily removed for inspection purposes.

Oil-heating: 19. Any person who installs an oil-fired heating system must furnish plans and specifications showing each and every oil-main as well as all the valves.

20. The boiler-room shall be provided with openings leading out into the open air and having a minimum area twice as large as that of the breachings connected to the chimney.

21. Portable fire-extinguishers shall be placed in any boiler-room where oil is used as a fuel.

22° Il est interdit d'alimenter un brûleur par gravité.

23° Lorsqu'il est nécessaire de chauffer l'huile, ce chauffage doit se faire au moyen de vapeur, d'eau chaude ou de toute autre manière permise par l'inspecteur-chef. Les réchauffeurs d'huile doivent être munis d'une soupape de trop-plein et d'un thermomètre.

Soudure: 24° *a*) Personne ne doit exécuter ou avoir la permission d'exécuter de la soudure sur aucune chaudière à vapeur ou à eau chaude ou sur aucun appareil sous pression et personne également ne doit souder de la tuyauterie contenant de la vapeur, de l'air ou du gaz, non plus que la tuyauterie d'un système de réfrigération, sans détenir un certificat de soudeur valide et du grade requis.

b) Quiconque fabrique ou répare des chaudières à vapeur ou des appareils sous pression ne doit employer, pour en faire la soudure, que des soudeurs qualifiés pour ce genre de travail;

c) Il n'est pas nécessaire que la soudure des tuyaux soit faite par un soudeur qualifié suivant les normes du Code, pour l'installation de réservoirs à eau chaude soumis à une pression ne dépassant pas cent (100) livres au pouce carré et à une température ne dépassant pas deux cent cinquante degrés Fahrenheit (250°F), de même que pour l'installation d'appareils de chauffage fonctionnant à une pression n'excédant pas quinze (15) livres au pouce carré.

22. It is not permitted to feed a burner by gravity.

23. Whenever it is necessary to heat the oil, such heating shall be affected by steam, hot water or any other means allowed by the Chief Inspector.

Oil-heaters shall be equipped with a relief-valve and a thermometer.

Welding: 24. *a*) Nobody shall do or be granted the permission to do welding on any steam or hot water boiler or on any other pressure vessel and, likewise, nobody shall weld piping which contains steam, air or gas or the piping of a refrigeration system, without having first obtained a valid welding Certificate of the appropriate class;

b) Whoever is fabricating or repairing steam boilers or pressure vessels must necessarily employ only welders duly qualified for that kind of work.

c) It is not necessary that the welding of piping be made by a welder qualified according to the Code, for the installation of hot water tanks having a pressure not exceeding one hundred (100) lbs. per square inch and a temperature of not more than two hundred and fifty degrees Fahrenheit (250°F); the same applies for the installation of heating apparatuses operated at a pressure not exceeding fifteen (15) lbs. per square inch.

Section IV

Certificat "C"

Inspection annuelle des appareils sous pression

Inspection: 25° Les dispositions de la présente section ne s'appliquent qu'à l'inspection annuelle des appareils sous pression dans les édifices publics et les établissements industriels.

26° L'inspection annuelle de tout récipient doit être interne et externe.

27° Une chaudière à vapeur doit de plus subir une inspection à découvert quinze (15) ans après son installation et, par la suite, tous les cinq (5) ans. Pour cette inspection, le ciment, la maçonnerie et l'enveloppe recouvrant la chaudière doivent être enlevés aux frais du propriétaire ou de l'usager.

28° Lorsque le propriétaire ou l'usager déclare qu'un récipient ne sera pas mis en service avant un an et que, pour cette raison, il n'y a pas lieu d'en faire l'inspection annuelle, l'inspecteur scelle le récipient de façon à le rendre inutilisable. Avant d'être remis en service, le récipient doit être descellé et examiné par un inspecteur, et cela, sur demande écrite adressée à l'inspecteur-chef à cet effet.

29° Le certificat "C" est émis, s'il y a lieu, lors de l'inspection annuelle des appareils sous pression.

30° Personne ne doit continuer à utiliser un appareil pour lequel le certificat "C" a été refusé.

31° Quand c'est possible, le certificat "C" doit être affiché à proximité de l'appareil pour lequel il a été émis.

32° Si l'appareil est changé d'emplacement après l'émission du certificat "C", ce certificat devient automatiquement nul et une nouvelle inspection ainsi qu'un nouveau certificat deviennent alors nécessaires. Le présent article ne s'applique pas aux appareils mobiles.

Inspection annuelle par une personne autorisée: 33° L'inspection annuelle peut être faite par un détenteur d'un certificat d'inspecteur d'appareils

Division IV

"C" Certificate

Annual inspection of pressure vessels

Inspection: 25. The provisions of the present division shall apply only to the annual inspection of pressure vessels in public buildings or industrial establishments.

26. The annual inspection of all vessels shall be internal as well as external.

27. Fifteen (15) years after it has been installed and at every five (5) years period thereafter, a steam boiler must undergo an inspection, bared of any covering. For this inspection, the lagging, masonry and cement which jacket the boiler shall be removed at the expense of the owner or user.

28. When the owner or user declares that a vessel will not be put into service before a year and that there is consequently no need to carry out its annual inspection, the inspector shall seal the vessel so as to render it unusable. Before being brought into use again, the vessel shall be unsealed and inspected by an inspector after a written request to this effect has been sent to the Chief Inspector.

29. If circumstances warrant the "C" Certificate is issued at the time of the annual inspection of the pressure vessels.

30. No one shall operate a pressure vessel for which a "C" Certificate has been refused.

31. The "C" Certificate must always accompany the pressure vessel for which it is issued and, whenever possible, said Certificate all be posted up close by.

32. If the pressure vessel is moved after the issuance of the "C" Certificate, said Certificate automatically becomes null and, then, a new inspection and a new Certificate become necessary. The present article does not apply to portable pressure vessels.

Annual inspection by an authorized person: 33. The annual inspection may be made by the holder of a Pressure Vessel Inspector's Certifi-

sous pression émis par le Bureau des Examinateurs des Mécaniciens de Machines fixes, pourvu qu'il y soit autorisé par l'inspecteur-chef.

34° Chaque fois qu'une personne autorisée doit inspecter un récipient conformément à l'article 33, elle doit auparavant en informer l'inspecteur-chef par écrit; elle doit également l'en informer lorsqu'elle cesse d'être intéressée à l'inspection d'un récipient. Ces déclarations doivent être faites, pour chaque récipient, sur des formules préparées et fournies à cette fin par l'inspecteur-chef.

35° Cette personne doit faire l'examen interne et externe du récipient aussitôt que possible et transmettre un rapport détaillé de l'inspection à l'inspecteur-chef, fournissant toutes les données et tous les renseignements susceptibles de permettre à ce dernier de déterminer le degré de sécurité du récipient, la pression qu'il peut supporter et, s'il y a lieu, la nécessité d'y faire des réparations ou des modifications. Elle doit aussi donner les rapports de toute inspection subséquente ainsi que le nom de toutes les personnes chargées de voir au soin et à l'opération de ce récipient. S'il survient un accident ou un état dangereux, cette personne doit aussitôt en informer l'inspecteur-chef.

36° L'inspecteur-chef peut annuler l'autorisation accordée à cette personne, si elle néglige de se conformer aux prescriptions des articles 34 et 35.

37° L'inspecteur-chef peut se baser sur les recommendations faites dans les rapports de cette personne autorisée pour exiger des modifications ou des réparations.

38° Lorsque cette personne autorisée inspecte un récipient pour le compte d'un employeur qui dirige son travail et à qui elle transmet des rapports, ce dernier est tenu de se soumettre à tout ce qui est exigé de ladite personne autorisée en vertu des articles 34 et 35. Les rapports doivent alors porter le nom de la personne qui a effectué les inspections, puis être contresignés par son employeur.

cate, issued by the Board of Examiners of Stationary Enginemen, provided that the holder of such a Certificate has been authorized to do so by the Chief Inspector.

34. Every time such an authorized person is called upon to inspect a vessel in conformity with article 33, before doing so, he shall give written notice to the Chief Inspector. Likewise, he shall notify the Chief Inspector as soon as he ceases carrying out the inspection of a vessel. Such declarations shall be made, for each vessel, on forms prepared and supplied by the Chief Inspector for that purpose.

35. As soon as possible, he shall make the internal and external inspection of the vessel and transmit to the Chief Inspector a detailed report of the inspection, giving all such date and information as may be necessary to appraise the degree of safety of the vessel, the maximum pressure that may be allowed and the necessity of repairs or alterations. He must also transmit the report on any subsequent inspection and the name of all persons in charge of the vessel. Should an accident happen or a dangerous condition develop, he must immediately notify the Chief Inspector.

36. The Chief Inspector has the right to cancel the authorization to such an authorized person, if the latter omits to abide by the prescription of articles 34 and 35.

37. The Chief Inspector may act according to the reports of such an authorized person and request that alterations or repairs based upon the recommendations contained therein be made.

38. When such an authorized person inspects a vessel on behalf of an employer who directs his work and to whom he transmits his reports, this employer shall be bound to do everything that is demanded of the authorized person, in virtue of articles 34 and 35. In all such cases, the reports shall bear the name of the authorized person who has carried out the inspections and shall be countersigned by his employer.

Section V

Règlements concernant les appareils usagés

Certificat "D"

39° Personne ne doit remettre un appareil usagé sur le marché en vue de le faire servir de nouveau, sans l'avoir fait au préalable examiner par un inspecteur du Service d'Inspection des Appareils sous Pression du gouvernement provincial.

40° Quiconque dispose d'un récipient doit fournir à l'inspecteur-chef, par écrit, le nom et l'adresse de la personne à qui ce récipient sera livré.

41° Après inspection satisfaisante, l'inspecteur émet un certificat "D" à la personne à qui le récipient sera livré pour être opéré de nouveau, mais la livraison ne doit pas se faire avant l'émission de ce certificat.

42° Lorsque cela est possible, le certificat "D" doit être affiché à proximité du récipient pour lequel il a été émis.

43. L'inspecteur doit refuser de faire l'inspection d'un appareil usagé qui est peinturé ou recouvert d'un métal ou d'un enduit quelconque, de nature à l'empêcher d'en faire facilement l'examen et d'en déterminer les défectuosités.

Division V

Regulations relating to second-hand pressure vessels

"D" Certificate

39. No one shall again deal commercially with a second-hand vessel for future operation under pressure, unless he first has it examined by an inspector attached to the Inspection Service of Pressure Vessels of the Provincial Government.

40. Whoever disposes of a vessel shall notify the Chief Inspector, in writing, giving the name and address of the person to whom the vessel will be delivered.

41. After a satisfactory inspection, the inspector shall issue a "D" Certificate to the person to whom the vessel will be delivered to resume operation. Nobody shall deliver this vessel before the issuance of the "D" Certificate.

42. The "D" Certificate shall always accompany the vessel for which it is issued and, whenever possible, it shall be posted up close by.

43. The inspector shall refuse to inspect a second-hand pressure vessel painted or covered over with any metal or coating whatsoever, in such a way that he would not be able to examine it easily and determine its defects.

SECTION VI

Règlements concernant l'inspection et la réparation

Inspection: 44° Quiconque a la propriété, l'usage ou la surveillance d'un appareil doit fournir tous les moyens nécessaires à une inspection efficace. Il doit donner libre accès à l'appareil à l'inspecteur, lui fournir ce qui est requis pour les épreuves et lui indiquer les défectuosités qu'il connaît ou dont il appréhende l'existence. Il doit faire enlever les couvercles des trous à main et des trous d'homme et faire nettoyer l'intérieur et l'extérieur de l'appareil pour fins d'inspection. Pour les chaudières mobiles verticales ou marines, il faut faire enlever les grilles et nettoyer le foyer. Lorsque l'examen le requiert, il doit aussi faire enlever la maçonnerie, le ciment et l'enveloppe. Tout ce travail doit être fait à ses frais.

45° L'inspecteur peut exiger que les tôles d'un récipient soient perforées, afin de s'assurer de leur épaisseur exacte.

46° Avant d'être changé d'emplacement, tout récipient doit être marqué d'un munéro sous lequel il est enregistré par l'inspecteur-chef. Il doit de plus être inspecté. La personne qui fait changer un récipient d'emplacement doit donner à l'inspecteur-chef, par écrit, le nom et l'adresse de l'endroit où sera transporté ce récipient et doit également fournir le numéro d'enregistrement, s'il y en a un.

47° Le propriétaire ou l'usager d'une chaudière mobile, chaque fois qu'il déménage cet appareil ou l'utilise sur un nouveau chantier, doit en informer l'inspecteur-chef par écrit et indiquer le nouvel emplacement.

48° Tout récipient sous pression qui est condamné par un inspecteur doit être rendu inutilisable avant son envoi au rebut. La façon de le démantibuler doit être laissée au choix de l'inspecteur-chef.

49° Il est strictement défendu d'utiliser des réservoirs à eau comme réservoirs à air comprimé.

Accidents: 50° Le chef d'un établissement doit immédiatement informer l'inspecteur-chef, par écrit, de tout accident pouvant survenir. S'il s'agit d'un accident grave ou d'une explosion, l'appareil ne doit pas être réparé ou modifié avant l'autorisation de l'inspecteur-chef à cet effet.

Appareil défectueux ou dangereux: 51° S'il est constaté lors d'une inspection qu'un appareil est impropre à l'usage qu'on en fait, défectueux ou non-conforme aux loi et règlements, en raison de son installation ou de son opération, l'inspecteur peut ordonner les corrections nécessaires dans un délai fixé.

Si les corrections ne sont pas faites dans le délai fixé, l'inspecteur-chef peut défendre d'utiliser l'appareil, suspendre le certificat et appliquer les scellés sur l'installation pour aussi longtemps que ces corrections n'auront pas été faites. Aussitôt les corrections terminées, l'inspecteur-chef doit en être informé par écrit afin de pouvoir faire effectuer une nouvelle inspection et, s'il y a lieu, accorder un nouveau certificat.

Si l'inspecteur considère qu'il y a danger immédiat, il doit ordonner l'arrêt du fonctionnement de l'appareil, enlever le certificat et sceller l'installation. Tout contrevenant à de telles ordonnances est passible des peines prévues à l'article 22 de la loi.

Réparation: 52° A moins de prescriptions spéciales, les réparations et modifications à un

DIVISION VI

Regulations relating to inspection and repairs

Inspection: 44. Whoever owns, uses or is in charge of a pressure vessel shall provide all the facilities and help required for an adequate inspection. He shall give to the inspector free access to the pressure vessel, supply him with everything necessary for the tests thereof and point out to him all the defects of which he is aware or which he believes to exist. He shall have all man-hole and hand-hole covers removed and have both the inside and outside of the pressure vessel cleaned for inspection purposes. With reference to portable, vertical and marine boilers, he shall have the fire-grates removed and the fire-box thoroughly cleaned out. Whenever required for the inspection, he shall have the masonry, cement and jacketing taken off, all such work to be done at his own expense.

45. In order to ascertain the exact thickness of the plates of a vessel, the inspector shall have the right to order that holes be cut therein.

46. Before being moved to another place, any vessel shall have been stamped with the number under which it shall be registered by the Chief Inspector and, moreover, it shall be inspected. Anyone who has a vessel moved shall notify the Chief Inspector, in writing, giving the name and address of the place to which the vessel is to be transferred and also giving the registration number, if any.

47. The owner or user of a portable boiler, each and every time it is moved or used at a different job, shall give the Chief Inspector written notice of the new location where it is to be operated.

48. Any pressure vessel that is condamned by an inspector must be made unusable before it is scrapped, in a manner which is left to the choice of the Chief Inspector.

49. It is strictly forbidden to use water tanks as air-drums, air-receivers or air-reservoirs.

Accidents: 50. In case of accident, the head of the establishment shall immediately give written notice to the Chief Inspector. Should it be a serious accident or an explosion, the pressure vessel shall not be repaired nor altered before an authorization is first obtained from the Chief Inspector.

Defective or dangerous pressure vessels: 51. After inspection, if it is noticed that a pressure vessel, owing to its installation or operation, is unfit for the use to which it is put, is defective or not in accordance with the Act and these Regulations, the inspector may order that the repairs or alterations that are necessary be made within a set period of time.

Should the corrections not be made within the fixed delay, the Chief Inspector may forbid using the pressure vessel, suspend the Certificate and seal the apparatus for as long as the required repairs are not made. As soon as the repairs are completed, the Chief Inspector shall be notified in writing, so that he may have a new inspection carried out and a new Certificate issued, if conditions warrant.

If the inspector considers that there is an immediate danger, he shall order the operation of the pressure vessel to be stopped, withdraw the Certificates and seal the apparatus. Any person who does not comply with such ordinances is liable to the penalties prescribed by article 22 of the Pressure Vessels Act.

Repairs: 52. Unless otherwise specially prescribed, the repairs and alterations made on a

appareil ou à une installation doivent être faites conformément aux règles qui s'appliquent à la fabrication et à l'installation. Le chapitre VI du Code d'Inspection du "National Board" peut servir de guide pour réparer les chaudières à vapeur et appareils sous pression.

53° Dans les cas de réparations ou modifications importantes, l'inspecteur-chef peut exiger des plans, un rapport d'inspection, des épreuves, la remise des certificats antérieurement émis et généralement tout ce qui est prescrit aux règlements relatifs à la fabrication et à l'installation.

54° Aucune réparation ou modification importante ne doit être faite à un récipient sans avoir au préalable obtenu l'autorisation de l'inspecteur à cet effet, à moins que de graves inconvénients ne doivent résulter d'un délai. Aussitôt la réparation ou la modification terminée, l'inspecteur-chef doit en être informé par écrit.

55° Un inspecteur a le droit d'examiner un appareil en réparation, en tout temps.

56° Toute réparation au moyen de soudure doit être spécialement autorisée par l'inspecteur-chef et faite sous la surveillance d'un inspecteur. Le travail doit être exécuté par un soudeur ayant réussi les épreuves requises par le Code "Welding Qualifications" et par les règlements provinciaux, pour ce genre de soudure.

57° Il est défendu de réparer un récipient au moyen de soudure autrement que de la façon permise par les présents règlements.

58° La soudure électrique est seule permise. Cependant, s'il est impossible d'employer ce procédé en raison de circonstances particulières, l'inspecteur-chef peut permettre d'utiliser un autre procédé lorsqu'il s'agit de réparation n'affectant pas la résistance.

pressure vessel or installation shall be carried out according to the Regulations which govern the manufacture and installating of pressure vessels. Chapter VI of the National Board Inspection Code may be used as a guide for repairs made to steam boilers and pressure vessels.

53. Whenever important repairs or alterations are to be made, the Chief Inspector may require the plans, inspection, tests, Certificates and in general everything prescribed by the Regulations relating to fabrication and installation.

54. Unless a delay should cause serious inconveniences, no one shall start making important repairs or alterations on a vessel without having previously obtained authorization to that effect from the inspector. As soon as the repairs are completed, the Chief Inspector shall be notified in writing.

55. An inspector has, at any time, the right to examine a pressure vessel that is undergoing repairs.

56. Repairs by welding must be specifically approved by the Chief Inspector and supervised by an inspector. The work must be done by a welder who has successfully undergone the qualification tests, required by the Code "Welding Qualifications" and by the Provincial Regulations for the type of welding that has to be done.

57. It is forbidden to repair a vessel by means of welding otherwise than in the manner allowed by these Regulations.

58. Only electric welding is permitted. However, if it is impossible to use this process on account of certain special circumstances, the Chief Inspector may allow another process to be used.

SECTION VII

Honoraires: 59° Les honoraires qui s'appliquent aux chaudières autres que les chaudières en fonte, aux autres récipients soumis au contact du feu ainsi qu'aux échangeurs de chaleur tubulaires sont tels que prévus au tableau ci-après:

DIVISION VII

Fees: 59° Fees for boilers other than cast-iron boilers, for other fired vessels and for tubular heat exchangers are specified in the following table:

Pieds carrés de surface de chauffe. — Heating surface in square feet.	Examen et enregistrement des plans et devis de fabrication. — Surveying and registration of plans and specifications for fabrication	Inspection de la fabrication. Certificat A. — Inspection of fabrication. Certificate A	Examen des plans d'installation inspection de l'installation Certificat B — Surveying of installation plans, inspection of the installation Certificate B	Inspection des récipients usagés Certificat D — Inspection of second-hand vessels Certificate D
Jusqu'à-Up to 100	$ 7.50	$ 2.50	$ 5.00	$ 5.00
De-from 100 à-to 500	10.00	5.00	5.00	7.50
De-from 500 à-to 1000	15.00	7.50	7.50	10.00
De-from 1000 à-to 1500	20.00	7.50	10.00	10.00
De-from 1500 à-to 2000	25.00	10.00	15.00	15.00
De-from 2000 à-to 3000	25.00	10.00	25.00	20.00
De-from 3000 à-to 5000	25.00	15.00	50.00	25.00
De-from 5000 à-to 7500	25.00	15.00	75.00	25.00
De-from 7500 à-to 15000	25.00	20.00	100.00	25.00
De plus de-Over 15000	25.00	35.00	150.00	25.00

60° Les honoraires pour enregistrer les plans et devis de parties de chaudières en fonte pouvant être assemblées pour former des chaudières de

60° Fees for the registration of plans and specification of cast-iron boiler sections capable of being combined together to make up boilers of

type identique mais de dimensions différentes, par série de pièces enregistrées en même temps, sont de $10.00

61° Les honoraires pour l'inspection de l'installation de chaudières en fonte sont tels que prévus au tableau ci-dessous:

Pieds carrés de surface de grille	Examen de plans d'installation et inspection d'installation *Certificat "B"*
jusqu'à 10	$ 5.00
de 10 à 15	7.00
de 15 à 25	10.00
de 25 à 35	15.00
de 35 à 58	25.00
de 58 à 72	50.00
de 72 et plus	100.00

62° Les honoraires pour récipients chauffés à l'électricité sont calculés selon le tableau intercalé dans l'article 59, prenant pour base un pied carré de surface de chauffe pour chaque kilowatt.

63° Les honoraires pour récipients non-soumis au contact du feu, autres que ceux qui sont déjà couverts par l'article 59, sont prévus au tableau ci-après:

the same type but of various sizes, per series of sections registered, are: $10.00

61° Fees for the inspection of the installation of cast-iron boilers shall be as follows:

Grate area in square feet.	Examination of installation plans — Inspection of the installation. *"B" Certificate*
Up to 10	$ 5.00
from 10 to 15	7.00
from 15 to 25	10.00
from 25 to 35	15.00
from 35 to 58	25.00
from 58 to 72	50.00
72 and over	100.00

62° Fees for electrically fired vessels shall be calculated according to the table given under article 59, in which one square foot of heating shall represent one kilowatt.

63° Fees for unfired vessels other than those provided for under article 59 shall be as follows:

Produit de la longueur en pieds par le diamètre ou la largeur en pieds. — Product of the length in feet by the diameter or width in feet.	Examen et enregistrement des plans et devis de fabrication — Examination and registration of plans and specifications for fabrication.	Inspection de la fabrication. Certificat A Inspection de l'installation Certificat B — Inspection of fabrication. Certificate A Inspection of installation. Certificate B.	Inspection des récipients usagés. Certificat D. — Inspection of second-hand vessels. Certificate D.
De-from 2 à-to 5	$ 3.00	$ 3.00	$ 3.00
De-from 5 à-to 10	3.00	5.00	5.00
De-from 10 à-to 20	3.00	7.50	7.50
De-from 20 à-to 40	5.00	10.00	10.00
De-from 40 à-to 60	7.00	15.00	15.00
De-from 60 à-to 80	10.00	20.00	20.00
De plus de-Over 80	15.00	25.00	25.00

64° Les honoraires sont les suivants pour l'enregistrement des plans et pour l'inspection de la tuyauterie ajoutée à une installation qui existe déjà:

Tuyaux n'excédant pas 3" de diamètre et 100 pieds de longueur	$ 5.00
Tuyaux de plus de 3" mais n'excédant pas 6" de diamètre et 100 pieds de longueur	7.00
Tuyaux de plus de 6" mais n'excédant pas 12" de diamètre et 100 pieds de longueur	10.00
Tuyaux de plus de 12" de diamètre mais n'exédant pas 100 pieds de longueur	20.00

Pour toute installation de tuyaux d'une longueur dépassant 100 pieds, il faut ajouter cinquante pour cent (50%) aux taux précités.

65° Les honoraires pour l'enregistrement des plans et devis d'un accessoire, chaque dimension devant être enregistrée séparément, sont de $3.00.

66° Les honoraires maxima pour l'enregistrement des plans et devis d'une série d'accessoires du même type et de la même pression mais de dimensions différentes, si l'enregistrement est fait en série sur un plan et un devis unique, sont de $25.00.

64° The fees for the registration of plans and the inspection of piping which may be added to an existing installation will be as follows:

Piping not exceeding 3" diameter and 100 feet long	$ 5.00
Piping more than 3" but not exceeding 6" diameter and 100 feet long	7.00
Piping more than 6" but not exceeding 12" diameter and 100 feet long	10.00
Piping more than 12" diameter but not exceeding 100 feet long	20.00

All piping installations exceeding 100 feet in lenght: fifty per cent (50%) shall be added to the fees above mentioned.

65° Fees for the registration of plans and specifications of an accessory, for each particular size, are: $3.00.

66° Maximum fees for registration of the plans and specifications of a series of the same type and of the same pressure, but having different dimensions, if registered in series on a single plan and specification: $25.00.

67° Les honoraires pour le transfert de la frappe d'une tôle sont, pour chaque transfert, de $1.00.

68° Les honoraires pour sceller ou désceller une soupape ou une appareil sous pression comprennent les frais de déplacement de l'inspecteur plus $5.00.

69° *a*) Les honoraires individuels sont de cinq dollars ($5) pour chaque position de procédure en soudure et pour chaque candidat, plus les dépenses de déplacement de l'inspecteur;

b) Si le candidat manque son premier examen, les honoraires d'un nouvel examen sont tels que décrits au paragraphe "*a*", plus les frais de déplacement de l'inspecteur;

c) Les honoraires et dépenses doivent être acquittés par l'employeur;

d) Si un candidat échoue à son premier examen, il peut en subir un autre à la fin des périodes suivantes:

1. Il y aura un délai de trente (30) jours entre l'examen initial et la première reprise;

2. Quatre-vingt-dix (90) jours devront s'écouler entre la première et la seconde reprise. Advenant un nouvel échec lors de la seconde reprise de son examen, le candidat ne pourra passer une autre épreuve qu'après un délai de six (6) mois.

70° Si un inspecteur n'a pu faire l'examen d'un récipient lors d'une visite et doit se déplacer de nouveau par suite de la négligence ou du refus d'un propriétaire ou d'un usager, ce dernier doit verser des honoraires supplémentaires équivalant aux frais de déplacement de l'inspecteur.

71° Le propriétaire, l'usager ou l'entrepreneur doit assumer les frais de déplacement d'un inspecteur qui sort de l'Ile de Montréal ou de la cité de Québec pour procéder à l'examen d'un appareil sous pression et de ses accessoires, y compris la tuyauterie, lors de leur fabrication ou de leur installation.

72° Une inspection faite en dehors de la province de Québec est classée dans la catégorie des inspections spéciales et la personne qui en fait la demande doit rembourser ses dépenses à l'inspecteur.

DEUXIÈME PARTIE

SECTION I

Exigences générales

Règlement 101

Les présents règlements s'appliquent à toutes les chaudières à vapeur ou à eau chaude, à tous les appareils sous pression, échangeurs de chaleur, réservoirs d'air, réservoirs de liquide, raffineries de pétrole, usines de réfrigération, usines de vapeur, purificateurs de vapeur ou à toutes adaptations et tout tuyautage couverts par la loi ou définis aux présents règlements.

Règlement 102

Les présents règlements ne s'appliquent pas aux chaudières ou appareils sous pression non-soumis au contact du feu qui sont opérés par le Bureau des Commissaires du Transport du Canada ou sous sa surveillance et qui sont fabriqués, marqués et entretenus conformément aux spécifications et règlements propres à ce Bureau. Ils ne s'appliquent pas non plus aux chaudières et appareils sous pression soumis à l'inspection en vertu de la Loi canadienne de l'Expédition, ou aux chaudières installées dans un domicile particulier, si la loi n'y pourvoit pas de quelque autre façon.

67° Fees for the transfer of the stamping on plates are, for each and every transfer: $1.00.

68° Fees for sealing and unsealing a valve or a pressure vessel shall be the inspector's travelling expenses, plus: $5.00.

69° *a*) Fees for the examination of welders for each procedure-position qualification, for each and every candidate, shall be $5.00 plus the inspector's travelling expenses;

b) If the candidate is not successful in his first examination, the fees charged for re-examination shall be as outlined in sub-paragraph "*a*", plus the inspector's travelling expenses;

c) Fees and expenses shall be paid by the employer;

d) If a candidate is not successful in his first examination, he can be re-examined after the following waiting period:

1. Thirty (30) days must elapse between the first examination and the first re-examination;

2. Ninety (90) days must elapse between the first and the second re-examination. Should the candidate fail again on his second attempt, then, he could not have another re-test until six (6) months have elapsed.

70° If an inspector is unable to inspect a vessel at the time of his visit and is obliged to make a new trip on account of the neglect or refusal of a proprietor or user, the latter shall have to pay special fees equal to the cost of the inspector's travelling expenses.

71. Outside the Island of Montreal and the City of Quebec, the travelling expenses of the inspector who examines a pressure vessel and/or its accessories, including the pipe work, at the time of their manufacturing or installation, shall be reimbursed by the owner, the user or the contractor.

72. Where an inspector is requested to effect an inspection outside the Province of Quebec, it is deemed a special inspection and the person requesting such an inspection shall reimburse the expenses incurred to said inspector.

SECOND PART

DIVISION I

General requirements

Rule 101

These regulations shall apply to all steam and hot water boilers, pressure vessels, heat exchangers, air receivers, liquid receivers, oil refineries, refrigerating plants, steam plants, steam processors, fitting or piping, insofar as the same is provided for by the act or defined in these Regulations.

Rule 102

These Regulations shall not apply to boilers or unfired preasure vessels operated or under the supervision of The Board of Transport Commissioners for Canada and which are constructed, marked and maintained in accordance with their specifications and regulations; or to boilers or pressure vessels subject to inspection under the Canadian Shipping Act; or to boilers in private residences, unless otherwise provided by the Act.

Règlement 103

Exception faite des stipulations des présents règlements, les normes régissant les plans, l'installation, l'épreuve et l'inspection des chaudières, appareils sous pression, tuyautage et adaptations sont telles que prévues aux codes ci-après cités de l'American Society of Mechanical Engineers (1952) ainsi qu'à tout amendement, addition ou supplément à ces codes, une fois approuvés par l'inspecteur-chef. Ces codes sont: "Power Boilers", "Material Specifications", Low Pressure Heating Boilers", "Miniature Boilers", "Unfired Pressure Vessels", "Qualifications for Welding", "Suggested Rules for Care of Power Boilers", "Boilers of Locomotives", ainsi que le code "ASA" pour la tuyauterie sous pression.

Règlement 104

Les conditions exigées par les présents règlements doivent prévaloir, lorsqu'un de ces règlements diffère des codes de la ASME ou de l'ASA.

Règlement 105

L'inspecteur-chef doit avoir autorité pour établir des règlements dans les cas non-prévus par les présentes ou lorsque, par suite de circonstances particulières, il est désirable de faire certaines modifications.

Règlement 106

Avec l'approbation de l'inspecteur-chef, tout inspecteur nommé ou autorisé en vertu de la loi peut augmenter le facteur de sécurité sur tout appareil sous pression, s'il juge que l'exécution du travail, les matériaux, les conditions ou l'installation exigent un facteur de sécurité supérieur.

Règlement 107

Une fois les présents règlements en vigueur, toutes les adaptations reliées à chaque chaudière ou appareil sous pression, ou en usage dans une usine de vapeur, une usine de réfrigération ou une raffinerie de pétrole doivent y être assujetties en ce qui a trait aux nouvelles installations; quant aux installations qui existent déjà, il faut y remplacer toutes les adaptations reconnues comme dangereuses ou devant être remplacées par des adaptations conformes aux exigences des présents règlements.

Règlement 108

La limite d'âge recommandable est de vingt (20) ans pour toute chaudière à haute pression dont le joint longitudinal est à clin et, après cette période, lé facteur de sécurité doit être augmenté d'au moins 0.1 annuellement, le facteur de sécurité de base étant de 5 au minimum. Lorsqu'une telle chaudière de plus de 36 pouces de diamètre est transportée ailleurs, elle ne peut plus alors être opérée qu'à une pression maximum de 15 livres au pouce carré.

Règlement 109

Pour fins d'enregistrement, la foce motrice d'une chaudière doit équivaloir à 10 pieds carrés de surface de chauffe sans tenir compte de la surface du surchauffer de vapeur, quel que soit le genre de cette chaudière; il y a cependant

Rule 103

Except as otherwise provided in these Regulations, the Standards governing the design, fabrication, installation, testing and inspection of boilers, pressure vessels, piping and fittings, shall be those set forth in the 1952 editions of the following Codes of the American Society of Mechanical Engineers, and any subsequent amendments, addendas or additions thereto when such have been approved by the Chief Inspector: "Power Boilers", Material Specifications", Low-Pressure Heating Boilers", "Miniature Boilers", "Unfired Pressure Vessels", "Qualifications for Welding", "Suggested Rules for Care of Power Boilers", "Boilers of Locomotives" and "The ASA Code for Pressure Piping".

Rule 104

Where any Rule of these Regulations is at variance with the requirements of the ASME or ASA Codes, the requirements of these Regulations shall govern.

Rule 105

The Chief Inspector shall have the power to formulate rules in cases where formulae have not been provided by these Regulations or where special circumstances render desirable an alteration to or modification of the Regulations.

Rule 106

Any inspector appointed or authorized under the Act may, with the approval of the Chief Inspector, increase the factor of safety on any boiler or pressure vessel when he considers that the workmanship, material, condition or installation is such that an increased factor of safety is necessary.

Rule 107

After these Regulations come into force, all fittings attached to any boiler or pressure vessel or used in any steam plant, refrigeration plant or oil refinery shall be for new installations, such as are sanctioned by these Regulations; and, for existing installations, any fittings found to be unsafe, or to be replaced, shall be replaced wtih fittings that are sanctioned by these Regulations.

Rule 108

The recommended age limit of every high-pressure lap-seam riveted boiler shall be twenty (20) years, after which the factor of safety shall be increased by at least 0.1 each year; the basic factor of safety shall be 5 at the minimum. When a boiler having more than 36 inches diameter is relocated, same shall not be operated at a higher pressure than 15 lbs. per square inch.

Rule 109

For the purposes of registration, one boiler horse-power shall be the equivalent of 10 square feet of heating surface exclusive of superheater surface, irrespective of type, except that for electric boilers the maximum hilowatt capacity

exception pour les chaudières électriques où le pouvoir maximum en kilowatts de l'élément calorique, divisé par dix, représente l'évaluation de la foce motrice.

Règlement 110

Ce règlement est supprimé.

Règlement 111

Les réservoirs d'entreposage des Gaz de Pétrole liquéfiées, autres que les cylindres portatifs, doivent être fabriqués selon les exigences du Code de l'ASME et des règlements provinciaux. Les règlements édictés aux sections II, III et IV et les règlements de base contenus au livre N° 58 du "Dominion Board of Insurance Underwriters" (DBIU) concernant l'emmagasinage et la manipulation des Gaz de Pétrole liquéfiés doivent s'appliquer, lorsqu'ils sont applicables, après avoir été approuvés par l'inspecteur-chef.

Règlement 112

Tout le tuyautage employé pour les chaudières, appareils sous pression et installations de vapeur doit être conforme aux exigences du code ASME et, lorsque ces conditions ne peuvent être appliquées, le tuyautage doit se conformer au code ASA concernant la tuyauterie sous pression.

Règlement 113

Les plaques qui entrent dans la fabrication de toutes les chaudières en acier à basse pression doivent être de qualité à bordage (flange) ou à foyer (fire-box).

Règlement 114

Toutes les chaudières à vapeur à haute pression ainsi que les chaudières du genre miniature doivent être enregistrées; il en est de même pour toutes les chaudières de chauffage à basse pression dont la surface de chauffe excède 30 pieds carrés.

Règlement 115

Les échangeurs de chaleur du genre tubes à ailettes (fin-tube) dont les tubes ont une surface de chauffe ne dépassant pas 100 pieds carrés sont exempts de l'inspection d'usine, mais la fabricant doit quand même fournir au Service un affidavit de manufacturier.

SECTION II

Définitions

Remarque: Aux fins des présents règlements, ces termes doivent avoir la signification qui leur est respectivement assignée.

Loi signifie la loi de la province de Québec concernant les chaudières à vapeur et appareils sous pression.

AISC indique l'American Institute of Steel Construction.

ASA indique l'American Standards Association.

ASME indique l'American Society of Mechanical Engineers.

ASTM indique l'American Society for Testing Materials.

Approuve signifie approuvé et enregistré par le Service.

Chaudière indique un appareil selon le définition de la loi.

of the heating-element divided by ten shall be the horse-power rating.

Rule 110

This rule is deleted.

Rule 111

Liquefied Petroleum Gazes storage tanks, other than portable cylinders, shall be constructed in accordance with the ASME Code and Provincial Regulations. The rules is divisions II, III, IV and the basic rules contained in the standards of the Dominion Board of Insurance Underwriters for the storage and handling of Liquefied Petroleum Gases (DBIU No. 58), when applicable, shall apply after same have been approved by the Chief Inspector.

Rule 112

All piping used in connection with boilers, pressure vessels and pressure plants shall meet the requirements of the ASME Code and, where the ASME Code requirements are not applicable, shall meet the requirements of the ASA Code for pressure piping.

Rule 113

All low-pressure steel heating boilers shall be constructed of flange or fire-box quality plate.

Rule 114

All power and miniature boilers shall be registered. All low-pressure heating boilers exceeding 30 square feet of heating surface shall be registered.

Rule 115

Heat exchangers of the fin-tube type, up to 100 square feet of tube heating surface, shall be exempted from shop inspection, but a manufacturer's Affidavit shall be supplied to the department.

DIVISION II

Definitions

Note: For the purpose of these Regulations, the hereinafter mentioned terms shall have the meaning assigned respectively to them.

Act means the Boiler and Pressure Vessel Act of the Province of Quebec.

AISC means the American Institute of Steel Construction.

ASA means the American Standards Association.

ASME means the American Society of Mechanical Engineers.

ASTM means the American Society for Testing Materials.

Approved means approved or registered by the Department.

Boiler means a vessel as defined in the Act.

CRN indique le numéro d'enregistrement canadien.

CSA indique la Canadian Standards Association.

Certificat signifie un certificat d'inspection émis en conformité avec la loi.

Inspecteur-chef indique une personne désignée en vertu de la loi pour inspecter les chaudières ou appareils sous pression, exercer une surveillance générale sur le travail des inspecteurs sous ses ordres et voir à toutes les questions et affaires concernant l'application de la loi et des règlements.

Le service indique le bureau délégué par le gouvernement de la province de Québec pour appliquer la loi et les règlements.

Plans indique et comprend les bleus et spécifications, spécimens ou modèles soumis à l'inspecteur-chef pour recevoir son approbation et être enregistrés.

Adaptations indique les soupapes de sûreté, soupapes d'arrêt, soupapes automatiques d'arrêt et de retenue, soupapes de vidanges, soupapes de réduction, indicateurs de niveau d'eau, robinets de jauge, manomètres, injecteurs, robinets d'essai, boulons fusibles, mécanismes de réglage et de contrôle, accessoires de la tuyauterie reliée à ou faisant partie d'une chaudière, d'un appareil sous pression, d'une usine de vapeur, d'une raffinerie de pétrole ou d'une usine de réfrigération.

Échangeur de chaleur indique un condenseur, un évaporateur, un réchauffeur ou un refroidisseur ou tout autre appareil semblable non-spécifiquement défini aux présentes, lorsque la pression proposée ou l'ajustement de la soupape de trop-plein excède 15 livres au pouce carré et possède une contenance de plus de 1½ pied cube, avec transfert de chaleur excédant 20 pieds.

Note: Un échangeur de chaleur ne comprend pas un condenseur tel qu'habituellement employé lorsqu'il s'agit d'un turbo-générateur ou autre agent mobile d'énergie.

Chaudière de chauffage indique une chaudière à basse pression fabriquée en conformité avec le code ASME pour les appareils de chauffage à basse pression, de même qu'avec les présents règlements.

Réservoir à eau chaude indique un appareil sous pression fabriqué pour contenir de l'eau chaude à plus de 15 livres de pression au pouce carré, avec diamètre excédant 24 pouces.

Réservoir hydropneumatique indique un appareil contenant à la fois de l'air et de l'eau, à plus de 15 livres de pression au pouce carré.

Réservoir de liquide indique un appareil pour l'entreposage d'un liquide réfrigérant, à une pression excédant 15 livres au pouce carré.

Inspecteur signifie tout inspecteur de chaudières et appareils sous pression désigné en vertu de la loi; ou tout inspecteur autorisé à agir en cette qualité par l'inspecteur-chef.

Manufacturier indique la compagnie ou la personne qui fabrique la chaudière, l'appareil sous pression ou l'adaptation en cause.

Raffinerie de pétrole indique une usine pour la séparation, l'évaporation, la sélection, le dessalage, la purification ou le raffinage du pétrole ou d'aucun de ses composants et comprend aussi tous les appareils sous pression soumis ou non au contact du feu, autres que les chaudières qui y sont installées.

Alambic à pétrole indique un appareil pour la séparation, l'évaporation, la sélection ou le raffinage du pétrole ou d'aucun de ses composants.

Pression indique la pression au manomètre, en livres au pouce carré.

CRN means the Canadian registration number.

CSA means the Canadian Standards Association.

Certificate means a certificate of inspection issued under the Act.

Chief inspector means a person appointed under the provisions of the Act to inspect boilers or pressure vessels, and to have general supervision over the inspectors as well as over all matters and things in connection with the Act.

Department means the department appointed by the Government of the Province of Quebec to supervise the application of the Act and Regulations.

Design means and includes the blue-prints and specifications, specimens or models, submitted to the Chief Inspector for approval and registration.

Fittings means safety valves, stop valves, automatic stop and check valves, blow-down valves, reducing valves, water gauges, gauge cocks, pressure gauges, injectors, test cocks, fusible plugs, regulating and controlling devices, and pipe fittings attached to or forming part of any boiler, pressure vessel, steam plant, oil refinery or refrigerating plant.

Heat exchanger means a condenser, evaporator, heater or cooler, or any similar apparatus not specifically defined herein, when the design pressure or relief valve setting exceeds 15 lbs. per square inch, having a capacity exceeding 1½ cubic ft. and when the heat transfer surface exceeds 20 square feet.

Note: Heat Exchanger does not include a condenser as regularly used in connection with a turbo-generator or other power plant prime mover.

Heating Boiler means a low-pressure boiler designed in accordance with the ASME Code for Low-Pressure Heating Boilers and these Regulations.

Hot water tank means a pressure vessel used to contain hot water at a pressure exceeding 15 lbs. per square inch, and having a diameter exceeding 24 inches.

Hydropneumatic Tank means a vessel containing both liquid and air, at a pressure exceeding 15 lbs. per square inch.

Liquid Receiver means any vessel in which a liquid refrigerant is stored under a pressure exceeding 15 lbs. per square inch.

Inspector means any inspector of boilers and pressure vessels appointed under the Act, or any inspector authorized by the Chief Inspector.

Manufacturer means the company or person who manufactures the boiler, pressure vessel or fitting concerned.

Oil Refinery means a plant for separating, evaporating, cracking, desalting, purifiying or refining oil, or any of the constituents thereof, and includes all fired and unfired pressure vessels other than boilers installed therein.

Oil still means an apparatus for separating, evaporating, cracking or refining oil, or any of the constituents thereof.

Pressure means gauge pressure.

Usine de refrigération indique une installation complète de machinerie où des refrigérants sont vaporisés, comprimés ou liquéfiés dans leur cycle de refroidissement en-dedans des limites et du sens des règlements spéciaux relatifs aux Systèmes frigorifiques.

Usine de vapeur indique une telle usine selon la définition de la loi.

Purification de vapeur indique tout appareil employé aux fins d'augmenter la température d'un matériau qui y est placé, au moyen de la vapeur fournie à raison de plus de 15 livres de pression au pouce carré.

Appareil non-soumis au contact du feu indique un appareil non-soumis au contact du feu selon la définition du code ASME, à moins que cet appareil ne soit autrement désigné par la loi.

Soudure indique l'union locale intime de pièces de métal à l'état plastique et/ou fondu par l'application d'une pression ou de coups mécaniques et, lorsque ces pièces sont à l'état fondu et vaporisé, sans l'application de pression ou de coups mécaniques.

Refrigeration plant means the complete installation of machinery by which refrigerants are vaporized, compressed and liquefied in their refrigerating cycle and within the scope and meaning of the Special Regulations concerning Refrigerating Systems.

Steam Plant means as defined by the Act.

Steam Processor means any vessel which is used for the purpose of raising the temperature of any material placed therein, by means of steam having a pressure exceeding 15 lbs. per square inch.

Unfired Pressure Vessel means an unfired pressure vessel as defined in the ASME Code, unless defined otherwise in the Act.

Welding means the localized intimate union of metal parts in the plastic and/or molten states with the application of mechanical pressure or blows, and in the molten and vaporous states without the application of mechanical pressure or blows.

Section III

Enregistrement des plans

(*Plans et Spécifications*)

Règlement 301

Trois copies de bleus et spécifications doivent être soumises à l'inspecteur-chef pour toutes les chaudières, tous les appareils sous pression et toutes leurs adaptations; il en est ainsi pour les projets d'installations de réfrigération ou de vapeur, y compris les aménagements de tuyautage et leurs spécifications.

Règlement 302

Les plans et spécifications de tout appareil sous pression ou chaudière doivent mentionner la limite de pression et de température projetées, la pression de marche (pour la bonne proportion des soupapes de sûreté), l'épaisseur et la description des matériaux, la méthode de fabrication ainsi que l'usage qu'on fera de cet appareil sous pression ou de cette chaudière.

Règlement 303

En vertu des présents règlements, les plans et spécifications du manufacturier doivent être soumis à l'inspecteur-chef et recevoir son approbation, avant que l'on commence la fabrication d'un appareil sous pression ou d'une chaudière.

Règlement 304

Les plans et spécifications soumis avec la demande d'approbation et d'enregistrement doivent laisser un blanc ou espace libre de 4″ x 4″, pour que l'approbation officielle puisse y être estampillée.

Règlement 305

Sur demande, le Service fournira des formules de spécifications et d'affidavit du manufacturier.

Règlement 306

Sur demande, des renseignements peuvent être obtenus du Service concernant les honoraires d'examens, d'approbation et d'enregistrement des plans.

Division III

Registration of designs

(*Drawings and Specifications*)

Rule 301

Blue-prints and specifications of designs in triplicate shall be submitted to the Chief Inspector for all boilers, pressure vessels and fittings, also for proposed refrigeration or steam plants, including piping arrangements and their specifications.

Rule 302

Drawings and specifications of any boiler or pressure vessel shall state the maximum design pressure and temperature, the working pressure (for proportioning safety valves), the material thickness and specifications, method of fabrication and the purpose for which the boiler or pressure vessel is to be used.

Rule 303

Before commencing construction of any boiler or pressure vessel to be built under these Regulations, the manufacturer's drawings and specifications shall have been submitted to the Chief Inspector and approved by him.

Rule 304

Drawings or blue-prints, submitted with applications for approval and registration, shall be provided with a blank or white space of 4 inches by 4 inches, on which an official approval stamp may be placed.

Rule 305

Specification forms and Affidavit of Manufacturer forms will be supplied by the Department, on request.

Rule 306

Fees for surveying designs of boilers and fittings for approval and registration can be obtained from the Department, on request.

Règlement 307

Les plans doivent recevoir un numéro provincial d'enregistrement, une fois définitivement approuvés, et les appareils qui y sont décrits peuvent ensuite être fabriqués en n'importe quelle quantité pourvu qu'ils soient rigoureusement conformes à ces plans. Le numéro d'enregistrement de chaque appareil doit être mentionné, en soumettant l'affidavit du Manufacturier.

Règlement 308

Les chaudières et appareils sous pression peuvent être fabriqués d'après le plan enregistré aussi longtemps que les règlements et les codes ne subissent pas de modifications de nature à affecter ce plan. En ce cas, le plan devient désuet et, après une période de douze mois, aucune fabrication selon ses données ne peut plus être acceptée.

Règlement 309

Si un détail quelconque d'un plan approuvé par le Service est plus tard trouvé en défaut, le manufacturier doit en être immédiatement informé et reviser alors ce plan de façon à satisfaire l'inspecteur-chef.

Règlement 310

Les changements qu'un manufacturier peut faire subir à des plans déjà approuvés et enregistrés exigent que de nouveaux plans et spécifications soient soumis à l'approbation de l'inspecteur-chef; en ce cas, si l'inspecteur-chef le juge à propos, le manufacturier peut avoir à verser des honoraires tout comme s'il s'agissait de plans originaux. Tout changement d'épaisseur, de diamètre ou de pression de marche requiert de nouveaux plans et devis.

Règlement 311

Quand un plan soumis n'est pas approuvé, le Service doit faire rapport au manufacturier intéressé, qui doit alors envoyer de nouveaux bleus et spécifications conformes aux exigences des présents règlements.

Règlement 312

L'approbation d'un plan ne dégage en aucune façon le manufacturier de ses responsabilités pour la fabrication d'une chaudière, d'un appareil sous pression ou d'une adaptation selon les exigences des présents règlements.

Règlement 313

Les chaudières ou appareils sous pression dont le plan n'est pas conforme aux exigences des présents règlements, ou qui ont été installés ou opérés antérieurement, ne peuvent être expédiés dans aucune province pour y être installés sans avoir au préalable obtenu la permission écrite de l'inspecteur-chef. En demandant cette permission à l'inspecteur-chef, on doit lui fournir un plan complet, des dessins et spécifications, un affidavit du manufacturier et le plus récent rapport d'inspection.

Règlement 314

Lors de la livraison d'une chaudière ou d'un appareil sous pression à son acquéreur dans

Rule 307

Designs, when finally approved, will be given a registration number for the Province, and vessels may be manufactured in any number to such registered designs provided they meet the requirements of the registered design in every detail. Reference shall be made to the registration number when submitting Affidavit of Manufacturer pertaining to each vessel.

Rule 308

Boilers and pressure vessels may be built from a registered design until charges are made in the Regulations or Codes that effect the design, in which case the design shall become obsolete and no further construction shall be made to such a design after a period of 12 months.

Rule 309

Notwithstanding the fact that a design has been approved by the Department, if it be afterwards found to be defective in any detail, the manufacturer shall be notified accordingly and shall thereupon revise the design to meet the approval of the Chief Inspector.

Rule 310

Changes made by manufacturers in designs already approved and registered will necessitate the submitting of new drawings and specifications to the Chief Inspector, for approval. In such cases, at the discretion of the Chief Inspector, the manufacturer may be required to pay fees in the manner as if they were original designs. A change in thickness, diameter or working pressure shall necessitate a new design.

Rule 311

When a design is submitted and not approved, a report on same will be sent by the Department to the manufacturer by whom it was submitted, who must forward new bue-prints and specifications which shall conform with the provisions of these Regulations.

Rule 312

The approval of drawings will not in any way relieve the manufacturer of responsability in the construction of a boiler, pressure vessel or fitting, according to these Regulations.

Rule 313

Boilers or pressure vessels, the design of which differs from the requirements of these Regulations, or which have been previously installed or used, may not be shipped into any Province for installation without first obtaining permission in writting from the Chief Inspector who shall, at the time of the request, be supplied with complete design, drawings, specifications, Affidavit of Manufacturer and the last inspection report.

Rule 314

When a boiler or pressure vessel is delivered to a purchaser in any Province, an Affidavit of Ma-

n'importe quelle province, l'inspecteur-chef de cette province doit recevoir un affidavit du manufacturier portant la signature de l'inspecteur d'usine autorisé lorsqu'une inspection d'usine est requise en vertu du code ou des présents règlements. S'il s'agit de chaudières ou d'appareils sous pression fabriqués pour la vente, le vendeur doit fournir le nom et l'adresse du propriétaire ultime et dire quel sera l'emplacement de l'installation, si le manufacturier ne peut donner lui-même ces renseignements lorsque les chaudières ou les appareils sous pression quittent son usine.

Règlement 315

Ce règlement est supprimé.

Règlement 316

Toutes les chaudières à basse pression de 50 pieds carrés ou moins de surface de chauffe sont exemptées de l'inspection d'usine, à moins que l'inspecteur-chef n'exige une telle inspection.

Règlement 317

a) Toutes les chaudières et tous les appareils sous pression fabriqués dans les autres provinces ou aux États-Unis doivent subir une inspection d'usine faite par un inspecteur provincial ou un détenteur d'une commission effective du "National Board". S'il s'agit de chaudières ou d'appareils sous pression fabriqués dans d'autres pays, ils doivent subir l'inspection d'un délégué choisi par l'inspecteur-chef;

b) Rien, au sous-paragraphe "*a*", ne doit être interprété comme portant atteinte au droit qu'a le Service d'inspecter une chaudière ou un appareil sous pression sur les lieux mêmes de son installation ou à l'endroit d'où on l'expédie dans notre province.

SECTION IV

Enregistrement des adaptations
(Les adaptations comprennent les accessoires)

Règlement 401

Trois copies des bleus et spécifications de toutes les adaptations devant être reliées à une chaudière, à un appareil sous pression ou à de la tuyauterie sous pression doivent être fournies à l'inspecteur-chef pour approbation et enregistrement, avant que ces adaptations puissent être utilisées. Ces bleus et spécifications doivent mentionner toutes les dimensions et épaisseurs du métal, la composition des matériaux, la résistance à la traction et la résistance à la compression de toutes les parties sujettes à être comprimées; ils doivent également donner la pression à laquelle le manufacturier a éprouvé ces adaptations, déclarer à quelle pression un spécimen s'est rompu lors de l'épreuve d'endurance et, enfin, fournir la pression maximum de marche et la température.

Règlement 402

Il n'est pas nécessaire d'enregistrer séparément chaque plan d'un type régulier de soupapes à boulet, angulaires, à coulisse et de retenue, non plus que de coudes, raccordements et brides, pourvu qu'ils soient conformes aux exigences des codes ASME et ASA en ce qui a trait à leurs dimensions, leur identification et aux matériaux employés ainsi qu'à l'usage qu'on en fera. Chaque manufacturier doit faire enregistrer collectivement ses adaptations d'un type standard et, à cette fin, envoyer trois copies de l'affidavit à l'inspecteur-chef.

nufacturer bearing the signature of the authorized shop inspector, where shop inspection is required by the Code of these Regulations, shall be forwarded to the Chief Inspector. In the case of boilers or pressure vessels manufactured for stock, the name and address of the ultimate owner and location of the installation, when not available to the manufacturer at the time the boiler or pressure vessel leaves the plant, may be filled in by the sales agent.

Rule 315

This Rule is deleted.

Rule 316

All low-pressure boilers of 50 square feet of heating surface and less shall be exempted from shop inspection, unless otherwise required by the Chief Inspector.

Rule 317

a) All boilers and pressure vessels built in other Provinces or in the United States shall be subject to shop inspection by a Provincial or National Board Inspector and, in the case of boilers or pressure vessels built in other countries, shall be subject to inspection by an authority named by the Chief Inspector;

b) Nothing in subparagraph "*a*" shall be contrued as affecting the authority of the Department to inspect any boiler or pressure vessel at the place of installation or distribution in the Province.

DIVISION IV

Registration of Fittings
(Fittings include Accessories)

Rule 401

Blueprints and specifications, in triplicate, of all fittings to be used on boilers, pressure vessels or pipe lines carrying pressure, shall be sent to the Chief Inspector for approval and registration, before any fitting is used. The blueprints and specifications shall indicate all sizes and ticknesses of metal, also composition of all materials, tensile strenght, compressive strenght of all parts which are subject to compression, also the pressure to which the fitting was tested by the manufacturer, at what pressure a sample fitting ruptured when tested to destruction and the maximum working pressure and temperature.

Rule 402

It shall not be necessary to register each separate design of standard globe, angle, gate and check valves, ells, tees, unions and flanges, provided they comply with the requirements of the ASME and ASA Codes as to their dimensions, indentification, material and service for which they are required. Each manufacturer shall have his standard fittings registered collectively by forwarding an Affidavit in triplicate to the Chief Inspector.

Règlement 403

Si un inspecteur se rend compte qu'un manufacturier livre des adaptations n'étant pas entièrement conformes aux exigences des présents règlements, le numéro d'enregistrement de ces adaptations peut être immédiatement annulé.

Règlement 404

Ce règlement est supprimé.

Règlement 405

Quand l'inspecteur-chef le juge nécessaire, des spécimens d'adaptations doivent être envoyés au Service aux frais de celui qui demande l'enregistrement. Ces spécimens peuvent ensuite être ou conservés par le Service ou retournés mais, dans ce dernier cas, toujours aux frais de celui qui demande l'enregistrement.

Règlement 406

L'inspecteur-chef peut choisir n'importe quelle adaptation approuvée et enregistrée dans la réserve du vendeur, en vue de l'éprouver; s'il advient alors qu'un certain nombre d'adaptations fabriquées selon des plans enregistrés s'avèrent défectueuses, l'inspecteur-chef peut annuler l'enregistrement.

SECTION V

Numéros d'enregistrement

Règlement 501

Après avoir approuvé et enregistré des plans et spécifications, le Service leur assigne un numéro d'enregistrement ainsi qu'un nombre suivi d'une décimale pour indiquer la province où s'est fait l'enregistrement.

Règlement 502

Lorsqu'un plan déjà enregistré dans une province est subséquemment enregistré dans une autre province, le numéro original de l'enregistrement est conservé mais, après la décimale, on ajoute un chiffre supplémentaire en vue d'indiquer que le plan en question a aussi été enregistré dans une autre province ou dans d'autres provinces.

Règlement 503

Les provinces sont respectivement représentées par les numéros suivants:

1. Colombie Britannique
2. Alberta
3. Saskatchewan
4. Manitoba
5. Ontario
6. Québec
7. Nouveau-Brunswick
8. Nouvelle-Écosse
9. Ile du Prince-Édouard
0. Terreneuve

Règlement 504

Ce règlement est supprimé.

Règlement 505

Lorsque les manufacturiers soumettent pour enregistrement dans une province des plans ayant déjà été enregistrés dans une autre province, ils doivent fournir le nom des provinces où ces plans ont été antérieurement enregistrés ainsi que le numéro et la date de chaque enregistrement.

Rule 403

Should an inspector find that a manufacturer is supplying fittings that do not fully comply with the requirements of these Regulations, the registration number may be cancelled immediately.

Rule 404

This Rule is deleted.

Rule 405

When the Chief Inspector considers it necessary, sample fittings shall be forwarded to the Department at the expense of the party registering and may be retained by the Department or returned at the registering party's expense.

Rule 406

The Chief Inspector may select any registered and approved fittings in an agent's stock and test them and, should a number of fittings made from any registered design prove to be faulty, the Chief Inspector may cancel the registration of same.

DIVISION V

Registration numbers

Rule 501

Registration numbers will be allotted by the Department to designs and specifications when approved and registered, the Province in which the design is registered being indicated by a figure following a decimal point.

Rule 502

When a design which has been registered in any Province is subsequently registered in another Province, the original registration number will be retained, but an additional figure or figures indicating the second or other Provinces in which the design may be subsequently registered shall be added after the decimal point.

Rule 503

The Provinces shall, respectively, be indicated by the following figures:

1. British Columbia
2. Alberta
3. Saskatchewan
4. Manitoba
5. Ontario
6. Quebec
7. New Brunswick
8. Nova Scotia
9. Prince Edward Island
0. Newfoundland

Rule 504

This rule has been deleted.

Rule 505

Manufacturers submitting designs, which have already been registered in any Province, for registration in another Province, shall give the name of the Provinces in which the designs have previously been registered, together with the registration number and date of registration.

SECTION VI

Identification

Règlement 601

Toute chaudière ou tout appareil sous pression dont la fabrication est soumise aux présents règlements doit s'y conformer en tout point et porter, distinctement inscrits, les estampillages suivants:

a) Pour les chaudières de force motrice et de chauffage: 1° Les lettres "CRN" signifiant le numéro d'enregistrement canadien, pour indiquer que la chaudière a été fabriquée selon les exigences des présents règlements. A la droite des lettres "CRN", le numéro canadien de l'enregistrement du plan doit être estampillé;

Puis, immédiatement au-dessous:

2° Le numéro du "National Board", si la chaudière a été fabriquée aux États-Unis;

3° Le nom du manufacturier ou sa marque de commerce ainsi que le numéro de série de fabrication de la chaudière;

4° Le nom ou le symbole du manufacturier de la plaque, le numéro de coulée et de lingot et la plus basse résistance à la traction de tout corps cylindrique de cette chaudière;

5° La pression maximum de marche, avec l'indication "V" pour vapeur ou "E" pour eau, ou les deux indications;

6° La surface de chauffe et l'année de fabrication de la chaudière;

7° Les initiales de l'inspecteur d'usine autorisé.

Spécimen de l'estampillage d'une chaudière

CRN	5608.236
Nat. Bd.	753
Dom. Bridge	No. Sér. B6431
Stelco SA 285C	R. à T. 55000
P.M. max. 15 lbs.	V. 30 lbs. E.
S.C. 1500 pds.	1953
M.B.	

b) Pour les appareils non-soumis au contact du feu: 1° Les lettres "CRN" signifiant le numéro canadien d'enregistrement et indiquant que l'appareil a été fabriqué selon les exigences des présents règlements. A la droite des lettres "CRN", le numéro canadien de l'enregistrement du plan doit être estampillé;

Puis, immédiatement au-dessous:

2° Le numéro du "National Board", si l'appareil a été fabriqué aux États-Unis;

3° Le nom du manufacturier ou sa marque de commerce, ainsi que le numéro de série de fabrication de l'appareil;

4° Le nom ou le symbole du manufacturier de la plaque ainsi que le numéro descriptif et la plus basse résistance à la traction de cette plaque;

5° La limite maximum permise de pression de marche et de température;

6° L'épaisseur du corps cylindrique et des têtes de l'appareil;

7° Le numéro de paragraphe du code ainsi que l'année de fabrication;

8° Les initiales de l'inspecteur d'usine autorisé.

Spécimen de l'estampillage d'un appareil non-soumis au contact du feu

CRN	8805.349
Nat. Bd.	8454
Dom. Bridge	No. sér. 26951
U.S. Steel SA 201	R. à T. 55000
E. M. max. 200 lbs.	Temp. 400
EP. Env. cyl.—.375	EP. Têtes .4375
U-69	1953

DIVISION VI

Identification

Rule 601

Every boiler or other pressure vessel built under these Regulations shall conform to them in every detail and shall be distinctly stamped as follows:

a) For Power and Heating Boilers: 1. With the letters "CRN" meaning Canadian registration number, denoting that the boiler has been constructed in accordance with these Regulations. At the right hand side of the letters "CRN", shall be stamped the Canadian registration number of the design;

Immediately below the above:

2. The National Board number shall be stamped, if manufactured in the U.S.A.;

3. Manufacturer's name and manufacturer's serial number of boiler;

4. The name or sumbol of plate manufacturer, the plate specification number and the lowest tensile strength of any shall-plate in the boiler;

5. The maximum working pressure with "S" for steam or "W" for water, or both;

6. The heating surface and the year built;

7. The initials of the authorized shop inspector.

Sample Stamping for Boiler

CRN	5608.236
Nat. Bd.	753
Dom. Bridge	Sr. No. B6431
Stelco SA 285C	T.S. 55000
Max. W. P. 15 lbs	S. 30 lbs. W.
H.S. 1500 Ft.	1953
M.B.	

b) For Unfired Pressure Vessels: 1. With the letters "CRN" meaning Canadian registration number, denoting that the pressure vessel has been constructed in accordance with these Regulations. At the right hand side of the letters "CRN", shall be stamped the Canadian registration number of the design;

Immediately below the above:

2. The National Board number shall be stamped, if manufactured in the U.S.A.;

3. Manufacturer's name and manufacturer's serial number of the vessel;

4. The name of symbol of plate manufacturer, the plate specification number and the lowest tensile strength of the plate used;

5. The maximum working pressure and temperature;

6. The thickness of shell and heads;

7. Code paragraph number and year built;

8. The initials of the authorized shop inspector;

Sample Stamping for Unfired Pressure Vessel

CRN	8805.349
Nat. Bd.	8454
Fab-weld	Sr. No. 26951
U.S. Steel SA 201	T.S. 55000
Max. W.P. 200 lbs.	Temp. 400
T. Shell .375	T. Heads .4375
U-69	1953

c) Les chiffres et lettres de l'estampillage doivent mesurer au moins 3/8 de pouce; cependant, lorsque cet estampillage est fait sur une plaque permanente en airain, les chiffres et lettres peuvent avoir 1/8 de pouce au minimum;

d) Les lettres et chiffres doivent être lisiblement et complètement estampillés sur la plaque de la chaudière ou de l'appareil sous pression (non sur celle de la boîte à feu). Lorsqu'il s'agit d'une chaudière en fonte, l'estampillage doit être moulé dans la chaudière ou fait sur une plaque y rattachée de façon permanente; pour les appareils sous pression fabriqués d'un matériau de calibre léger, l'estampillage peut être fait sur une plaque y rattachée de façon permanente.

e) La surface réservée à l'estampillage doit être peinturée de couleur contrastante et porter les mots "*Ne pas couvrir*". Il n'est toutefois pas nécessaire de se plier à cette exigence lorsqu'il s'agit d'une chaudière ignitubulaire où l'estampillage se trouve sur la tête d'avant, qui est exposée aux produits de la combustion et accessible par l'ouverture de la boîte à fumée.

f) *Exceptions:* Au lieu des estampillages mentionnés aux paragraphes "*a*" et "*b*", le manufacturier peut mettre l'estampille requise par le code ASME pour les chaudières et appareils sous pression fabriqués en-dehors du Canada pour être installés au Canada. Le numéro d'enregistrement canadien (CRN) doit être estampillé sur l'appareil en plus de l'identification exigée par le code ASME. Cette exemption ne s'applique qu'aux appareils non-noumis au contact du feu ayant jusqu'à 5 pieds cubes de contenance, aux chaudières de chauffage à basse pression avec surface de chauffe ne dépassant pas 50 pieds carrés ainsi qu'aux chaudières miniatures (du genre à haute pression) ayant jusqu' 20 pieds carrés de surface de chauffe.

Règlement 602

L'estampillage doit être localisé selon les exigences du code ASME, à moins d'avoir obtenu une permission de l'inspecteur-chef pour qu'il en soit autrement.

Règlement 603

Tout estampillage d'identification, tel que décrit dans cette section, doit rester découvert afin d'être en tout temps accessible à l'inspecteur. Toutefois, s'il est impossible de se conformer à cette exigence, il faut répéter l'estampillage d'identification sur une plaque attachée à l'appareil de façon permanente et qui doit rester découverte; ceci, en plus de l'estampillage fait sur l'appareil même.

SECTION VII

Tuyaux et réservoirs de vidange

Règlement 701

Lorsque les résidus d'une chaudière dont la pression de marche dépasse 15 livres au pouce carré se déchargent dans un système d'égout fermé, il faut installer un réservoir de vidange entre la chaudière et l'égout de façon à réduire la pression et la température de l'eau qui s'introduit dans cet égout.

Règlement 702

Si l'on installe des réservoirs de vidange, il faut qu'ils soient conformes à un plan approuvé et enregistré; ces réservoirs doivent avoir au moins la contenance ou le volume ci-après spécifiés, pour chacue cas:

c) The figures and letters of the stamping shall be at least 3/8 inch in size. When placed upon a permanently attached brass plate, the figures and letters may be not less than 1/8 inch in size.

d) The letters and figures shall be legible and stamped fully into the plate of the boiler or pressure vessel (not of the smoke-box), provided that for cast iron boilers the stamping shall be cast into the boiler or stamped upon a permanently attached plate. For pressure vessels made of light gauge material, the stamping may be upon a permanently attached plate.

e) The stamping area shall be painted and outlined in a contrasting colour and worded "*This area not to be covered*", provided that this requirement may be omitted in the case of firetube boilers where the stamping is on the front head exposed to the products of combustion and accessible through the smoke box door.

f) *Exemptions:* Boilers and pressure vessels manufactured outside Canada for installation in Canada may be stamped by the manufacturer with the stamping required by the ASME Code in lieu of the stamping required in "*a*" and "*b*". The Canadian registration number (CRN) shall be stamped on the vessel in addition to that required by the ASME Code. Such exemption is limited to unfired pressure vessels up to 5 cubic feet capacity; to low-pressure heating boilers up to 50 square feet of heating surface and to miniature boilers (high-pressure type) up to 20 square feet of heating surface.

Rule 602

The location of stamping shall be in accordance with the ASME Code requirements, unless otherwise approved by the Chief Inspector.

Rule 603

Any identification stamping as outlined in this Division shall be kept free of any covering so that the stamping is freely accessible to the inspector at all times and, where this is impracticable, the identification shall also be stamped upon a permanently attached plate which shall be kept free of covering and shall be in addition to the stamping on the vessel.

DIVISION VII

Blow-Off Pipes and Tanks

Rule 701

When the blow-down from any boiler having a working pressure exceeding 15 lbs. per square inch is discharged into a closed sewer system, an approved blow-off tank shall be placed between the boiler and sewer for the purpose of reducing the pressure and temperature of the water entering the sewer.

Rule 702

Where blow-off tanks are provided, they shall be of approved and registered design, and have a minimum capacity or the equivalent volume to the following:

Force motrice nominale	*Dimensions du réservoir de vidange,* (en pouces)	*Épaisseur minimum de la plaque,* (en pouces)
5 à 20	18 x 24	1/4
21 à 50	24 x 30	1/4
51 à 100	30 x 36	3/8
101 à 200	36 x 36	3/8
201 à 400	36 x 42	3/8
401 à 800	42 x 48	3/8
801 et plus	48 x 60	3/8

(*Remarque:* Les longueurs précitées sont des longueurs totales)

Pour une batterie de chaudières, il faut établir les dimensions du réservoir de vidange en prenant comme base la chaudière la plus volumineuse.

Règlement 703

La sortie d'un réservoir de vidange doit avoir au moins trois fois la dimension du tuyau d'entrée et pouvoir se prolonger intérieurement au moyen d'un tuyau en forme de té, en-dedans de six pouces de la base et six pouces du sommet de ce réservoir. Un tuyau d'évent d'un diamètre au moins égal à celui de l'issue doit conduire à l'air libre, au sommet du réservoir, et un raccord de purge d'au moins 1¼" de diamètre doit être relié à la base de ce réservoir. Pour faciliter le nettoyage de ce dernier, il doit s'y trouver un trou d'homme de pas moins de 11" x 15".

Règlement 704

Tous les plans soumis et nantis d'un numéro d'enregistrement doivent prévoir un facteur de sécurité de 5, pouvant supporter une pression égale à au moins 30 pour cent de la pression maximum de la chaudière. De plus, ces réservoirs peuvent être fabriqués de plaques de qualité CSA G40 ou ASTM 283G, ou l'équivalent; il s'agit là d'une exigence minimum.

Règlement 705

Les réservoirs de vidange doivent être installés de manière à être librement accessibles pour fins d'inspection externe et interne.

Règlement 706

Toute la tuyauterie, ses raccordements et adaptations, entre la chaudière et le réservoir, doivent être fabriqués pour convenir à la pression maximum de la chaudière, à laquelle il faut qu'ils soient reliés aussi directement que possible. Le réservoir de vidange doit être installé de façon à ce que la tuyauterie reliant la chaudière à ce réservoir descende en pente vers ledit réservoir, si c'est praticable et possible. Lorsque le réservoir est trop élevé pour permettre de ce faire, il faut installer un drain au plus bas niveau de la ligne de vidange.

Règlement 707

Toute chaudière dont la pression maximum dépasse 100 livres au pouce carré doit être munie de deux soupapes de vidange, dont l'une d'un genre à fonctionnement lent dûment approuvé.

Règlement 708

Chacune des chaudières d'une batterie doit avoir sa propre conduite de vidange reliée de manière à ce que cette chaudière puisse être

Nominal HP	*Size of Blow-Off Tank* (Inches)	*Minimum Plate Thickness* (Inches)
5 to 20	18 x 24	1/4
21 to 30	24 x 30	1/4
51 to 100	30 x 36	3/8
101 to 200	36 x 36	3/8
201 to 400	36 x 42	3/8
401 to 800	42 x 48	3/8
801 and over	48 x 60	3/8

(*Note:* The lenghts referred to are overall lengths.)

In a battery of boilers, the largest size boiler shall establish the size of the blow-off tank.

Rule 703

The outlet shall be at least three times the area of the inlet pipe to the blow-down tank and made to extend internally by means of a tee-pipe to within 6 inches of the bottom and top of the tank. A vent-pipe of at least equal diameter to the outlet connection shall lead to the atmosphere from the top of the tank, and a drain connection having a minimum size of 1¼ inch shall be connected at the bottom. For convenience in cleaning the tank, a manhole not less than 11 inches by 15 inches shall be provided.

Rule 704

All designs submitted and allotted a registration number shall be built with a factor of safety of 5 to carry a pressure not less than 30 per cent of the maximum boiler pressure. Furthermore, such tanks may be constructed of CSA G40 or ASTM 283C plate or equivalent, as a minimum requirement.

Rule 705

Blow-down tanks shall be installed so as to permit free access for external and internal inspection.

Rule 706

All pipes, pipe connections and fittings between the boiler and tank shall be designed for the maximum boiler pressure, ane made as direct as possible. The blow-down tank shall be so installed that, wherever possible or practicable, the lines from the boiler shall slope towards the bank. Where the elevation of the tank precludes the above condition, a drain shall be provided at the lowest point of the blow-off line.

Rule 707

Every boiler having a working pressure exceeding 100 lbs. per square inch shall be equipped with two blow-off valves, one of which shall be of an approved slow-opening type.

Rule 708

Each boiler in a battery of boilers shall have its blow-off line connected in such a manner that the boiler can be isolated from the other boilers

isolée des autres chaudières sous pression. Il est également recommandé, pour fins de vidange, que les chaudières réunies en batterie soient numérotées à l'arrière et à l'avant.

SECTION VIII

Suspension et support des chaudières

Règlement 801

L'installation des chaudières horizontales tubulaires à retour de flamme est assujettie aux règles ci-après formulées:

a) Aucune chaudière ne doit être suspendue du ciel ou placée sur un socle à l'extrémité arrière;

b) Toute chaudière ayant jusqu'à 12 pieds de longueur inclusivement et moins de 48 pouces de diamètre peut être supportée par quatre pattes de suspension en fonte ou en acier, reposant sur de solides plaques aménagées à cette fin à même le briquetage; les oreilles du chassis doivent reposer sur des rouleaux entre les oreilles et la plaque, de façon à fournir suffisamment d'espace pour la libre dilatation et contraction de la chaudière;

c) Toute chaudière de plus de 12 pieds de longueur et dont le diamètre excède 48 pouces doit être suspendue, à l'avant et à l'arrière, par des oreilles de chassis disposées par paire ou par des crochets simples de suspension en forme d'U, d'un modèle approuvé. Le plan des supports ou crochets de suspension et leurs joints doivent être conformes aux exigences du code ASME;

d) Lorsque cela est nécessaire, ces suspensions doivent être reliées à des poutres d'acier, elles-mêmes supportées et consolidées par des colonnes d'acier avec base boulonnée sur de solides fondations;

e) Les poutres de suspension ou colonnes de support ne doivent pas s'appuyer sur les murs latéraux du briquetage. On recommande les dimensions indiquées au Tableau 1 pour ces poutres ou colonnes;

f) La tension maximum des fibres pour les poutres de suspension ne doit pas excéder 15,000 livres au pouce carré. La tension maximum des fibres pour les tiges de suspension, calculée à la plus petite partie de la section (nette) à la base du filetage, ne doit pas dépasser 10,000 livres au pouce carré pour les tiges en fer ou 12,500 livres au pouce carré pour les tiges en acier;

g) Lorsqu'une chaudière est suspendue de quatre points différents, comme tout relâchement d'un des supports projette le poids total de cette chaudière sur deux tiges, chacune des tiges de suspension doit être assez forte pour supporter la moitié du poids total de la chaudière une fois qu'elle est remplie d'eau, sans toutefois excéder la tension des fibres indiquée au paragraphe "*f*". Quand il s'agit d'un agencement à chaînons, ces chaînons sont sujets à des tensions de fléchissement et de cisaillement, en plus de l'effort direct de traction sur les tiges; il faut donc tenir compte de ces tensions en calculant la dimension des chaînons;

h) Les colonnes de support ne doivent pas être encloses dans le briquetage ni dans aucune autre partie de l'installation exposée à la chaleur du fourneau. Ces colonnes doivent être placées de manière à laisser au moins 1 pouce d'espace entre elles et les parois extérieures de la chaudière ou de la batterie de chaudières, afin que le tout soit facilement accessible pour fins d'inspection;

i) En général, la cheminée et la jambette de la cheminée doivent être supportées indépendamment du poids de la chaudière. Dependant, si l'inspecteur-chef permet qu'elles soient supporunder pressure. It is also recommended that, for the purpose of blowing-down, boilers, when set in batteries, shall be numbered both back and front.

DIVISION VIII

Boiler Suspension and Support

Rule 801

The following rules shall be observed in the setting of Horizontal Return Tubular Boilers:

a) No boiler shall be suspended from the crown or allowed to stand on a pedestal at the back end;

b) Every boiler up to and including 12 feet in lenght and less than 48 inches in diameter may be supported upon 4 cast-iron or steel brackets resting upon substantial plates set in the brickwork, the back lugs resting upon rollers between the lugs and plate to provide for free expansion and contraction of the boiler;

c) Every boiler over 12 feet long and 48 inches and over in diameter shall be suspended at the front and back by side lugs set in pairs, or by approved double-wing single hangers. The design of the suspension lugs or hangers and the attachment of same shall meet the requirements of the ASME Code;

d) Suspension, when required, shall be from steel beams, which shall be carried by and secured to steel columns having bases bolted to substantial foundations;

e) Suspension beams or supporting columns shall not rest on the side walls of the brick setting. Recommended sizes of beams and columns are shown in Table 1;

f) The maximum fibre stress for suspension beams shall not exceed 15,000 lbs. per square inch. The maximum fibre stress for suspension rods computed at the minimum net section at the bottom of the thread shall not exceed 10,000 lbs. per square inch for iron rods or 12,500 lbs. per square inch for steel rods;

g) In case of boilers suspended from 4 points, since any slackening of one support throws the whole weight of the boiler on 2 rods, each suspension rod shall be sufficiently strong to carry one-half the total weight of the boiler when filled with water without exceeding the fibre stress specified in "*f*". If a link arrangement be used, the link is subjected to bending and shearing stresses in addition to the direct pull on the rods and consequently, in calculating the size of link required, allowance shall be made for these stresses;

h) Supporting columns shall not be enclosed within brickwork or any part of the setting which is subject to the heat from the furnace. Columns shall be placed not less than 1 inch clear of the outer walls of the boiler or battery of boilers, so that the columns and the brickwork behind them can be readily inspected;

i) Stacks and breaching shall, in general, be supported independently of the weight of the boiler. If, however, these components are permitted by the Chief Inspector to be supported on

tées à même la suspension de la chaudière, cette suspension doit être plus forte afin de prendre soin, si nécessaire, des charges verticales accrues et des charges horizontales dues au vent (s'il y en a) sans toutefois dépasser les charges permises. Le briquetage de la chaudière ne doit pas être considéré comme effectif pour le soutien des charges horizontales.

Règlement 802

Les règles ci-après formulées doivent s'appliquer à l'installation des chaudières aquatibulaires et de toutes autres chaudières d'un genre non-prévu au règlement 801:

a) Colonnes: Elles doivent être fabriquées selon les règles de construction pour l'acier mentionnées au manuel du AISC.

$$\frac{l}{r} \text{ avec un maximum de } 120$$

b) Lorsque les *poutres* doivent supporter le cylindre, la déviation maximum doit se limiter à 1/720 de l'envergure.

La tension maximum des fibres ne doit pas excéder 15,000 livres au pouce carré.

Ainsi: $\frac{ld}{bt}$ = excédant 600 réduit la tension

$$\text{à } S = \frac{8{,}000{,}000}{\frac{ld}{bt}}$$

c) Lorsque les *poutres* doivent supporter la machinerie et les ventillateurs, etc, la déviation maximum doit se limiter à 1/720 de l'envergure.

La tension maximum des fibres ne doit pas excéder 10,000 livres au pouce carré.

La limite de longueur et de largeur de la poutre doit être 1/20 de l'envergure.

d) Lorsque les *poutres* doivent supporter les passerelles, la déviation maximum doit se limiter à 3/16 de pouce par dix pieds.

La tension maximum des fibres ne doit pas excéder 18,000 livres au pouce carré.

La limite de longueur et de largeur de la poutre doit être 1/24 de l'envergure.

e) Lorsque les *poutres* doivent supporter la voûte au-dessus des foyers mécaniques, etc, la déviation maximum doit se limiter à 1/720 de l'envergure. La tension maximum des fibres ne doit pas excéder 12,500 livres au pouce carré.

f) La tension maximum des fibres des tiges de suspension ne doit pas excéder 10,000 livres au pouce carré pour les tiges en fer ou 12,500 livres au pouce carré pour les tiges en acier; ceci, calculé à la plus petite partie (nette), à la base du filetage.

Section IX

Conditions supplémentaires requises pour la construction et l'installation

Règlement 901

Des soupapes d'arrêt du type direct, conformes à un plan approuvé du genre à vis et à culasse extérieures avec tige montante, doivent être installées sur la tuyauterie reliant la vapeur et l'eau à la colonne d'eau. Cette tuyauterie doit être aussi courte que possible et commodément pourvue de traverses et de bouchons (de préférence en cuivre) pour permettre le nettoyage et l'inspection. Un drain muni d'une soupape de vidange, d'un diamètre au moins égal à la moitié du diamètre des tuyaux reliant la chaudière à la

the boiler suspension, the suspension shall be made heavier, if necessary, to take care of the increased vertical loads and horizontal wind loads, if any, without exceeding the permissible unit stresses. The boiler brickwork shall not be considered effective for resisting horizontal loads.

Rule 802

The following rules shall be observed in the setting of water-tube and other type boilers not covered by rule 801:

a) Columns: Shall be designed in accordance with the rules of the steel construction manual of the AISC.

$$\frac{l}{r} \text{ Maximum to be } 120$$

b) Beams: When used as drum supports, the maximum deflection shall be limited to 1/720 of the span.

Maximum fibre stress shall not exceed 15,000 lbs. per square inch.

When $\frac{ld}{bt}$ = exceeds 600, reduce stress to

$$S = \frac{8{,}000{,}000}{\frac{ld}{bt}}$$

c) Beams: When used for supporting machinery and fans, etc, the maximum deflection shall be limited to 1/720 of the span.

Maximum fibre stress shall not exceed 10,000 lbs per square inch.

The limit of beam depth to leght of span 1/20.

d) Beams: When used for supporting platforms and walkways, the maximum deflection shall be limited to 3/16 inch in 10 feet.

Maximum fibre stress shall not exceed 18,000 lbs. per square inch.

The limit of beam depth to lenght of span 1/24.

e) Beams: When used as arch supports over stokers, etc, the maximum deflection shall be limited to 1/720 of the span. The maximum fibre stress shall not exceed 12,500 lbs. per square inch.

f) The maximum fibre stress for suspension rods computed at the minimum net section at the bottom of the thread shall not exceed 10,000 lbs. per square inch for steel rods.

Division IX

Supplementary Construction and Installation Requirements

Rule 901

Stop-valves of the straightway type and approved design of the outside screw and yoke type with rising spindle shall be fitted in both steam and water connecting pipes, between the water-column and the boiler. The piping to the boiler shall be as short as possible and conveniently arranged with crosses, having suitable plugs for clean-out and inspection purposes. A waste pipe and blow-down valve, with a diameter of at least half the diameter of the connecting pipes from the boiler to the column, shall

TABLEAU I — TABLE I

CHAUDIÈRES HORIZONTALES TUBULAIRES À RETOUR DE FLAMME — HORIZONTAL RETURN TUBULAR BOILERS

Dimensions recommandées pour les poutres et colonnes de suspension — Recommended sizes of suspension beams and columns

Diamètre de la chaudière "A" — Diameter of Boiler "A"	48″	54″		60″		66″		72″			78″		84″
Longueur de la chaudière "B" — Length of Boiler "B"	10′0″ 12′0″ 14′0″	12′0″	14′0″	12′0″ 14′0″	16′0″	14′0″	16′0″	14′0″	16′0″ 18′0″	20′0″	16′0″ 18′0″	20′0″	18′0″ 20′0″
Supports transversaux en acier (3 côtés) pour agencement simple — Cross channels for single setting	(2) 7″ à-to 9.8″	8″ à-to 11.5″	8″ à-to 11.5″	9″ à-to 13.4″	9″ à-to 13.4″	10″ à-to 15.3″	10″ à-to 15.3″	10″ à-to 15.3″	12″ à-to 20.7″	12″ à-to 20.7″	12″ à-to 20.7″	12″ à-to 25″	15″ à-to 33.9″
Poutres transversales pour agencement double — Cross beams for double setting	(2) 9″ à-to 21.8″	10″ à-to 25.4″	2″ à-to 31.8″	12″ à-to 31.8″	12″ à-to 40.8″	12″ à-to 40.8″	15″ à-to 42.9″	15″ à-to 42.9″	18″à -to 54.7″	18″ à-to 65″	20″ à-to 65.4″	20″ à-to 65.4″	24″ à-to 79.9″
"H" Colonnes pour agencement simple au double indifféremment. — Columns for either single or double setting	4″ à-to 13.8″	5″ à-to 18.9″		5″ à-to 18.9″		5″ à-to 18.9″		6″ à-to 20″			6″ à-to 20″		8″ à-to 32.6″

Remarque: — Les supports transversaux et les poutres transversales mentionnés sur ce tableau doivent être installés par paire.

Note: — Cross channels and cross beams referred to in this table shall be installed in pairs.

colonne d'eau, doit être ajusté à la base de la colonne. Lorsqu'il s'agit de chaudières à basse pression, on peut omettre l'installation de soupapes d'arrêt sur les raccords de la colonne d'eau, entre la chaudière et cette colonne d'eau. Des robinets de purge doivent être placés sur la base de la colonne d'eau et de l'indicateur du niveau d'eau.

Règlement 902

Lorsque le raccord supérieur a plus de 7 pieds et moins de 20 pieds à partir du plancher ou du plancher de manœuvre de la chaufferie, les indicateurs du niveau d'eau doivent être munis de tiges ou de chaînes, afin de pouvoir être opérés de ce plancher ou plancher de manœuvre; lorsque les indicateurs du niveau d'eau ont 20 pieds ou davantage à partir du plancher, ils doivent être d'un genre en pente ou de tout autre genre approuvé.

Règlement 903

Il faut prévoir des méthodes effectives et sûres, y compris un éclairage suffisant, pour permettre de voir clairement et en aucun temps quel est le niveau d'eau dans le verre de l'indicateur. Si l'inspecteur le juge nécessaire, les indicateurs de niveau d'eau tubulaires doivent être pourvus d'une protection suffisante contre les accidents.

Règlement 904

Les indicateurs de niveau d'eau doivent être munis d'adaptations approuvées et pourvues de soupapes d'obturation avec boîtes à bourrage fabriquées de façon à empêcher que le bourrage puisse obstruer l'ouverture du verre ou nuire de quelque autre manière à sa livre action.

Règlement 905

Les indicateurs de niveau d'eau du genre distant doivent être conformes à un plan approuvé et, s'ils sont utilisés, ce doit être en plus de l'équipement standard.

Règlement 906

Toute chaudière à basse ou à haute pression non-constamment surveillée pendant son opération, lorsqu'elle est chauffée au pétrole, au gaz ou mécaniquement, doit être pourvue d'un dispositif mécanique de fermeture approuvé conçu de telle façon qu'il puisse couper la source d'alimentation d'eau et d'air, afin de prévenir l'abaissement excessif du niveau d'eau; ce dispositif doit être installé de façon à ne pouvoir devenir inopérant par suite de la manipulation de quelque contrôle manuel ou appareil régulateur. La cabine de nage de ce dispositif doit être pourvue d'un drain muni d'une soupape de vidange de pas moins d'un demi-pouce.

Règlement 907

A moins d'une dispense spécialement obtenue de l'inspecteur-chef, toute chaudière tubulaire opérant à plus de 15 livres de pression au pouce carré doit être munie d'un boulon fusible.

Règlement 908

a) Lors de sa fabrication, toute chaudière de chauffage (à l'exception des chaudières verticales) doit être pourvue d'un marqueur fixé de façon permanente afin d'indiquer le plus bas niveau d'eau permis. Ce marqueur doit être placé bien en vue et conçu de telle sorte qu'aucun isolant

be fitted at the bottom of the column. In the case of low-pressure heating boilers, the valves in the water-column connections between the boiler and the water-column may be omitted. Drain-valves shall be provided on the base of the water-column and water gauge.

Rule 902

Where the top connection is above 7 feet and under 20 feet from the floor or working platform of the boiler room, water gauges shall be fitted with rods or chains, so that they may be operated from the floor or working platform and, where the water-gauge is 20 feet or more from the operating floor level, they shall be of the inclined or other approved type.

Rule 903

Safe and effective means, including adequate lighting, shall be provided to permit the water level in the gauge glass to be distinctly seen at all times. Where considered necessary by the inspector, tubular water gauges shall be encased within a suitable guard to provide against accidents.

Rule 904

Water gauges shall be provided with approved gauge fittings equipped with shut-off valves, having packing glands designed to prevent the possibility of the packing obstructing the opening in the glass or otherwise interfering with its free action.

Rule 905

Water gauges of the remote indicator type shall be of an approved design. Such water gauges, where used, shall be in addition to standard equipment.

Rule 906

Every low-pressure boiler and every high-pressure boiler not under continuous attendance during operation, when oil, gas or stoker fired, shall be equipped with an approved low water cut-out device designed to shut off the fuel feed and air supply in the event of low water, installed in such a manner that it cannot be rendered inoperative by the manipulation of any manual control or regulating apparatus. The float chamber of the low water cut-out device shall be provided with an adequately sized blow-off pipe and valve not less than ½ inch in size.

Rule 907

Every fire-tube boiler operating at a pressure of over 15 lbs. per square inch shall be provided with an approved fusible plug, unless specifically exempted by the Chief Inspector.

Rule 908

a) Every heating boiler, with the exception of a vertical boiler, shall at the time of manufacture be provided with a permanently attached marker, indicating the lowest permissible low water level. The marker shall be located in a prominent position and so designed that it will not be covered

d'épaisseur normale ne le recouvre. Il doit être installé comme suit:

1° Pour les chaudières où la rangée supérieure de tubes se trouve dans la première passe et exposée à la température initiale des gaz de la combustion, à une distance d'au moins 2 pouces au-dessus du sommet de cette rangée supérieure de tubes;

2° Pour les chaudières où la rangée supérieure de tubes se trouve dans la deuxième passe ou dans une passe plus éloignée, ainsi n'étant pas exposée à la température initiale des gaz de la combustion, pas plus bas qu'au niveau du sommet de cette rangée supérieure de tubes.

b) En aucun cas, la plus basse partie visible du verre indicateur ne doit être au-dessous du marqueur exigé en vertu du sous-paragraphe 908 (*a*).

Règlement 909

Toute chaudière de 15 C.V. ou plus, dont la pression maximum de marche excède 15 livres au pouce carré, doit être pourvue de deux sources distinctes d'approvisionnement d'eau d'alimentation lorsqu'elle porte la pression maximum permise; il n'est toutefois pas nécessaire qu'il y ait deux raccords séparés d'eau d'alimentation pour cette chaudière.

Règlement 910

On peut ne pas tenir compte des règlements de cette section qui, de toute évidence, ne s'appliquent pas aux chaudières à eau chaude; il faut cependant obtenir une règlementation de l'inspecteur-chef, s'il y a doute.

Règlement 911

a) Toute chaudière de chauffage de plus de 48 pouces de diamètre doit avoir un trou d'homme, au-dessus des tubes, et toute chaudière de chauffage de 48 pouces et moins doit être pourvue d'un trou à main de 4″ x 5″, au-dessus des tubes de chaque tête. Un trou à main peut n'être exigé que sur une tête seulement, lorsque la chaudière n'a pas plus de 6 pieds de longueur;

b) Une chaudière à jambettes doit avoir des ouvertures d'inspection à chaque angle, près de la base, placées en alternant sur les quatre côtés de la boîte à feu, chaque ouverture faisant face à une jambette différente. Une chaudière dont les jambettes ont plus de 36″ de largeur sur 60″ de longueur doit avoir six ouvertures d'inspection dans ces jambettes, dont deux dans chaque angle alternativement. Si l'on emploie des tampons à vis, ils doivent être en laiton et mesurer au moins 2 pouces pour les chaudières ayant jusqu'à 300 pieds carrés de surface de chauffe et au moins 2½ pouces pour les chaudières dont la surface de chauffe excède 300 pieds carrés;

c) Toute chaudière de chauffage doit être pourvue d'un trou d'homme ou d'un trou à main d'un diamètre convenable, au-dessous des tubes; le trou à main doit avoir au moins 4″ x 5″ sur une chaudière ayant plus de 39 pouces de diamètre. Lorsqu'il est impossible de pratiquer un trou à main de 4″ x 5″ sur la ligne centrale de la chaudière, on peut le remplacer par deux trous à main de 2¾″ x 3½″;

d) Lorsqu'il y a une tête de chambre de combustion, un ciel ou quelque autre installation du même type sur une chaudière de chauffage, il doit s'y trouver des trous à main pour en permettre l'inspection et le nettoyage;

e) Tous les diamètres mentionnés aux paragraphes "*a*" "*b*" et "*c*" sont des diamètres intérieurs.

over by lagging of normal thickness. The marker shall be located as follows:

1. For boilers where the upper row of tubes is in the first pass and exposed to primary temperature combustion gases, not lower than 2 inches above the top of the upper row of tubes;

2. For boilers where the upper row of tubes is in the second or subsequent pass and hence not exposed to primary temperature combustion gases, not lower than level with the top of the upper row of tubes.

b) The lowest visible part of the water-glass shall in no case be lower than the marker in required sub-rule 908 (*a*).

Rule 909

Every boiler having 15 horse power or more, when the working pressure exceeds 15 lbs. per square inch, shall be equipped with two separate means capable of supplying feed-water while carrying its maximum allowed pressure, but this does not necessitate two separate feed-water connections to the boiler.

Rule 910

Rules in this Division which are obviously not applicable to hot water boilers may be ignored but, where a doubt exists, a ruling shall be obtained from the Chief Inspector.

Rule 911

a) Every heating boiler over 48 inches in diameter shall be equipped with a manhole above the tubes; and every heating boiler 48 inches and under shall be equipped with a 4 inches by 5 inches handhole above the tubes, in each head. On a boiler not over 6 feet in length, a handhole shall be required in one head only;

b) In a water-leg boiler, inspection openings shall be provided near the bottom in each corner, placed alternately on the four sides of the fire-box, each facing towards a different water leg. On boilers having water legs over 36 inches wide or 60 inches long, there shall be six inspection openings in the water legs with two on each alternate corner. Where screw-plugs are used, they shall be of brass and of a minimum size of 2 inches for boilers up to 300 square feet of heating surface. For boilers larger than 300 square feet of heating surface, they shall have a mimimum size of 2½ inches.

c) Every heating boiler shall be equipped below the tubes with a manhole or adequately sized handhole. On boilers over 39 inches in diameter, such handhole shall be not less than 4 inches by 5 inches. Where a 4 inches by 5 inches handhole placed on the center line of the boiler is impracticable, two 2¾ inches by 3½ inches handholes may be used;

d) Wherever there is a combustion chamber head, crown sheet or similar construction on a heating boiler, there shall be provided adequate handholes for inspection and cleaning;

e) All diameters referred to in "*a*", "*b*" and "*c*" are inside diameters.

Règlement 912

Toutes les soupapes de sûreté et de trop-plein en usage sur des chaudières et appareils sous pression doivent être des soupapes classifiées, ayant été éprouvées et cataloguées selon les exigences du code ASME, du "National Board" ou de tout autre laboratoire reconnu et accepté par l'inspecteur-chef. L'étalonnage du rendement et le numéro d'enregistrement doivent y être correctement estampillés. Sur les plans et spécifications qu'ils soumettent pour l'enregistrement, les manufacturiers doivent mentionner la quantité et le débit des soupapes de sûreté et de trop-plein qui seront installées sur les chaudières et appareils sous pression, qu'ils fournissent ou non ces soupapes.

Rule 912

All safety and relief valves used on boilers and pressure vessles shall be rated valves tested and listed in accordance with the requirements of the ASME Codes, of the National Board or of any testing laboratory approved and accepted by the Chief Inspector. They shall be properly stamped with the rated capacity and the registration number. Manufacturers shall specify on the blue-prints or specifications submitted for registration the number and capacity of the safety and relief valves to be used for boilers and pressure vessels, irrespective of whether or not they supply these valves.

Règlement 913

Les ouvertures des trous d'homme et des trous à main, les plaques de recouvrement, les ponts et adaptations doivent être entièrement conformes aux exigences du code ASME, y compris les spécifications des matériaux employés dans leur fabrication.

Rule 913

Manhole and handhole doors, cover plates, bridges and fittings shall comply fully with the ASME Code requirements, including the specifications of material used for their construction.

Règlement 914

Chaque sortie maîtresse ou auxiliaire de vapeur d'une chaudière (excepté aux raccords de la soupape de sûreté) doit être munie d'une soupape d'arrêt attenant à la chaudière, en plus de toutes les autres soupapes d'arrêt nécessaires sur l'agencement principal ou les embranchements. Lorsque deux chaudières ou plus, supportant au-delà de 100 livres de pression au pouce carré, sont reliées à une conduite maîtresse commune, chacune doit être pourvue d'une soupape automatique d'arrêt et de retenue installée aussi près que possible de cette chaudière, en plus de la soupape d'arrêt de la chaudière qui se trouve entre la soupape d'arrêt et de retenue et le principal collecteur de vapeur. Un drain convenable doit être installé dans l'espace libre entre la soupape d'arrêt et de retenue et la soupape d'arrêt de la chaudière.

Rule 914

Each main or auxiliary steam outlet from a boiler (except at safety valve connections) shall be fitted with a stop-valve immediately at the boiler, in addition to any other stop-valves which may be required on main or branch lines. Where two or more boilers carrying over 100 lbs. per square inch are connected to a common main, each boiler shall be equipped with an approved automatic stop-and-check valve located closest to the boiler, in addition to the boiler stop-valve located between the stop-and-check valve and the main steam header. The space between the stop-and-check valve and the boiler stop-valve shall be provided with an adequate drain.

Règlement 915

Chaque chaudière doit offrir des moyens commodes de faire facilement l'inspection de toutes les parties de sa surface de chauffe, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. En l'absence de tels moyens, tout inspecteur autorisé peut exiger que le propriétaire ou l'opérateur arrête immédiatement le fonctionnement de la chaudière et en enlève toutes les enveloppes, tous les couvercles et raccords ou toutes autres obstructions qui peuvent, à son avis, l'empêcher de faire une inspection satisfaisante.

Rule 915

Every boiler shall be provided with adequate provision for easy inspection of all parts of the heating surface both internally and externally. Where such is not provided, any authorized inspector may require the owner or operator to shut down the boiler immediately and to remove any casings, cover plates, attachments or other obstructions which, in his opinion, hinder a proper inspection.

Règlement 916

Ce règlement est supprimé.

Rule 916

This rule is delated.

Règlement 917

Quand un réservoir à l'eau chaude est indirectement réchauffé au moyen d'un serpentin ou tuyau de vapeur, la pression de la vapeur employée ne doit pas excéder la pression de marche permise; ce réservoir doit être muni d'une soupape de trop-plein approuvée ayant ou moins 1 pouce de diamètre et ajustée à une pression de marche n'excédant pas la pression de marche permise du réservoir.

Rule 917

When a hot water tank is heated indirectly by means of a steam coil or pipe, the pressure of the steam used shall not exceed the safe working pressure of the hot water tank, which shall be fitted with an approved hot water relief-valve of not less than 1 inch size set to relieve at or below the safe working pressure of the tank.

Règlement 918

Lorsque la vapeur d'une chaudière de plus de 15 livres de pression au pouce carré sert au chauffage à basse pression, la pression doit être réduite au moyen d'une soupape de réduction approuvée et il doit y avoir un tube de dégagement pour suppléer à la soupape de réduction si celle-ci vient à faire défaut. Une soupape de sûreté de dimensions généreuses pour la basse pression ainsi qu'un manomètre doivent être installés sur le tuyau de la basse pression, en dedans de 10 pieds de la soupape de réduction.

Rule 918

Where steam from a boiler exceeding 15 lbs. per square inch is used for low-pressure heating, the pressure shall be reduced by an approved reducing valve. A by-pass shall be provided to allow the servicing of the reducing valve. A low-pressure safety valve of ample size and a pressure gauge shall be installed on the low-pressure line within 10 feet on the reducing valve.

Règlement 919

Toutes les portes des chaufferies doivent s'ouvrir de l'extérieur et ne pas être tenues sous clé pendant l'opération d'une ou de plusieurs chaudières, à moins que ces chaufferies ne soient pourvues de portes à coulisse avec chaînons fusibles.

Rule 919

Except where boiler rooms are provided with sliding doors equipped with fusible links, all boiler room doors shall open outwards and shall not be locked when any boiler is in operation.

Règlement 920

Des plates-formes, passerelles, échelles et escaliers, le tout muni de rampes convenables et de protecteurs contre le dérapage des pieds, doivent être installés afin de permettre l'accès et la sortie de toutes les parties importantes de la chaudière ou de son équipement auxiliaire. Le tout doit être solidément construit et à l'épreuve du feu.

Rule 920

Platforms, walkways, ladders and stairways equipped with suitable handrails and toe plates shall be installed to give access to and egress from all important parts of boilers and auxiliary equipment. They shall be of substantial fire-resistant construction.

Règlement 921

Tout réservoir à air où la soupape de sûreté n'est pas installée sur le réservoir même, mais sur un raccord muni d'une soupape de retenue entre la soupape de sûreté et le réservoir, doit être pourvu d'un boulon fusible afin de dégager la pression au cas où le réservoir deviendrait surchauffé.

Rule 921

Every air receiver where the safety valve is not installed upon the tank, but upon a connecting-line with a check-valve between the safety valve and the receiver, shall be equipped with a fusible plug to relieve the pressure in the event the tank becomes overheated by fire.

Règlement 922

L'inspecteur doit s'assurer, lors d'une inspection:

a) Par un examen sérieux, que toutes les exigences de la loi et des présents règlements ont été et sont observées concernant la chaudière ou l'appareil sous pression, ses plans et spécifications, son enregistrement, son installation, son opération et son entretien et que l'on peut sans danger opérer la chaudière, l'appareil sous pression ou l'installation;

b) Que les soupapes de sûreté sont correctement ajustées et scellées et que la pression maximum de marche permise n'est pas dépassée en opérant la chaudière, l'appareil sous pression ou l'installation;

c) Que tous les moteurs, turbines, volants, poulies et autre machinerie sont opérés à une vélocité prudente; que des protecteurs convenables sont placés partout dans l'installation où l'inspecteur les juge nécessaires; en outre, que l'opération et l'entretien de l'installation et de tout l'équipement satisfont aux exigences de la loi et des présents règlements.

Rule 922

When making an inspection, an inspector shall satisfy himself by thorough examination:

a) That all provisions of the Act and these Regulations respecting the boiler or pressure vessel and its design, registration, construction, installation, operation and maintenance have been and are being complied with and that such boiler, pressure vessel or plant may be and is being safely used;

b) That the safety valves are properly set and sealed and that the boiler, pressure vessel or plant is being operated at a working pressure which does not exceed the maximum working pressure allowed;

c) That all engines, turbines, fily-wheels, pulleys and other machinery are operated at safe speeds; that proper safeguards have been installed throughout the entire plant where, in the inspector's opinion, such are required and that the operation and maintenance of the plant and all the equipment therein meet all the requirements of the Act and these Regulations.

Règlement 923

a) Aucun régistre ne doit être installé dans la culotte de la cheminée des chaudières de chauffage à basse pression opérées manuellement, qu'elles soient à l'huile ou au gaz;

b) Les chaudières à haute pression chauffées au pétrole, au gaz ou au charbon pulvérisé doivent être pourvues, dans la région du puits de sortie

Rule 923

a) In all oil or gas fired low-pressure heating boilers manually operated, uptake dampers shall not be installed;

b) Power boilers, oil, gas or pulverized coal fired, shall have a minimum opening in the uptake damper area of not less than 5% of the total

(uptake damper area), d'une ouverture couvrant au moins 5% de la superficie totale du régistre, et ceci, à moins d'une exemption spécifique de l'inspecteur-chef.

Règlement 924

En soumettant des plans pour l'enregistrement, les manufacturiers doivent fournir tous les calculs nécessaires concernant les ouvertures reforcées, s'il doit y avoir des ouvertures de ce genre.

SECTION X

Mamomètres indicateurs de pression

Règlement 1001

Tous les manomètres en usage sur des chaudières ou des appareils sous pression soumis à l'inspection doivent être d'un modèle approuvé et dûment enregistrés par le Service; ils doivent en plus porter le nom du manufacturier ou sa marque de commerce, de même que le numéro canadien d'enregistrement.

Règlement 1002

Les demandes d'enregistrement soumises au Service, en plus de décrire méticuleusement le modèle, doivent être accompagnées d'une attestation du manufacturier à l'effet que le manomètre a subi les épreuves ci-après:

a) Qu'il a supporté, pendant six heures, une pression égale à la pression maximum indiquée sur le cadran sans que le tube jaugeur montre un écart permanent de plus de 0.5 pour cent au bout d'une heure, une fois la pression libérée;

b) Qu'il a démontré, lors des épreuves de calibrage, une précision en-dedans de 2 pour cent aux cinquièmes le plus bas et le plus élevé de l'échelle graduée et en-dedans de 1 pour cent aux trois autres cinquièmes de l'échelle.

Règlement 1003

La demande d'enregistrement d'un plan déjà soumis à l'approbation d'une autre province doit mentionner le numéro d'enregistrement antérieurement alloué à ce plan.

Règlement 1004

Le cadran du manomètre indicateur de pression doit être gradué approximativement au double de la pression à laquelle la soupape de sûreté est ajustée mais, en aucun cas, cette graduation ne doit être moindre qu'une fois et demie cette pression.

Règlement 1005

Les matériaux employés dans la fabrication de tous les manomètres doivent être suffisamment résistants pour que, dans l'usage qu'on en fera, aucune partie de ces manomètres ne puisse être sérieusement détériorée ni avoir son rendement amoindri ou sa précision affectée.

SECTION XI

Plans, construction et installation de réservoirs à eau chaude de plus de 24" de diamètre

Règlement 1101

a) Il faut qu'un plan soit enregistré pour tous les réservoirs à eau chaude de plus de 24 pouces

damper area, unless specifically exempted by the Chief Inspector.

Rule 924

When submitting designs to be registered, the manufacturers shall furnish all necessary calculations regarding the reinforced openings, should there be any such opening.

DIVISION X

Pressure Gauges

Rule 1001

All gauges used on boilers and pressure vessels subject to inspection shall be of an approved design, which has been registered with the Department, and shall bear the manufacturer's name and Canadian Registration number.

Rule 1002

Applications made to the Department for registration shall, in addition to describing the design in detail, be accompanied by the manufacturer's certification that the gauge has passed the following tests:

a) Withstood for 6 hours a pressure equal to the maximum pressure marked on the dial without the tube showing a permanent set of more than 0.5 per cent at the end of one hour, after the release of the pressure;

b) When subjected to calibration tests, showed an accuracy within 2 per cent on the lower fifth and upper fifth of the gratuated scale, and within 1 per cent on the other three-fifths of the scale.

Rule 1003

When making application for registration, if the gauge design has been previously submitted for approval to another Province, the application shall state the registration number previously alloted the design.

Rule 1004

The dial of the steam gauge shall be gratuated to approximately double the pressure at which the safety valve is set, but in no case to less than 1½ times this pressure.

Rule 1005

All gauges shall be made of such materials that the service in which they are to be used will not appreciably deteriorate any part of the gauge, decrease its efficiency or affect its accuracy.

DIVISION XI

Design, construction and installation of hot water tanks of more than 24 inches

Rule 1101

a) All hot water tanks over 24 inches in diameter shall be of registered design, with separate

de diamètre, des plans et spécifications distincts devant être fournis pour chaque diamètre et pour chaque pression;

b) Ces réservoirs peuvent être faits en matériau de qualité CSA G40 ou ASTM 283C, ou l'équivalent. Il s'agit là d'une exigence minimum;

c) Le facteur de sécurité doit être au moins de 5 et la plus basse pression prévue d'après les plans et spécifications doit être surbordonnée à la localisation des réservoirs mais elle ne doit en aucun cas être moindre que 100 livres au pouce carré;

d) Afin d'en permettre l'accès pour fins d'inspections et autres, tous les réservoirs de ce genre doivent être munis d'ouvertures sans attaches extérieures, comme suit:

1° Pour les réservoirs ayant plus de 24 pouces et jusqu'à 36 pouces inclusivement de diamètre, il faut au moins deux trous à main de 2½" x 3½" ou bien deux couvertures filetées de 2½" de diamètre, dont l'un ou l'une près de chaque bout des parois opposées du corps cylindrique de l'appareil;

2° Pour les réservoirs de plus de 36 pouces de diamètre, un trou d'homme est nécessaire;

e) L'usage de têtes bombées, sans articulations, est interdit;

f) Il ne faut pas employer de tête convexe à la pression;

g) Les réservoirs soudés ne doivent être fabriqués que par des soudeurs de pression dûment qualifiés;

h) Tous les réservoirs de plus de 30 pouces de diamètre doivent être fabriqués sous la surveillance d'un inspecteur d'usine et la pression de l'épreuve hydrostatique doit représenter une fois et demie la pression prévue aux plans et spécifications. Les réservoirs de 30 pouces et moins de diamètre peuvent être fabriqués sans inspection d'usine mais, alors, la pression de l'épreuve hydrostatique doit doubler la pression prévue aux plans et spécifications;

i) L'estampillage et le marquage doivent être conformes aux directives pour appareils sous pression non-soumis au contact du feu, qui sont données à l'article 601 des présents règlements; on peut toutefois omettre le nom du fabricant de la plaque, la température de marche et l'épaisseur des têtes et de l'enveloppe cylindrique;

j) Il faut soumettre un affidavit de manufacturier pour chaque réservoir fabriqué;

k) Lors de son installation, chaque réservoir doit muni d'une ou de plusieurs soupapes de sûreté de trop-plein officiellement étalonnées et installées de façon à ne pouvoir être isolées dudit réservoir. La soupape de trop-plein doit être de préférence installée sur une adaptation distincte ou sur le tuyau d'entrée de l'eau froide;

l) La soupape de sûreté de trop-plein doit avoir, au minimum, un pouce;

m) Lorsque le réservoir à eau chaude est chauffé par un réchauffeur distinct qui est isolé du réservoir d'entreposage par des soupapes d'arrêt, il faut installer une soupape de sûreté officiellement étalonnée sur le réchauffeur même.

Règlement 1102

Tous les réservoirs hydropneumatiques de plus de 24 pouces de diamètre, devant être installés dans un lieu public, industriel ou commercial, doivent être conformes à tous les règlements précités concernant les réservoirs à eau chaude.

drawings and specifications submitted for each diameter and pressure;

b) Such tanks may be constructed of CSA G40 or ASTM 283C plate or equivalent, as a minimum requirement;

c) The minimum design factor of safety shall be 5 and minimum design pressure shall bes subject to the particular location but in no case less than 100 lbs. per square inch;

d) All tanks shall be provided with inspection and access openings, free of all external attachments, as follows:

1. For tanks over 24 inches to 36 inches inclusively, at least two 2½ by 3½ inches handhole openings or two 2½ inches threaded openings one near each end on opposite sides of shell;

2. For tanks over 36 inches, one manhole opening.

e) Humped or dished heads without knukles shall not be used;

f) Heads convex to pressure shall not be used;

g) Welded tanks shall be constructed only by tested and qualified pressure welders;

h) All tanks over 30 inches in diameter shall be built under shop inspection and the hydrostatic test pressure shall be one and one-half times the design pressure. Tanks 30 inches and under in diameter may be built without shop inspection, in which case the hydrostatic test pressure shall be twice the design pressure;

i) Stamping and marking shall comply with that required for unfired pressure vessels, as specified at article 601 of those Regulations; however, the plate manufacturer, the working temperature and thickness of heads and shell may be omitted;

j) A manufacturer's Affidavit form shall be submitted for each tank constructed;

k) Each tank, when installed, shall be equipped with one or more officially rated safety relief-valves installed so that same cannot be isolated from the tank. The safety valves shall preferably be on a separate opening or may be on the cold water inlet-line;

l) The minimum size of safety relief-valve shall be 1 inch;

m) Where the hot water tank is heated by a jacket heater which is isolated from the storage tank by shut-off valves, a separate officially rated valve shall be installed on the jacket heater.

Rule 1102

All hydropneumatic tanks over 24 inches in diameter for installation in premises frequented by the public or used in a commercial or industrial capacity shall meet all the rules outlined above for hot water tanks.

DIVISION XII

Règlements concernant les soudeurs et les procédures en qualification de soudure

Règlement 1201

a) Toute épreuve de procédure et de travail en soudure doit être exécutée selon les spécifications fournies à la Section 9 du coce "Welding Qualifications" de l'ASME et au code de l'ASA concernant la tuyauterie sous pression;

b) L'approbation et l'enregistrement des procédures en qualification de soudure ainsi que l'épreuve des soudeurs doivent être effectués par le Service d'Inspection des Chaudières à Vapeur, en vertu de la Loi concernant les Chaudières à Vapeur et Appareils sous pression; dans le cas d'appareils régulièrement approuvés et enregistrés puis expédiés de l'étranger dans cette province, l'inspecteur-chef peut accepter les épreuves subies sous la surveillance d'un inspecteur employé par une compagnie d'assurances approuvée ou d'un détenteur d'un certificat d'inspecteur émis par le "National Board";

c) 1° Les soudeurs doivent subir une nouvelle épreuve, chaque année;

2° Lorsqu'un manufacturier est en mesure de produire une preuve radiographiée suffisante à l'effet que le soudeur est encore qualifié pour exécuter la soudure approuvée, l'épreuve annuelle peut être omise si le chef-inspecteur le juge à propos. Lorsqu'un soudeur est dispensé de passer cette épreuve annuelle, l'inspecteur-chef peut simplement lui remettre l'autorisation régulière pour une autre année;

d) Aucun manufacturier ne doit commencer la fabrication d'un objet sous pression soudé quelconque sans avoir d'abord fait approuver sa ou ses procédures et son ou ses soudeurs;

e) En complétant les formules de l'affidavit exigé par le Service, les manufacturiers doivent fournir des renseignements complets, y compris la date des dernières épreuves en soudeur et le nom de l'inspecteur ayant surveillé ces épreuves, sans quoi ils s'exposent à ce que l'appareil ne soit pas accepté par le Service. 41282-o

DIVISION XII

Rules for welding procedure qualifications and welding operators

Rule 1201

a) Every welding procedure and performance test shall conform to specifications contained in Section 9 of the "Welding Qualifications" Code of the ASME and those of the ASA Code for Pressure Piping;

b) Approval and registration of welding procedures and the testing of welders shall be performed by the Boiler Inspection Branch under the Boiler and Pressure Vessel Act, provided that for vessels properly approved and registered and shipped into a province, from outside Canada, the Chief Inspector of that province may accept tests conducted by an inspector employed by an approved insurance agency or commissioned for the purpose by the National Board;

c) 1. Welders shall be re-tested annually;

2. Where a manufacturer can produce satisfactory x'ray evidence of the continued ability of a welder to do approved welding, such re-tests may be waived at the discretion of the Chief Inspector. When such re-tests are waived, the Chief Inspector may issue the usual annual authorization to the welder concerned;

d) No manufacturer shall commence fabrication of any pressure welded object prior to having welding procedure (*s*) and operator (*s*) approved;

e) Manufacturers, when completing Manufacturers' Affidavit forms required by the department, shall give all details in the affidavit including the date of last weld tests and the name of the inspector witnessing the tests, and failure to do this may result in non-acceptance of the vessel. 41282-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1207

Québec, le 23 novembre 1955.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la sacoche dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, certaines modifications au décret numéro 1197 du 25 octobre 1951, amendé par les arrêtés en conseil numéros 889-C et 1294-A des 28 août et 15 décembre 1952, 329-G, 1228-D et 1377-G des 19 mars, 5 novembre et 23 décembre 1953, 472-E et 1066-B des 6 mai et 3 novembre 1954, 25-B et 607-E des 5 janvier et 1er juin 1955, relatif à l'industrie de la sacoche dans la province de Québec;

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1207

Quebec, November 23, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the handbag industry in the Province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree number 1197 of October 25, 1951, amended by Orders in Council numbers 889-C and 1294-A of August 28 and December 15, 1952, 329-G, 1228-D and 1377-G of March 19, November 5 and December 23, 1953, 472-E and 1066-B of May 6 and November 3, 1954, 25-B and 607-E of January 5 and June 1st, 1955, relating to the handbag industry in the Province of Quebec;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 août 1955;

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de ladite loi, le Comité paritaire de l'industrie de la sacoche de la province de Québec, a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil des modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 17 septembre 1955;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1197, soit modifié comme suit:

1° Les deux derniers alinéas de l'article IV sont remplacés par les suivants:

"*Zone 2:* Dans la zone 2, les taux minima de salaires sont les mêmes que ceux établis pour la zone I, moins 4%.

Zone 3: Dans la zone 3, les taux minima de salaires sont les mêmes que ceux établis pour la zone I, moins 7½%."

2° L'alinéa suivant est ajouté à l'article VI:

"Nonobstant les dispositions du présent article, la semaine régulière de travail dans les zones 2 et 3 est de quarante-huit (48) heures réparties en six (6) jours de huit (8) heures de travail chacun."

3° A l'article XI, les mots "aucun dessinateur ou contremaître ne peut travailler" sont remplacés par les mots "aucun employeur, dessinateur ou contremaître ne peut travailler."

4° L'article XII-A suivant est ajouté:

"XII-A. 1° *a*) Personne ne doit donner du travail pour être exécuté à domicile sur des produits, articles, ou parties d'iceux, régis par le présent décret, à toute personne déjà employée dans un établissement ou atelier manufacturier de tout autre employeur assujetti aux dispositions du présent décret.

b) Comme l'on ne doit avoir recours au travail à domicile qu'en cas d'exception ou d'urgence ou autres circonstances semblables, nul ne doit donner du travail à être fait ou exécuté à domicile sur les produits, articles, ou parties d'iceux, sous la juridiction du présent décret, à toute personne qui travaille déjà dans son propre établissement ou atelier manufacturier ou à tout travailleur à domicile qui n'est pas déjà employé dans un établissement ou atelier manufacturier d'un autre employeur, à moins que les salariés réguliers et permanents de l'employeur qui confie le travail à domicile ne soient eux-mêmes au travail pendant les heures régulières et supplémentaires permises par le présent décret. Cette disposition ne s'applique qu'aux salariés réguliers exécutant du travail de la même classification ou du même métier que celui confié aux travailleurs à domicile par ledit employeur.

2° *a*) Tout travail sur des articles, produits ou parties d'iceux assujettis au présent décret, donné à toute personne ou accepté par cette dernière pour être fait ou exécuté dans un domicile, un appartement, un logement ou une chambre dans une maison d'habitation ou des lieux utilisés à cette fin, ou dans toutes dépendances attenantes, est considéré comme du travail à domicile et sujet à toutes les dispositions de ce décret, tout particulièrement aux dispositions des articles XII et XII-A.

b) Quiconque se propose de faire exécuter par qui que ce soit du travail à domicile, dans un appartement, un ogement ou une chambre dans

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 6, 1955;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the said Act, the Parity Committee of the Handbag Industry of the Province of Quebec has petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 17, 1955;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1197, be amended as follows:

1. The last two paragraphs of section IV are replaced by the following:

"*Zone 2:* The minimum rates of wages for Zone 2 shall be 4% less than the rates for Zone I.

Zone 3: The minimum rates of wages for Zone 3 shall be 7½% less than Zone I".

2. The following paragraph is added to section VI:

"Notwithstanding the provisions of the present section, the regular work week in zones 2 and 3 consists of forty-eight (48) hours divided into six (6) days of eight (8) hours of work each."

3. In section XI, the words "no designer or foreman shall work" are replaced by the words "no employer, designer or foreman shall work".

4. The following section XII-A is added:

"XII-A 1. *a*) No one shall give work to be done or performed at home on products, or the component parts thereof, coming under the jurisdiction of this decree, to any person who is already employed in the manufacturing establishment or shop of any other employer governed by the provisions of this decree.

b) It being the intention that homework shall be resorted to only in exceptional cases of urgency or emergency of similar conditions, no one shall give work to be done or performed at home on products, or component parts thereof, coming under the jurisdiction of this decree, to any person who is already employed in his own manufacturing establishment or shop, or to any homeworkers not already employed in the mununfacturing establishment or shop of other employers, unless the regular or permanent employers of such employer giving the homework, are themselves fully employed both during regular and overtime hours permitted under the provisions of this decree. This provisions shall apply only to those regular employees performing the work of the same classification or craft as that given to the homeworkers by the said employer.

2. *a*) All work on products or component parts thereof coming under the jurisdiction of this decree which is given to or accepted by any person to be done or performed in or about a home, apartment, tenement or room in a residential establishment or premises used as such, shall be deemed to be homework and shall be subject to this decree and, without limiting the generality thereof, perticularly subject to the provisions of sections XII and XII-A.

b) Whosoever intends to give out work on products, or component parts thereof, coming under the jurisdiction of this decree, to any

une maison d'habitation ou des lieux utilisés à cette fin, ou dans toutes dépendances attenantes, sur des produits, articles ou parties d'iceux sous la juridiction du présent décret doit, avant de confier tel travail, faire parvenir par lettre recommandée au Comité paritaire de l'Industrie de la sacoche de la province de Québec un avis à cette fin. Cet avis doit faire mention des noms et adresse de tous les travailleurs à domicile à qui on doit confier du travail, du genre de travail à exécuter, du nombre d'unités à être confiées à chaque travailleur et du prix qui sera payé, soit à la pièce ou à l'heure, pour tout travail donné à chaque travailleur à domicile.

c) Nonobstant toute autre disposition du présent décret, le travailleur à domicile doit recevoir au moins les taux minima mentionnés dans les articles IV, V et VI du présent décret et on doit fixer des taux de travail à la pièce qui permettent au travailleur à domicile de se faire un salaire au moins égal à celui que donnent lesdits taux minima.

d) Nonobstant toute infraction aux dispositions du présent décret et tout particulièrement au présent article XII-A, ou à toute loi, l'employeur doit toujours verser au travailleur à domicile les salaires gagnés selon les dispositions du présent article XII-A.

e) Tout le fil doit être fourni par l'employeur et ce dernier doit aussi défrayer les frais de transport. Aucune déduction ne peut être faite du salaire du travailleur à domicile pour payer soit le fil ou les frais de transport.

f) Tout travail doit être livré et recueilli par l'employeur ou son agent. Quiconque distribue l'ouvrage à domicile au travailleur pour le compte d'une autre personne n'est pas réputé être l'employeur du travailleur à domicile mais plutôt l'agent de la personne à qui appartient la marchandise et cette dernière est réputée être l'employeur du travailleur à domicile.

g) Toutefois, tout entrepreneur, sous-entrepreneur, distributeur, agent et intermédiaire qui distribue et s'occupe du travail confié au travailleur à domicile, est conjointement et solidairement responsable avec la personne à qui appartient la marchandise, du paiement du salaire du travailleur à domicile et de la mise à exécution de toute disposition du présent décret et tout particulièrement du présent article XII-A.

h) Le Comité paritaire fournira aux employeurs les formules qu'ils doivent remplir et lui faire parvenir relativement au travail à domicile."

(Document "B" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,
41282-o Greffier du Conseil Exécutif.

person to be done or performed in or about a home, apartment, tenement or room in a residential establishment, or in premises used as such, must, prior to the giving out of the said work, notify by registered mail the Parity Committee of the Handbag Industry of the Province of Quebec. Such notice shall indicate the names and addresses of all homeworkers intented to be employed, the type of operation or work to be done, the number of units to be given out to each worker and the price to be paid, whether by piece or by hour, for all work given to each individual homeworker.

c) Notwithstanding anything contained herein or elsewhere in this decree, in no case shall the homeworker receive less than the minimum wages as provided in sections IV, V and VI of this decree, and no piecework rates shall be fixed which do not allow at least these minimum wages.

d) Notwithstanding any violations of any of the provisions of this decree, and particularly of this section XII-A and/or any law, the employer must nevertheless in all cases pay the homeworker the wages earned, as provided in this section XII-A.

e) All thread must be supplied and all transportation charges must be paid by the employer. No deduction shall be made from the pay of the homeworker either for thread or transportation charges.

f) All work must be delivered and collected by the employer or his agent. Any person who distributes work to be done at home to homeworkers for and on behalf of another person shall not be deemed to be the employer of the homeworker, but the agent of the person who owns the goods, and the latter shall be deemed to be the employer of the homeworker.

g) However, every contractor, sub-contractor, distributor, agent and intermediary who handles and distributes work given to homeworkers shall be jointly and severally responsible with the person who owns the goods, for the payment of wages to homeworkers, and for the due compliance with all the other provisions relating to homeworkers as contained in this decree, and particularly in this section XII-A.

h) The Parity Committee shall supply the employers with the forms to be filled and returned in all cases where homework is done".

(Document "B" annexed to the Order).

L. DÉSILETS,
41282-o Clerk of the Executive Council.

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, N° 6573. Dame Laurette Presseau, demanderesse, vs Armand Bergeron, défendeur.

AVIS

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause le 22 novembre 1955.

Sweetsburg, le 24 novembre 1955.

Les Procureurs de la demanderesse,
PATENAUDE & PATENAUDE.

41277-o

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 6573. Dame Laurette Presseau, plaintiff, vs Armand Bergeron, defendant.

NOTICE

An action in separation as to property has been instituted on November 22nd, 1955.

Sweetsburg, November 24th, 1955.

PATENAUDE & PATENAUDE,
Attorneys for the plaintiff.

41277-o

Avis divers

AVIS DE RACHAT PARTIEL

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE MONTEBELLO
(Comté de Papineau)

Émission de $393,000.00 à 3-4% portant la date du 1er août 1954 et échéant en séries jusqu'au 1er août 1974 (résolution en date du 6 juillet 1954).

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de Montebello, comté de Papineau, rachèteront par anticipation, au pair, le 1er février 1956, en vertu d'une clause de rachat insérée dans la résolution d'emprunt du 6 juillet 1954, et reproduite sur les obligations, les obligations suivantes de l'année ci-dessous désignée;

14 X $1,000.00 portant les numéros 375 à 388 inclusivement de l'année 1974.

Lesdites obligations deviendront dues et payables et elles seront payables et rachetées, principal et intérêt, à la date di-cessus mentionnée, en monnaie légale du Canada, avec intérêt couru jusqu'au 1er février 1956, sur présentation et remise d'icelles, avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er février 1956 attachés, au bureau de la Banque Canadienne Nationale à Montréal, à Québec, à Montebello, à Ottawa ou à Toronto, au choix du détenteur.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er février 1956.

Donné à Montebello, comté de Papineau, ce 4ème jour de novembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
41273-o J.-E.-O CARON.

(P.G. 12644-55)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 19 novembre 1955, les règlements I à XIII inclusivement de "St-Jean River Fishing Club", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 7 novembre 1955, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 21e jour de novembre 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
41274 JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 13130-55)

Règlement numéro 23
de
TRANS-CANADA CORPORATION FUND —
CORPORATION DE VALEURS TRANS-CANADA

Le règlement numéro 23 est adopté comme règlement de "Trans-Canada Corporation Fund," comme suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de onze (11) à dix-huit (18), de manière à ce que le bureau de direction de la compagnie soit formé de dix-huit (18) membres.

2° Cinq (5) directeurs constitueront le quorum pour toutes assemblées du bureau de direction.

3° Que tous règlements ou résolutions incompatibles avec le présent règlement soient annulés ou modifiés pour se conformer avec le présent règlement numéro 23.

Vraie copie.

Montréal, ce onzième jour de novembre 1955.

Le Secrétaire,
41278-o ANDRÉ CHARRON.

Miscellaneous Notices

NOTICE OF PARTIAL REDEMPTION

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF MONTEBELLO
(County of Papineau)

Issue of bonds for $393,000.00 at 3-4%, bearing date of August 1st, 1954 and maturing serially up to August 1st, 1974 (Resolution dated July 6, 1954).

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of Montebello, county of Papineau, will redeem, in anticipation, at par, on February 1st, 1956, by virtue of a redemption clause inserted in the loan resolution of July 6, 1954, and reproduced on the bonds, the following bonds hereinafter designated:

14 X $1,000.00 bearing numbers 375 to 388 inclusively of the year 1974.

The said bonds will become due and payable and they will be paid and redeemed, principal and interest, at the above mentioned date, in legal money of Canada, with interest accrued until February 1st, 1956, upon presentation and surrender of same together with, attached thereto, all interest coupons maturing after February 1st 1956, at the office of the Canadian National Bank in Montreal, Quebec, Montebello, Ottawa or in Toronto, at the holder's option.

The said bonds will cease to bear interest as from February 1st, 1956.

Given at Montebello, county of Papineau, this 4th day of November, 1955.

J.-E.-O. CARON,
41273 Secretary-Treasurer.

(A.G. 12644-55)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-Laws Nos. I to XIII inclusive of "St-Jean-River Fishing Club", as adopted at the meeting held on November 7th, 1955, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on November 19th, 1955, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary this 21st day of November, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
41274-o Under-Secretary oft he Province.

(P.G. 13130-55)

By-law number 23
of
TRANS-CANADA CORPORATION FUND —
CORPORATION DE VALEURS TRANS-CANADA

By-law number 23 is adopted as a by-law of Trans-Canada Corporation Fund, as follows:

1. The number of directors of the company is increased from eleven (11) to eighteen (18), in order that the Board of Directors of the company be composed of eighteen (18) members.

2. Five (5) directors shall constitute a quorum at all meetings of the Board of Directors.

3. That all by-laws or resolutions inconsistent herewith are hereby cancelled or modified in order to give effect to by-law number 23.

True copy.

Montreal, this eleventh day of November 1955.

ANDRÉ CHARRON,
41278 Secretary.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le seize novembre 1955, le changement de nom de l' "Association Catholique des Institutrices Rurales du district N° 3", dont la constitution en syndicat professionnel a été autorisée le 4 mai 1944, avec siège social à Amos, comté d'Abitibi-Est, en celui de "L'Association des Instituteurs et Institutrices Catholiques d'Amos", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le dix-sept novembre 1955.

Le Sous-secrétaire de la province,
41283-o JEAN BRUCHÉSI.

Montréal, Province de Québec

Avis vous est par les présentes donné que les personnes suivantes sont membres de l'Association des Chémistes Professionels de Québec.

Adhemar de Chaunac	Niagara Falls
Paul Duhaime	Montréal
Eric Peter Hersey	Lachine
Jean P. Léger	Dorion.

Novembre 26, 1955.

Le Régistraire,
ARTHUR F. WATSON.
41288-o

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le seize novembre 1955, le changement de nom de "L'Union des Artistes Lyriques et Dramatiques de Québec", dont la constitution en syndicat professionnel a été autorisée le 7 janvier 1949, avec siège social à Québec, district judiciaire de Québec, en celui de "La Société des Artistes de Québec", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le seize novembre 1955.

Le Sous-secrétaire de la province,
41293-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, conformément aux dispositions de l'article 20*a* de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la loi 11 George VI, chapitre 52, article 5, l'honorable Secrétaire de la province a décrété, le vingt-cinq novembre 1955, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "Le Syndicat National Catholique du Textile de Louiseville Inc.", dont la constitution comme tel avait été autorisée le 8 janvier 1947, avec son siège social à Louiseville, comté de Maskinongé.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Profession Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has authorized, on November sixteenth 1955, the changing of the name of "L'Association Catholique des Institutrices Rurales du district No. 3", the incorporation of which as a professional syndicate has been authorized May 4th, 1944, with head office at Amos, county of Abitibi-East, to that of "L'Association des Instituteurs et Institutrices Catholiques d'Amos", and such, pursuant to the provisions of section 7 and the following, of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162.

Given at the office of the Provincial Secretary, the seventeenth day of November 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
41283 Under secretary of the Province.

Montreal, Province of Quebec

Notice is hereby given that the following persons are members of the Association of Professional Chemists of Quebec.

Adhemar de Chaunac	Niagara Falls
Paul Duhaime	Montreal
Eric Peter Hersey	Lachine
Jean P. Léger	Dorion.

November 26th, 1955.

ARTHUR F. WATSON,
Registrar.
41288-o

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has authorized, on November sixteenth 1955, the changing of the name of "L'Union des Artistes Lyriques et Dramatiques de Québec", the incorporation of which as a professional syndicate had been authorized on January 7th, 1949, with head office at Quebec, judicial district of Quebec, to that of "La Société des Artistes de Québec", and such pursuant to the provisions of section 7 and the following of the Professional Syndicates Act, R.S.Q. 1941, chapter 162.

Given at the office of the Provincial Secretary, the sixteenth day of November 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
41293 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of section 20*a* of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added by the act II George VI, chapter 52, section 5, the Honourable the Provincial Secretary has enacted, on November twenty-fifth 1955, the termination of the corporative existence of the professional syndicate "Le Syndicat National Catholique du Textile de Louiseville Inc.", the incorporation of which was authorized on January 8th, 1947, with its head office at Louiseville, county of Maskinongé.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt-neuf novembre 1955.

Le Sous-secrétaire de la province,

41272-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 14565-51)

CANADIAN ARENA COMPANY

Règlement spécial "D"

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs et amender le règlement N° II de la compagnie.

1° Le nombre des directeurs est, par les présentes, augmenté de onze (11) à quatorze (14); et

2° Le règlement N° II est de plus amendé en rayant les mot et chiffre "onze (11)" et y substituant les mot et chiffre "quatorze (14)". Toutes les vacances au bureau de direction résultant de la mise en vigueur du règlement spécial "D" peuvent être comblées de temps à autre par une résolution du bureau de direction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires de la compagnie.

Je, le soussigné Secrétaire de la compagnie "Canadian Arena Company", certifie, par les présentes, sous le sceau de la compagnie que le précédent règlement spécial "D" a été dûment décrété par les directeurs de la compagnie et a été approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée pour considérer ce règlement et tenue le quatorzième jour de novembre 1955.

Montréal, le 14 novembre 1955.

(Sceau)

Le Secrétaire,

41307 P. M. RAYMOND.

Given at the office of the Provincial Secretary, November twenty-ninth, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,

41272 Under Secretary of the Province,

(A.G. 14565-51)

CANADIAN ARENA COMPANY

Special By-law "D"

A By-law to increase the number of Directors and to amend By-law No. II of the Company.

1. The number of Directors is hereby increased from eleven (11) to fourteen (14); and

2. By-law No. II is further amended by deleting the word and figure "Eleven (11)" and inserting the word and figure "Fourteen (14)". Any vacancies on the Board resulting from Special By-law "D" becoming effective may be filled from time to time by resolution of the Board of Directors until the next annual meeting of shareholders of the company.

I, the undersigned, Secretary of "Canadian Arena Company", hereby certify under the seal of the company that the foregoing Special By-law "D" has been duly enacted by the Company's Directors and has been approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a Special General Meeting called for considering that By-law and held on the fourteenth day of November, 1955.

Montreal November 14th, 1955.

(Seal)

P. M. RAYMOND,

41307-o Secretary.

AVIS DE RACHAT PARTIEL

VILLE DE LOUISEVILLE
(Comté de Maskinongé)

Émission de $130,000 à 4% 1953-62 et 4¼% 1963-72 portant la date de 2 juillet 1952 et échéant en série jusqu'au 2 juillet 1972 (règlements Nos 243-241).

Avis public est par les présentes donné que la ville de Louiseville, comté de Maskinongé, rachètera par anticipation au pair, le 2 janvier 1956, en vertu d'une clause de rachat insérée dans le règlement N° 243, et reproduite sur les obligations, les $32,500 d'obligations suivantes du règlement N° 243 sur l'émission d'obligations ci-dessus désignée et émises conformément aux dits règlements Nos 243 et 241:

2 juillet 1958 — $6,500 — 1x$500 N° D-3; et 6x$1,000 Nos M-50, 51, 52, 53 54 et 55;

2 juillet 1959 — $8,000 — 8x$1,000 Nos M-59, 60, 61, 62, 63, 64, 65 et 66;

2 juillet 1960 — $9,000 — 9x$1,000 Nos M-69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, et 77;

2 juillet 1961 — $9,000 — 9 x$1,000 Nos M-80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87 et 88.

Lesdites obligations deviendront dues et payables et elles seront payable et rachetées, principal et intérêt, à la date ci-dessus mentionnée, en monnaie légale du Canada, avec intérêt couru jusqu'au 2 janvier 1956, sur présentation et remise d'icelles, avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 2 janvier 1956 attachés, au bureau de la Banque Canadienne Nationale à Montréal, à Québec ou à Louiseville, au choix du détenteur.

NOTICE OF PARTIAL REDEMPTION

TOWN OF LOUISEVILLE
(County of Maskinongé)

Issue of bonds for $130,000 at 4%, 1953-62 and 4¼%, 1963-72 bearing date July 2nd, 1952 and maturing serially to July 2nd, 1972 (By-laws 243-241).

Public notice is hereby given that the town of Louiseville, county of Maskinongé, will redeem, in anticipation, at par, on January 2nd, 1956, by virtue of a clause inserted in by-law No. 243, and reproduced on the bonds, the following $32,500 bonds of by-law No. 243 of the bond issue hereinabove designated and issued pursuant to the said by-laws 243 and 241;

July 2nd, 1958 — $6,500 — 1x$500 No. D-3; and 6x$1,000 Nos M-50, 51, 52, 53, 54 and 55;

July 2nd, 1959 — $8,000 — 8x$1,000 Nos. M-59, 60, 61, 62, 63, 64, 65 and 66;

July 2nd, 1960 — $9,000 — 9x$1,000 Nos. M-69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76 and 77;

July 2nd, 1961 — $9,000 — 9x$1,000 Nos. M-80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87 and 88.

The said bonds will be come due and payable and they will be paid and redeemed, principal and interest, at the above mentioned rate, in legal money of Canada, with interest accrued until Junuary 2nd, 1956, upon presentation and surrender of same, together with, attached thereto, all interest coupons maturing after January 2nd, 1956, at the office of the Canadian National Bank, at Montreal, Quebec or at Louiseville, at the holder's option.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 2 janvier 1956.

Donné à Louiseville, comté de Maskinongé, ce 29 novembre 1955.

Le Greffier,
41309-o RÉMI PAUL, avocat.

AVIS DE RACHAT PARTIEL

VILLE DE LOUISEVILLE
(Comté de Maskinongé)

Émission de $245,000 à 3% 1955-64 et 3½% 1965-69 portant la date du 2 janvier 1955 et échéant en séries du 2 juillet 1955 au 2 juillet 1969 (règlements Nos 243 et 250).

Avis public est par les présentes donné que la ville de Louiseville, comté de Masknongé, rachètera par anticipation, au pair, le 2 janvier 1956, en vertu d'une clause de rachat insérée dans le règlement N° 243, et reproduite sur les obligations, les $28,000 d'obligations suivantes du règlement No. 243 sur l'émission d'obligations ci-dessus désignée et émises conformément aux dits règlements Nos 243 et 250:

2 juillet 1958 — $5,000 — 5x$1,000 Nos M-32, 33, 34, 35 et 36;
2 juillet 1959 — $6,000 — 6x$1,000 Nos M-41, 42, 43, 44, 45 et 46;
2 juillet 1960 — $5,500 — 1x$500 N° D-1; et 5x$1,000 Nos 51, 52, 53, 54 et 55;
2 juillet 1961 — $6,500 — 1x$500 N° D-2; et 6x$1,000 Nos M-60, 61, 62, 63, 64 et 65;
2 juillet 1962 — $5,000 — 5x$1,000 Nos M-71, 72, 73, 74 et 75.

Lesdites obligations deviendront dues et payables et elles seront payables et rachetées, principal et intérêt à la date ci-dessus mentionnée, en monnaie légale du Canada, avec intérêt couru jusqu'au 2 janvier 1956, sur présentation et remise d'icelles, avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 2 janvier 1956 attachés, au bureau de la Banque Canadienne Nationale à Montréal, à Québec ou à Louiseville, au choix du détenteur.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 2 janvier 1956.

Donné à Louiseville, comté de Maskinongé, ce 29 novembre 1955.

Le Greffier,
41309-o RÉMI PAUL, avocat.

AVIS DE RACHAT PARTIEL

VILLE DE LOUISEVILLE
(Comté de Maskinongé)

Émission de $25,000 à 4% portant la date du 2 janvier 1954 et échéant en séries du 2 juillet 1955 jusu'au 2 juillet 1962 (règlement N° 243).

Avis public est par les présentes donné que la ville de Louiseville, comté de Maskinongé, rachètera par anticipation, au pair, le 2 janvier 1956, en vertu d'une clause de rachat insérée dans le règlement N° 243, et reproduite sur les obligations, les $17,000 d'obligations suivantes du règlement N° 243 sur l'émission d'obligations ci-dessus désignée et émises conformément audit règlement N° 243:

2 juillet 1958 — $3,000 — 3x$1,000 Nos M-8, 9 et 10;
2 juillet 1959 — $3,000 — 3x$1,000 Nos M-11, 12 et 13;
2 juillet 1960 — $3,500 — 1x$500 N° D-3; et 3x$1000 Nos M-14, 15 et 16;

The said bonds will cease to bear interest from and after January 2nd, 1956.

Given at Louiseville, county of Maskinongé, this 29th day of November, 1955.

RÉMI PAUL, advocate,
41309 Town Clerk.

NOTICE OF PARTIAL REDEMPTION

TOWN OF LOUISEVILLE
(County of Maskinongé)

Issue of bonds for $245,000 at 3% 1955-64 and 3½, 1965-69, bearing date January 2nd 1955 and maturing serially from July 2nd 1955 to July 2nd, 1969 (by-laws Nos. 243 and 250).

Public notice is hereby that the town of Louiseville, county of Maskinongé, will redeem, in anticipation, at par, on January 2nd, 1956, by virtue of a clause inserted in by-law No. 243, and reproduced on the bonds, the following $28,000 bonds of by-law No. 243 of the bond issue hereinabove designated and issued pursuant to the said by-laws Nos. 243 and 250:

July 2nd, 1958 — $5,000 — 5x$1,000 Nos M-32, 33, 34, 35 and 36;
July 2nd, 1959 — $6,000 — 6x$1,000, Nos. M-41, 42, 43, 44, 45 and 46;
July 2nd, 1960 — $5,500 — 1x$500 No. D-1; and 5x$1,000 Nos. 51, 52, 53, 54 and 55;
July 2nd, 1961 — $6,500 — 1x$500 No. D-2; and 6x$1,000 Nos. M-60, 61, 62, 63, 64 and 65;
July 2nd, 1962 — $5,000 — 5x$1,000 Nos. M-71, 72, 73, 74 and 75.

The said bonds will become due and payable and they will be paid and redeemed principal and interest, at the above mentioned rate, in legal money of Canada, with interest accrued until January 2nd, 1956, upon presentation and surrender of same together with, attached thereto, all interest coupons maturing after January 2nd, 1956 at the office of the Canadian National Bank at Montreal, Quebec or at Louiseville, at the holder's option.

The said bonds will cease to bear interest from and after January 2nd, 1956.

Given at Louiseville, county of Maskinongé, this 29th day of November, 1955.

RÉMI PAUL, advocate,
41309 Town Clerk.

NOTICE OF PARTIAL REDEMPTION

TOWN OF LOUISEVILLE
(County of Maskinongé)

Issue of bonds for $25,000 at 4% bearing date January 2nd, 1954 and maturing serially from July 2nd, 1955 to July 2nd, 1962 (by-law No. 243).

Public notice is hereby given that the town of Louiseville, county of Maskinongé, will redeem, in anticipation, at par, on January 2nd, 1956, by virtue of a clause inserted in by-law No. 243, and reproduced on the bonds, the following $17,000 bonds of by-law No. 243 of the bond issue hereinabove designated and issued pursuant to the said by-law No. 243:

July 2nd, 1958 — $3,000 — 3x$1,000 Nos. M-8, 9 and 10;
July 2nd, 1959 — $3,000 — 3x$1,000 Nos. M-11, 12 and 13;
July 2nd, 1960 — $3,500 — 1x$500 No. D-3; and 3x$1,000 Nos. M-14, 15 and 16;

2 juillet 1961 — $3,500 — 1x$500 N° D-4; et 3x $1,000 Nos M-17, 18 et 19;

2 juillet 1062 — $4,000 — 4x$1,000 Nos M-20, 21, 22 et 23.

Lesdites obligations deviendront dues et payables et elles seront payables et rachetées, principal et intérêt, à la date ci-dessus mentionnée, en monnaie légale du Canada, avec intérêt couru jusqu'au 2 juillet 1956, sur présentation et remise d'icelles, avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 2 janvier 1956 attachés, au bureau de la Banque Canadienne National à Montréal, à Québec, ou à Louiseville, au choix du détenteur.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 2 janvier 1956.

Donné à Louiseville, comté de Maskinongé, ce 29 novembre 1955.

Le Greffier,
41309-o RÉMI PAUL, avocat.

July 2nd, 1961 — $3,500 — 1x$500 No. D-4; and 3x$1,000 Nos. M-17, 18 and 19;

July 2nd, 1962 — $4,000 — 4x$1,000 Nos. M-20, 21, 22 and 23.

The said bonds will become due and payable and they will be paid and redeemed, principal and interest, at the above mentioned date, in legal money of Canada, with interest accrued until January 2nd, 1956, upon presentation and surrender of same, together with, attached thereto, all interest coupons maturing after January 2nd, 1956, at the office of the Canadian National Bank, at Montreal, Quebec or at Louiseville, at the holder's option.

The said bonds will cease to bear interest from and after January 2nd, 1956.

Given at Louiseville, county of Maskinongé, this 29th day of November, 1955.

RÉMI PAUL, advocate,
41309 Town Clerk.

Chartes — Abandon de

AVIS LÉGAL

BECK SHOE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Beck Shoe Inc. se propose de demander au Procureur général de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 16 novembre 1955.

(Sceau) BECK SHOE INC.,
41275 Par: P. R. SEGALL.

Avis vous est par la présente donné par Les Marchands de l'Ouest Incorporée, une compagnie incorporée conformément à la partie I de la Loi des compagnies de Québec, qu'ils présenteront une requête pour l'abandon de leur charte.

Montréal, 27 octobre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
41279-o (Signé) JEANNE DUPONT.

CHIDDINGSTONE COMPANY LTD.

Avis est par les présentes donné que "Chiddingstone Company Ltd,". une corporation constituée sous la Loi des compagnies de Québec et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour permission de renoncer à sa charte sous les provisions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 2e jour de novembre, 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
41287-o T. G. DOWNIE.

METROPOLITAN ENTERPRISES LTD.

Avis est par les présentes donné que "Metropolitan Enterprises Ltd.", corporation constituée en vertu de la Loi des Compagnies du Québec et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur-général de la province de Québec dans le but d'abandonner la charte de ladite compagnie.

Daté à Montréal, ce 14e jour de novembre 1955.

Le Secrétaire,
41299-o PAUL GALT MICHAUD.

Charters — Surrender of

LEGAL NOTICE

BECK SHOE INC.

Notice is hereby given that Beck Shoe Inc. intends to make application to the Attorney-General of the Province of Quebec for permission to surrender its charter as and from such date as it may please the Attorney-General to fix.

Montreal, November 16th, 1955.

(Seal) BECK SHOE INC.,
41275-o Per: P. R. SEGALL.

Notice is hereby given by the "Marchands de l'Ouest Incorporée", a company incorporated pursuant to Part I of the Quebec Companies' Act, that they will present a petition for the surrender of their charter.

Montreal, October 27th, 1955.

(signed) JEANNE DUPONT,
41279 Secretary-Treasurer.

CHIDDINGSTONE COMPANY LTD.

Notice is hereby given that "Chiddingstone Company Ltd,". a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 2nd day of November, 1955.

T. G. DOWNIE,
41287-o Secretary-Treasurer.

METROPOLITAN ENTERPRISES LTD.

Notice is hereby given that the "Metropolitan Enterprises Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 14th day of November 1955.

PAUL GALT MICHAUD,
41299-o Secretary.

Canada, Province de Québec
District de Québec

CIE DE CONSTRUCTION STE-MARIE LTÉE,
Ste-Marie, comté de Beauce, P.Q.

Avis est par les présentes donné que la "Cie de Construction Ste-Marie Ltée", corps politique constitué en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant sa principale place d'affaires à Ste-Marie, comté de Beauce, fera une requête à l'Honorable Procureur Général de la Province de Québec, pour permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Québec, ce 22e jour de novembre 1955.

Le secrétaire,
41294-o PAUL VACHON.

BEXHILL REALTIES LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Bexhill Realties Limited" constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, Québec, ce 29e jour de novembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
41300 GEORGE F. ABBOTT.

CANADIAN GIRL INC.

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Canadian Girl Inc.", donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur en Conseil pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 2 novembre 1955.

Le Secrétaire,
41308 GEO. SHEINER.

Canada, Province of Quebec
District of Quebec

CIE DE CONSTRUCTION STE-MARIE LTÉE,
St. Marie, county of Beauce, P.Q.

Notice is hereby given that the "Cie de Construction Ste-Marie Ltée", a body politic constituted as a corporation under the Quebec Companies' Act, and having its principal place of business at St. Marie, county of Beauce, shall apply to the Honourable Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the said Quebec Companies' Act.

Dated at Quebec, this 22nd day of November 1955.

PAUL VACHON,
41294 Secretary.

BEXHILL REALTIES LIMITED

Notice is hereby given that "Bexhill Realties Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, Quebec, this 29th day of November, 1955.

GEORGE F. ABBOTT,
41300-o Secretary-Treasurer.

CANADIAN GIRL INC.

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Canadian Girl Inc.", hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor in Council for acceptance of the surrender of its' Charter and its cancellation on and from the date to be fixed by him.

Montreal, November 2nd, 1955.

GEO. SHEINER,
41308-o Secretary.

Demandes à la Législature

AVIS

Avis est par les présentes donné, que la Corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes:

1° Pour confirmer et ratifier à toutes fins que de droit les ententes intervenues entre la cité du Cap-de-la-Madeleine, les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine dans le comté de Champlain et certaines industries situées dans les limites du territoire sur lequel ils ont juridiction;

2° Pour toutes autres fins.

Donné au Cap-de-la-Madeleine, ce 4ième jour de novembre 1955.

Le Procureur de la cité du Cap-de-la-Madeleine,
41117-45-4-o LÉON MÉTHOT.

Applications to Legislature

NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of the city of Cap-de-la-Madeleine and the School commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, will apply to the Parliament of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special law, for the following purposes;

1. To confirm and ratify the agreements between the city of Cap-de-la-Madeleine, the School commissioners for the said municipality of Cap-de-la-Madeleine in the county of Champlain and certain industries located in the limits of the territory in which they have jurisdiction;

2. For all other purposes.

Given at Cap-de-la-Madeleine, this day, November 4th, 1955.

LÉON MÉTHOT,
Barrister for the city of Cap-de-la-Madeleine.
41117-45-4-o

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Avis, est, par les présentes, donné que la Commission Scolaire Catholique de la cité de Longueuil fera une demande à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session pour obtenir la passation d'une loi aux fins fins d'être autorisée à payer une pension viagère à monsieur Pierre Antoine Avila Dufresne.

Québec, 4 novembre 1955.

Le Procureur de la requérante,
41119-45-4-o PHILIPPE FERLAND, C.R.

Avis est par les présentes donné que la ville de Bromptonville et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Bromptonville s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi les autorisant à fixer à $26,000.00 par année les taxes municipales et à $22,000.00 par année les taxes scolaires que la Richmond Pulp & Paper Company of Canada Ltd aura à leur payer pour une période de cinq ans.

Bromptonville, ce 3 novembre 1955.

Les Procureurs des pétitionnaires.
LEBLANC, DELORME,
41123-45-4-o BARNARD & LEBLANC.

Avis public est par les présentes donné que l'Association des Chiropraticiens de la Province de Québec Incorporée, ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, s'adressera à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi pour les fins d'obtenir la reconnaissance professionnelle des chiropraticiens dans la Province de Québec, dans les statuts de la Province, avec pouvoir de faire des règlements suivant le projet de loi soumis à la législature et la pétition nécessaire à l'obtention desdits pouvoirs; cette loi et ces règlements auront pour but de régir, dans l'intérêt public, la profession de la chiropratique dans la Province de Québec, l'admission, l'étude, la discipline et tous les objets et pouvoirs mentionnés au projet de loi.

Montréal, le 4 novembre 1955.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
COUSINEAU, LAGANIÈRE, BÉLANGER.
41124-45-4-o

Avis public est par les présentes donné que Canada Steamship Lines Limited s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi fixant, pour une période de sept ans, à compter de 1954, l'évaluation des propriétés de ladite compagnie situées à Tadoussac, comté de Saguenay, pour fins municipales, à la somme de $150,000.00 et fixant pour fins scolaires la taxe à être payée par la dite compagnie à la somme de $3000.00 par année, pendant une période de sept ans, ladite somme à payer sur lesdites propriétés en taxes générales et spéciales et ce à compter de 1954.

Québec, ce 7 novembre 1955.

Le Procureur de la requérante,
41131-45-4-o ROSS DROUIN C.R.

Avis public est par les présentes donné que dame Grace P. Hastings s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi déclarant que nonobstant les clauses du testament de feu le docteur R. C. Hastings, son

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Notice is hereby given that La Commission Scolaire Catholique de la cité de Longueuil, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, to have enacted a law authorizing it to pay a pension to Mr. Pierre Antoine Avila Dufresne.

Quebec, November 4th, 1955.

PHILIPPE FERLAND, Q.C.,
41119-45-4-o Attorney for the petitioner.

Notice is hereby given that the town of Bromptonville and the school commissioners for the municipality of Bromptonville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the adoption of an act authorizing them to fixe at $26,000.00 yearly the municipal taxes and at $22,000.00 yearly the school taxes to be paid to them by the Richmond Pulp & Paper Company of Canada Ltd for a period of five years.

Bromptonville, November 3rd, 1955.

LEBLANC, DELORME,
BARNARD & LEBLANC,
41123-45-4-o Attorneys for the petitioners.

Public notice is hereby given that the "Association des Chiropraticiens de la Province de Québec Incorporée", having its head office at Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session for the adoption of a law in order that chiropractors be recognized professionally in the Province of Quebec, and in the Statutes, with power to make regulations according to the draft bill to be submitted to the Legislature and the necessary petition for the obtaining of said powers; this law and regulations thereof shall have for object to govern, in the interest of the public, the chiropractic profession in the Province of Quebec, admission, study, discipline and all objects and powers mentioned in draft bill.

Montreal, November 4th, 1955.

COUSINEAU, LAGANIÈRE, BÉLANGER,
Attorneys for Petitioner.
41124-45-4

Notice is hereby given that Canada Steamship Lines Limited, having its head office in the City of Montreal and a place of business at Tadoussac, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain the passing of an act to fix, for a period of seven years, as from 1954, for municipal purposes, the valuation of the properties of the said company, situated at Tadoussac, county of Saguenay, at the sum of $150,000.00 and fixing for school taxation purposes the tax at $3000.00 per year, for a period of seven years, this sum to be paid on the same properties in general and special taxes and beginning in 1954.

Quebec, November 7th, 1955.

ROSS DROUIN, Q.C.,
41131-45-4-o Attorney for the Petitioner.

Public notice is hereby given that Mrs. Grace P. Hastings of the City of Sillery, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain the passing of an act stating that notwithstanding the provisions of the will of late Dr. R. C. Hastings,

époux, elle soit déclarée propriétaire des biens meubles et immeubles de la succession R. C. Hastings avec pouvoirs d'en disposer comme bon lui semblera.

Québec, ce 7 novembre 1955.

Le Procureur de la requérante,
41132-45-4-o ROSS DROUIN C.R.

Avis est par la présente donné que la Chambre de Commerce de Québec, corporation légalement constituée, s'adressera à la Législature de Québec, au cours de la prochaine session, pour l'obtention d'un projet de loi ayant pour effet de donner au Conseil de la Cité de Québec le pourvoir de répartir le coût de l'entretien des rues pendant l'hiver soit entre les propriétaires riverains de toute rue, groupes de rues, zones ou quartier, soit uniformément en chargeant le même taux dans toute la cité et en prenant comme base l'un quelconque ou une combinaison quelconque des modes de répartition suivants: soit le pied linéaire, soit le pied de surface des rues, soit l'évaluation des propriétés immobilières ou des terrains seulement.

La Chambre de Commerce de Québec, demandera également que les frais dudit projet de loi soient payés par la Corporation de la cité de Québec et que le loi ait un effet rétroactif à compter du neuvième jour de novembre 1954.

Québec, ce 24 octobre 1955.

(Sceau)

LA CHAMBRE DE COMMERCE DE QUÉBEC

Le Président,
ALPHONSE PROTEAU,
Le Directeur général,
41118-45-4-o ROGER VÉZINA.

La ville de Chapais, dans le comté d'Abitibi Est, donne avis qu'elle présentera un projet de loi à la prochaine session de la législature aux fins d'être autorisée à se porter acquéreurs d'un système de distribution d'électricité, la propriété de Opemiska Copper Mines (Québec) Limitée, et pourvoyant à l'établissement d'une commission chargée de l'exploitation de ce système.

L'Agent,
41130-45-4-o PAUL MIQUELON.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Ville de Roxboro, dans le district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, et demandera l'adoption d'une loi pour amender sa charte dans le but de faire augmenter le pouvoir d'emprunt de la Ville, de répartir le coût de l'installation d'un système d'éclairage des rues entre les propriétaires riverains suivant un taux au pied de front, de vendre une partie de rue désaffectée de permettre la construction d'une usine de pompage à une distance moindre de la ligne de division que celle prévue par les règlements de construction, de modifier le territoire de la Ville en y annexant un lot adjacent faisant partie de la Municipalité Dollard des Ormeaux.

Montréal, ce 4 novembre 1955.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BADEAUX FILION & BADEAUX.
41120-45-4-o

---

her husband, she be declared proprietor and owner of all property, moveable and immoveable, of the estate of R. C. Hastings with full authority to dispose of same as she deems fit.

Quebec, November 7th, 1955.

ROSS DROUIN, Q.C.,
41132-45-4-o Attorney for the petitioner.

Notice is hereby given that The Quebec Board of Trade, corporation legally incorporated, will apply to the Legislature of Quebec during the course of the next session, to obtain the project of an Act for the purpose of giving to the Council of the City of Quebec the power to distribute the cost for street maintenance during the winter, either among the riparian proprietors of any street, group of streets, zones or wards, either uniformly, by charging the same rates in the whole city and taking as a basis anyone, or a combination of any one of the following modes of distribution: either on the linear foot, or on the surface foot of streets, either on the valuation of immoveable properties or lands only.

The Quebec Board of Trade shall also request that the cost of the said project of an Act be paid by the Corporation of the City of Quebec and that the Act be retroactive from and after the ninth day of November, 1954.

Quebec, this 24th day of November, 1955.

(Seal)

THE QUEBEC BOARD OF TRADE,

ALPHONSE PROTEAU,
President.
ROGER VÉZINA,
41118-45-4-o General Director

The town of Chapais, in the county of Abitibi East, gives notice that it will present a bill at the coming session of the Quebec Legislature, for the purpose of being authorized to purchase an electricity distribution from Opemiska Copper Mines (Quebec) Limited and of establishing a commission to look after the operations of such distribution system.

PAUL MIQUELON,
41130-45-4-o Agent.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Roxboro, in the District of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act amending its charter for the following purposes: To increase its borrowing power; to be authorized to charge the costs of a street lighting system to owners of lots on a frontage basis; to be authorized to sell part of a disused street; to be authorized to erect a waterworks pumping station at a lesser distance of the division line than that provided for by building by-laws; to modify the boundaries of its territory by annexing an adjacent lot forming part of the Municipality of Dollard des Ormeaux.

Montreal, November the 4th, 1955.

BADEAUX FILION & BADEAUX,
Attorneys for the petitione
41120-45-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que la Corporation Municipale de la paroisse de St-Raphaël de L'Ile Bizard s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, lui accordant des pouvoirs additionnels, sur les matières suivantes: création d'une charge municipale, dont le titulaire sera appelé le surintendant; pouvoir de règlementer le zonage et la construction; pouvoir d'octroyer des sommes d'argent aux centres de loisirs; droit de faire des travaux sur requêtes des propriétaires riverains; droit de prélever une taxe de vente de 2%; et pour autres fins.

Montréal, le 8 novembre 1955.

Les Procureurs de la corporation municipale de la paroisse de St-Raphaël de l'Ile Bizard,
41144-45-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of the parish of St. Raphaël de L'Ile Bizard, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act, in order to obtain additional powers, on the following purposes: establishment of a municipal charge, whose the titular will be named superintendant; right to regulate the zoning and the construction; right to grant sums of money to recreative associations; right to make works under petitions signed by fronting proprietors; right to impose a sale tax of 2%; and for other purposes.

Montreal, November 8, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Municipal Corporation of the parish of St. Raphaël de l'Ile Bizard.
41144-45-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 9 Édouard VII, chapitre 86 et amendements, sur les matières suivantes: pour taxer suivant la superficie pour les travaux sur requêtes; donne les noms de rues par résolution du conseil; amender le règlement de zonage, par règlement, sans referendum, afin de permettre l'exploitation d'un commerce de première classe au numéro civique 180, 12ème avenue, et les commerces de deuxième classe sur la rue Piché, entre les 18ème et 19ème avenues; accorder une pension de retaite à monsieur Ernest A. Taylor; abroger l'article 3 du chapitre 61 et de loi 2 George V, l'article 13 du chapitre 57 de la loi 3 George V et l'article 7 du chapitre 56 de la loi 12 George VI; annexion de la partie sud-est du territoire de la municipalité de la Côte-de-Liesse, bornée à l'ouest par la 55ème avenue, au nord par le boulevard de la Côte-de-Liesse et à l'est par la cité de Saint-Laurent et la ville de Côte St-Luc; et pour autres fins.

Montréal, le 10 novembre 1955.

Les Procureurs de la cité de Lachine,
LACROIX, VIAU & POUPART.
41172-46-4-o

Public notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act amending its charter, the Act 9 Edward VII, chapter 86 and amendments, for the following purposes: to impose the tax according to the area for works made by petitions; to give names to streets by resolution of the council; to amend by-law of zoning, by by-law, without referendum, in order to allow the operation of a first classe business at civic number 180, 12th avenue, and the business of second class on Piché Street, between the 18th and 19th avenues; to grant a retiring pension to Mr. Ernest A. Taylor; to repeal article 3 of chapter 61 of the Act 2 George V, article 13 of chapter 57 of the Act 3 George V, and article 7 of chapter 56 of the Act 12 George VI; annexation of the South-East part of the territory of the municipality of Côte de Liesse, bounded on West side by the 55th avenue, on North side by Côte-de-Liesse Boulevard and on East side by the city of St. Laurent and the town of Côte St. Luc; and for other purposes:

Montreal, November 10th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
The attorneys for the city of Lachine.
41172-46-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que la Corporation Municipale du village de Sainte-Geneviève de Pierrefonds s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, amendant sa charte la Loi 4 Édouard VII, chapitre 69, sur les matières suivantes: création d'une charge municipale, dont le titulaire sera appelé le surintendant; pouvoir de règlementer le zonage et la construction et fixer le coût des permis de construire; pouvoir d'octroyer des sommes d'argent aux centres de loisirs; droit de faire des travaux sur requêtes des propriétaires riverains; droit de prélever une taxe de vente de 2%; percevoir la taxe d'eau des propriétaires dans le cas d'immeubles loués; fixation de l'évaluation du lot numéro 150; fixation de l'évaluation des bâtisses construites et occupées après 1954; abroger l'article 6 du chapitre 69 de la Loi 4 Édouard VII; et pour autres fins.

Montréal, le 14 novembre 1955.

Les Procureur de la corporation municipale du village de Sainte-Geneviève de Pierrefonds,
41186-46-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of the Village of Sainte-Geneviève de Pierrefonds will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act, amending its charter the Act 4 Edward VII, chapter 69, on the following purposes: establishment of a municipal charge, whose the titular will be called superintendent; right to regulate the zoning and the construction and to fix the costs of building permits; right to grant sums of money to recreative associations; right to make works under petitions signed by fronting proprietors; right to impose a sale tax of 2%; to collect the water tax from the proprietors in the case of rented properties; to fix the valuation of lot number 150; to fix the valuation of buildings constructed and occupied after 1954; to repeal article 6 of chapter 69 of the Act 4 Edward VII; and for other purposes.

Montreal, November 14, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
The Attorneys for the Municipal Corporation of the Village of Sainte-Geneviève de Pierrefonds.
41186-46-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que Régis Brunet, cultivateur de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, relative au testament de feu Aldéric Brunet, en son vivant cultivateur de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, afin de l'autoriser à vendre un immeuble décrit comme étant partie du lot numéro 237 et le lot numéro 236c du cadastre officiel de la Paroisse de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, appartenant à ladite succession.

Montréal, le 10 novembre 1955.

Les Procureurs du pétitionnaire,
LACROIX, VIAU & POUPART.

41173-46-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la cité de Shawinigan Falls, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Shawinigan Falls, pour les fins suivantes: pourvoir à la construction, l'entretien et la location de bâtisses par la cité pour des fins industrielles; à la location de locaux dans les bâtisses municipales et les parcs; à rendre applicables à la cité certaines dispositions de la loi concernant la destitution de certains officiers des Cité et Villes, chap. 235 S.R.Q. 1941; à fixer les émolutions des membres du Conseil de la cité; et pour d'autres fins.

Shawinigan Falls, le 7 novembre 1955.

Le Procureur de la cité de Shawinigan Falls,
J.-CLAUDE GUILLEMETTE.

41174-46-4-o

Canada — Province de Québec

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné, que les légataires universels en usufruit des successions de feu Lactence Bouthillette et de feue Dina Trahan et Julien Gervais, s'adresseront à la Législature Provinciale lors de sa prochaine session pour obtenir une loi les autorisant à consentir bonne et valable quittance d'une part, et déclarant Julien Gervais propriétaire absolu de certains immeubles, savoir, la partie du lot numéro 303 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Contrecœur.

Le Procureur des pétitionnaires,
41198-46-4-o CHS. M. PIUZE.

Cité de Verdun

Amendements à la Charte

Avis est par les présentes donné par la Cité de Verdun qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes: réglementer et accorder des permis pour embarcations; réglementer les motocyclettes, inspection des véhicules-moteurs; expropriations pour terrains de stationnement pour automobiles; expropriations pour fins municipales; changer les bornes de la Cité pour inclure l'Ile St-Paul; emprunter pour améliorations locales urgentes; terrains de stationnement pour entreprises commerciales; rôle d'évaluation; améliorations locales; viande chevaline.

Verdun, Québec, ce 17 novembre 1955.

L'Aviseur légal,
41199-46-4-o FRANCIS FAUTEUX.

Public notice is hereby given that Régis Brunet, farmer of Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act concerning the will of the late Aldéric Brunet, in his lifetime farmer of Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, in order to be authorized to sell an immovable described as part of lot number 237 and lot number 236c of the Official Cadastre of the parish of Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, belonging to the said estate.

Montreal, November 10th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Petitioner.

41173-46-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the city of Shawinigan Falls, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the charter of the city of Shawinigan Falls for the purposes: of acquiring, building, maintaining and leasing immoveables for industrial purposes: of leasing parts of municipal buildings; of providing for the dismissal of officers of the Council; of providing remuneration for the mayor and the aldermen.

Shawinigan Falls, November 7th 1955.

J.-CLAUDE GUILLEMETTE,
Attorney for the city of Shawinigan Falls.

41174-46-4-o

Canada — Province of Quebec

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the residuary legatees having usufruct of the estates of the late Lactence Bouthillette, Dina Trahan and Julien Gervais, shall apply to the Provincial Legislature, at its next Session, in order to obtain an Act authorizing them to consent to a good and valid quittance on one part, and declaring Lucien Gervais owner absolute of certain immoveable property, to wit: that part of lot number 303 of the official plan and book of reference of the parish of Contrecœur.

CHS. M. PIUZE,
41198-46-4 Attorney for Petitioners.

City of Verdun

Charter amendments

Notice is hereby given that the City of Verdun will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to obtain certain amendments to its charter on the following matters: regulation and license of boats; regulation of motorcycles; testing of motor vehicles; expropriations for auto parking; expropriations for municipal purposes; changing the City boundaries to include St. Paul Island; loan for urgent sewer improvements; auto parking places for commercial property; valuation roll; local improvements; horsemeat.

Verdun, November 17th, 1955.

FRANCIS FAUTEUX,
41199-46-4-o City Solicitor.

AVIS PUBLIC

Prenez avis que la Cité de Sillery, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, siègeant en Parlement, à Québec, à sa présente session, aux fins d'obtenir des amendements à sa charte ainsi que les pouvoirs additionnels suivants:

Le droit d'imposer une taxe, payable par l'acheteur, de 2% sur le prix de vente de tout immeuble; la création de tout le territoire occupé actuellement par le Yatch Club, la Plage des Foulons et les terrains de stationnement en parc et plage publics permanents; le droit de rendre applicable les dispositions de l'article 4 de la loi 14 George VI, chapitre 101, aux propriétés situées à l'est de l'usine de filfration et vis-à-vis desquelles le système d'aqueduc a été prolongé; le droit de règlementer les jours et heures pendant lesquelles l'eau de l'aqueduc pourra être employée pour arroser les gazons et remplir les piscines; le droit d'obliger tout propriétaire qui subdivise en lots à bâtir un terrain d'une superficie supérieure à deux acres à céder à la Cité, en outre de l'assiette des rues, une superficie équivalente à 5% de la superficie totale faisant l'objet de la subdivision; le droit d'emprunter sans autres formalité que l'approbation du Ministre des Affaires Municipales et de la Commission municipale de Québec, $70,000.00 pour achat de machineries et équipement de bureau, $30,000.00, pour la construction d'un nouvel incinérateur, $50,000.00. pour la construction d'un bassin d'eau claire à l'usine de filtration, $150,000.00, annuellement pendant trois ans, pour extensions d'aqueduc et d'égoût, raccordement d'iceux, et pour autres travaux se rapportant à l'usine de filtration et à l'aqueduc, $100,000.00, annuellement pendant trois ans, pour pavage, chaines de rue et trottoirs, $100,-000.00, pour achat de terrains et de maisons en vue de l'érection d'un centre civique, $200,000.00, pour la construction d'un centre civique; le droit de règlementer la reconstruction, la modification ou l'agrandissement des bâtisses existant; l'augmentation de l'indemnité du maire et des échevins pour frais de représentation.

Québec, 15 novembre 1955.

Le Procureur de la Cité de Sillery,
41197-46-4-o PHILIPPE LANCTÔT.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of Sillery will apply to the Legislature of the Province of Quebec, sitting in Parlement at Quebec, at its present session, to obtain amendments to its charter as well as the following additional powers:

The right to impose a tax, payable by the purchaser, of 2% on the sale price of all real estate; to create, from all the territory presently occupied by the Yach Club, "Plage des Foulons" and the parking grounds into a permanent public park and beach; the right to apply the provisions of section 4 of the Act 14 George VI, chapter 101, to properties situated east of the filtration plant and facing which the waterworks system has been extended; the right to regulate the days and hours during which the water from the water reservoir may be used to water lawns and fill swimming-pools; the right to oblige any property-owner who subdivides into buildings lots a plot of land of a superifical area exceeding two acres, to cede to the City, in addition to the foundation bed of the streets, an area equivalent to 5% of the total superficial area of the object to be subdivided; the right to borrow, without other formality than the approval of the Minister of Municipal Affairs and of the Quebec Municipal Commission $70,000.00, for the purchase of machinery and office equipment, $30,000.00 for the erection of a new incinerator, $50,000.00, for the construction of a basin for limpid water for the filtration plant, $150,000.00, annually during three years, for the extension of the waterworks and sewer systems, the linking up of all work in connection thereto, and for other work pertaining to the filtration plant and to the waterworks system, $100,000.00, annually, during three years, for paving, street curbs and sidewalks, $100,000.00, for the purchase of land and houses in view of the erection of a civic centre, $200,000.00, for the construction of a civic centre; the right to regulate the re-construction, modifications or enlargment of existing buildings; the increase of the indemnity for the mayor and aldermen covering cost of representation.

Quebec, November 15, 1955.

PHILIPPE LANCTÔT,
41197-46-4 Attorney for the City of Sillery.

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la ville des Sept-Iles, comté de Saguenay, s'adressera à la Législature, à sa présente session, lui demandant l'adoption d'une loi aux fins de faire disparaître l'évaluation spéciale des propriétés imposables de la Iron Ore Company of Canada dans les limites de ladite ville accordée par la Loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 102, et rendre applicables à ces propriétés les dispositions de la Loi des cités et villes et de la Loi de l'instruction publique concernant l'évaluation pour fins de taxes municipales et scolaires.

Sept-Iles, 16 novembre 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire,
41205-46-4-o Me HONORÉ DIONNE.

Public notice is hereby given that the corporation of the town of Sept-Iles, county of Saguenay, will apply to the Legislature, at its present session, praying for the adoption of an act to remove the special valuation of the assessable properties of the Iron Ore Company of Canada in the limits of the town by the Act 1-2 Elizabeth II, chapter 102, and make applicable to such immoveable properties the provisions of the Cities and Towns' Act and the Education Act respecting the valuation of properties for municipals and schools taxes.

Sept-Iles, November 16th, 1955.

HONORÉ DIONNE,
41205-46-4-o Attorney for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que la Congrégation Grecque Orthodoxe Sainte-Trinité de Montréal, corporation légalement constituée par l'acte du Parlement 16, Georges V, chapitre 99, le 26 mars 1926, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session,

Notice is hereby given that the Holy Trinity Greek Orthodox Congregation of Montreal, a corporation legally incorporated by the act of Parliament, 16 George V, chapter 99, on March 26th, 1926, will present a petition to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at

pour demander l'amendement de sa charte aux fins d'étendre ses pouvoirs et changer le nom de la corporation à celui: "Communauté Hellénique-Canadienne de l'Ile de Montréal".

Montréal, le 21 octobre 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire,
41206-46-4-o D. COULOURIDÈS.

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que "The Engineers Club of Montreal" demandera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, l'adoption d'une Loi pour amender sa charte accordée par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 27 avril 1903, et amendée par les Lois 7 Édouard VII, 2 George V et 18 George V, aux fins de:

a) Déclarer invalide et annuler le capital-actions émis auparavant par le club;

b) Considérer le club comme étant une corporation sans capital-actions;

c) Et pour d'autres fins.

Montréal, 23 novembre 1955.

Le Procureur du pétitionnaire,
41264-47-4 ALFRED M. WEST, C.R.

AVIS PUBLIC

Avis supplémentaire est, par les présentes, donné que la cité de Westmount demandera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, l'adoption d'une Loi pour amender la charte de la cité afin d'autoriser l'addition d'un échevin à son conseil municipal et prolonger à trois ans la durée de la fonction des échevins, dont deux seront élus chaque année.

Montréal, 25 octobre 1955.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
DUQUET, MacKAY, WELDON
41265-47-4 & TÉTRAULT.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la "Corporation de la Paroisse Saint-Léonard-de-Port-Maurice", s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa présente ou prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

Constituer la Municipalité en municipalité de ville sous le nom de "Ville D'Anjou", fixer la date des élections, étendre le mandat du maire et des conseillers; prévoir la confection d'un nouveau rôle d'évaluation en cas de plus-value, l'imposition de taxes spéciales sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles dans la municipalité pour la construction d'un système d'égouts et d'aqueduc, et d'une taxe de vente de 2%, autoriser l'adoption de règlements concernant le zonage, les permis de construction, la construction d'un seul édifice sur un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision, limiter la taxation du cadastre ou sur un plan de subdivision, limiter la taxation des terres en culture exploitées par le propriétaire; établir la procédure pour l'exécution et le paiement de travaux permanents; établir la propriété de certaines rues et ruelles; permettre l'encouragement des arts, l'établissement et l'organisation de centres de loisirs, fixer l'emplacement de rue sur tout terrain à subdiviser, prohiber les subdivisions de lots non conformes au plan général; forcer le

its next session, to ask the amendment of its Charter, in order to increase its powers and change the name of the corporation to that of "Hellenic-Canadian Community of the Island of Montreal".

Montreal, October 21st, 1955.

D. COULOURIDÈS,
41206-46-4-o Attorney for the petitioner.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that "The Engineers Club of Montreal" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act amending its Charter granted by letters patent issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec on 27th April 1903, and amended by the acts 7 Edward VII, 2 George V, and 18 George V, for the purpose of:

a) Declaring invalid and annulled the share capital heretofore issued by the club;

b) Declaring the club a corporation without share capital;

c) And for other matters.

Montreal, November 23rd, 1955.

ALFRED M. WEST, Q.C.,
41264-47-4-o Attorney for thepetitioner.

PUBLIC NOTICE

Additional notice is hereby given that the city of Westmount will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an act to amend the charter of the city to authorize the addition of one alderman to its Municipal Council and to lengthen the term of office of the aldermen to 3 years with two aldermen to be elected each year.

Montreal, October 25th, 1955.

DUQUET, MacKAY, WELDON
& TÉTRAULT,
41265-47-4-o Attorneys for the petifioner.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the "Corporation of the Parish of Saint-Léonard-de-Port-Maurice", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or next session, for the passing of an Act for the following purposes:

To erect the municipality into a town municipality under the name of town of D'Anjou, to fix the date of elections, to extend the mandate of the mayor and councillors; to provide for the making of a new valuation roll in cases of improvements, the imposition of special taxes of all owners or occupants of immoveables in the municipality for the construction of sewers and waterworks, and of a sales tax of 2%; to provide for the adoption of by-laws pertaining to zoning, construction permits, the construction of only one building on one distinct lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan, to limit taxation of farm lands exploited as such by the owner; to establish procedures for the execution and payment of public works; to establish the property of certain streets and lanes; to allow for the encouragement of arts, the establishment and organization of recreation centers; to fix the location of street on all land to be subdivided; to prohibit subdivisions of lots not in accordance with the general plan; to force the

visions ne concordant pas avec le plan général, obliger les propriétaires de ferme ou autres à soumettre le plan de subdivision au conseil pour lots à bâtir pour approbation, clarifier l'adjudication et la vente pour taxes foncières du 14 mars 1946; pour fixer un honoraire pour permis de construction, pour établir un fonds de roulement, pour être autorisée à faire des travaux sur requête, pour avoir le droit à la possession préalable en cas d'expropriation, pour faire ratifier les contrats d'eau et d'égouts passés avec la cité de Montréal, pour obtenir les pouvoirs nécessaires à la passation de tout contrat requis à la suite d'une ordonnance de la Régie des Services Publics, en date du 22 juillet 1955, pour obtenir le droit de fixer une compensation pour le service d'aqueduc basée sur l'étendue en front: pour faire valider le règlement N° 42 pour les services d'eau et d'aqueduc, pour obtenir le congédiement du secrétaire-trésorier suivant les prescriptions du chapitre 235 des Statuts refondus 1941, et pour autres fins.

Montréal, le 15 octobre 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire,

41285-48-4-o YVES LAURIER, C.R.

owners of building lots to submit the plan of subdivision to the council for approval; to ratify the adjudication and sales for taxes of immoveables in the Municipality of the parish of St.-Léonard-de-Port-Maurice of March 14th, 1946 by the secretary-treasurer of the country Council; to fix a fee for building permits, to establish a working-fund; to be authorized to execute permanent works upon petition; to have the right to preliminary possession in cases of expropriation, to have ratified the water and sewer contracts passed with the city of Montreal; to obtain all the necessary powers for the passing of all contracts rendered necessary by an ordinance of the Public Service Board of July 22nd 1955, to obtain the right to fix a compensation based on the frontage of immoveables for the water services, to have ratified the by-law No. 42 for the services of water and sewers; to have the secretary-treasurer removeable only according to the prescriptions of chapter 235 of the Revised Statutes of 1941, and for other purposes.

Montreal, October 15th, 1955.

YVES LAURIER, Q.C.,

41285-48-4-o Attorney for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la paroisse de St-Hubert s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente ou prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins suivantes: constituer la municipalité en municipalité de ville sous le nom de St-Hubert, fixer la date des élections, le mode d'élection du maire et des échevins, l'heure de l'ouverture et de la fermeture des bureaux de votation pour les élections municipales et pour l'approbation des règlements municipaux, la confection immédiate d'un nouveau rôle d'évaluation, l'imposition d'une taxe spéciale sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles dans la municipalité pour la construction d'un système ou d'une partie d'un système d'aqueduc ou d'égouts, de puits publics, citernes, réservoirs etc., autoriser la création d'un fonds de roulement, l'adoption de règlements concernant le zonage, les permis de construction, la construction d'un seul édifice sur un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision, l'émission de billets d'assignation dans le cas de certaines contraventions aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, limiter la taxation des terres en culture, établir la procédure pour l'exécution et le paiement de travaux permanents, établir la propriété de certaines rues, permettre l'encouragement des arts, des sciences, l'établissement et l'organisation de centres de loisirs, de jeux et de sports et pour autres fins.

Montréal, le 24 novembre 1955.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

41284-48-4-o LABELLE & LABELLE.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of the parish of St. Hubert will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or next session, for the passing of an Act for the following purposes: to erect the municipality in a town municipality under the name of St. Hubert, to fix the date of election, the form of election of the mayor and the councillors, the hours of opening and the closing of the polls for election and approval of by-laws, the immediate completion of a new valuation roll, the imposition of a special tax on all the owners or occupants of immoveables in the municipality for the construction of a system or part of a system of waterworks and sewers, public wells, cisterns reservoirs, etc., to authorize the constitution of a working fund, the adoption of by-laws concerning zoning, construction permits, the construction of only one building on one distinct lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan, the issue of notices of summons in cases of certain infractions to municipal by-laws relating to traffic and public safety, to limit taxation of farm lands, to establish procedures for the execution and payment of public works, to establish the property of certain streets, to allow encouragement of arts, science, establishment and organization or recreation, games and sports centers and for other purposes.

Montreal, November 24th, 1955.

LABELLE & LABELLE,

41284-48-4-o Attorneys for the petionner.

Avis public est, par les présentes, donné que la "ville de L'Abord-à-Plouffe", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi, aux fins suivantes: annexion du lot numéro 207*a* et de partie nord-ouest des lots numéros 208 et 211 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, à la ville de l'Abord-à-Plouffe; et pour autres fins.

Montréal, le 29 novembre 1955.

Les Procureurs de la Ville de L'Abord-à-Plouffe,

LACROIX, VIAU & POUPART.

41301-48-4-o

Public notice is hereby given that the "Town of L'Abord-à-Plouffe", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act for the following purposes: annexation of lot number 207*a* and North-West part of lots numbers 208 and 211 of the official plan and book of reference of the parish of St. Martin, to the town of L'Abord-à-Plouffe; and for other purposes.

Montreal, November 29th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,

Attorneys for the Town of L'Abord-à-Plouffe.

41301-48-4-o

Canada — Province de Québec
District de Montréal

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que "L'Association de Diététique du Québec — Quebec Dietetic Association", fera une demande à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour obtenir la passation d'une loi aux fins d'être formée en corporation avec les pouvoirs généraux quant à l'admission de ses membres, l'administration et l'usage des titres et des initiales, la détermination des contributions et autres pouvoirs ordinairement accordés aux corporations de même nature.

Le Procureur de la requérante,
41289-48-4-o PERCY FLYNN.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

NOTICE

Notice is hereby given that "Quebec Dietetic Association — L'Association de Diététique du Québec", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, to have enacted a law to constitute them in a corporation with all general powers as to the admission of its members, the granting and use of titles and initials, the determination of contributions and other powers ordinarily granted to corporations of a similar nature.

PERCY FLYNN,
41289-48-4-o Attorney for petitioner.

Département des Affaires municipale

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution en date du 2 novembre 1955 du conseil municipal de Fleuriault, comté de Rimouski, et conformément aux dispositions du Code municipal, les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de ladite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 Georges VI, chapitre 55, article 2).

Québec, le 24 novembre 1955.

YVES PRÉVOST,
41280-o Ministre des Affaires Municipales.

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES

Concernant l'érection de la ville minière de Chapais.

ERRATUM

Dans l'avis (des départements) publié dans la *Gazette officielle de Québec*, du 26 novembre 1955, à la page 3641, veuillez lire, dans la description du territoire de cette municipalité:

1° à la cinquième ligne

"d'un poteau marqué V-M", au lieu de "d'un poteau marqué V-N";

2° à la dixième ligne

"jusqu'au poteau marqué II-M", au lieu de "jusqu'au poteau marqué II-N".

Québec, le 28 novembre 1955.

Le Sous-ministre.
JEAN L. DOUCET.
41280-o

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution dated November 2nd, 1955, of the Municipal Council of Fleuriault, County of Rimouski, and pursuant to the provisions of the Munieipal Code, public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette* be made, henceforth, in the French language only.

The present notice is published in conformity with Article 131, of the Municipal Code, (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, November 24, 1955.

YVES PRÉVOST,
41280 Minister of Municipal Affairs.

DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS

Concerning the erection of the Mining town of Chapais.

ERRATUM

In the notice (of departments) published in the *Quebec Official Gazette*, of November 26th, 1955, on page 3641, kindly read, in the description of the territory of said municipality:

1. in the fifgth line

"at a post marke V-M", in lieu of "at a post marked V-N";

2. in the tenth line

"as far as a post marke II-M", in lieu of "as far as a post marked II-N".

Quebec, November 28th, 1955.

JEAN L. DOUCET,
Deputy Minister.
41280

Département de l'Agriculture
Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 83-55

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, le 29 novembre 1955, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures a.m.

Department of Agriculture
Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 83-55

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, November 29th, 1955, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J. A. Chartrand et Walter D. Lowe, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la ville de Murdochville.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans la ville de Murdochville, dans le district électoral de Gaspé-Nord;

2° Sauf les dispositions de l'article 3 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la ville de Murdochville, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 13c la chopine et 22c la pinte;

3° Nul ne peut, dans les limites de ladite ville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 12c la chopine et 21c la pinte;

4° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 76c le gallon;

5° La présente ordonnance entrera en vigueur le 10 décembre 1955.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J. A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.
Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.

41305-o

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J. A. Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, and Alphonse Savoie, secretary.

Considering the conditions of the dairy industry within the town of Murdochville.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the town of Murdochville, in the electoral district of Gaspé-North;

2. Save the provisions of article 3 hereunder, no person shall, within the limits of the town of Murdochville, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 13c per pint and 22c per quart;

3. No person shall, within the limits of said town, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to 12c per pint and 21c per quart;

4. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 76c a gallon;

5. The present Order shall come into force on December 10th, 1955.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J. A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.
Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

41305-o

Département de l'Instruction Publique

N° 552-55.

Québec, le 25 novembre 1955.

Demande est faite d'annexer le territoire de la municipalité scolaire de Manche d'Épée, dans le comté de Gaspé-Nord, à celui de Petite-Madeleine, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
41302-48-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 936-54.

Québec, le 29 novembre 1955.

ERRATUM

Dans l'avis publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, du 12 novembre 1955, à la page 3468, concernant la formation de la municipalité scolaire de Pointe-Calumet, dans le comté des Deux-Montagnes, dans la version française il faut changer les deux dernières lignes du deuxième paragraphe de manière qu'elles se lisent comme suit: "limite sud-ouest du lot numéro cent onze (111) du cadastre de la paroisse de St-Joseph-du-Lac".

Dans la version anglaise il faut changer les trois dernières lignes du deuxième paragraphe de manière qu'elles se lisent comme suit: "and on the south-west by the south-west limit of lot one hundred and eleven (111) of the cadastre of the parish of St-Joseph-du-Lac."

Le Surintendant de l'Instruction publique,
41303-o O. J. DÉSAULNIERS.

Department of Education

No. 552-55.

Quebec, November 25th, 1955.

Application is made to annex the territory of the school municipality of Manche d'Épée, in the county of Gaspé-North, to that of Petite-Madeleine, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
41302-48-2 Superintendent of Education.

No. 936-54.

Quebec, November 29th, 1955.

ERRATUM

In the notice published in the *Quebec Official Gazette* of November 12th, 1955, on page 3468, concerning the formation of the school municipality of Pointe-Calumet, in the county of Two-Mountains, in the French version, the last two lines of the second paragraph must be changed so as to read as follows: "southwest limit of lot number one hundred and eleven (111) of the cadastre of the parish of St-Joseph-du-Lac".

In the English version, the three last lines of the second paragraph must be changed so as to read as follows "and on the south-west by the south-west limit of lot one hundred and eleven (111) of the cadastre of the parish of St-Joseph-du-Lac."

O. J. DÉSAULNIERS,
41303 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg (maintenant Ville de Québec — Quartier Limoilou) division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 725-3-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 novembre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
41281-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi (village Rivière-du-Moulin) division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que le lot 20A-333 est corrigé et le lot 20A-231A est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 novembre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
41281-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Colomb de Sillery division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 199-2 à 199-4 et partie des lots 199-1 et 199-5; les lots 344-1, 199-5-A et partie du lot 200-21; les lots 199-1-2 et 340-2; les lots 341, 342, 343 et partie des lots 199, 200, 340, 344 sont annulés et remplacés par les lots 380 et 381 en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 novembre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
41281-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine-de-Longueuil (maintenant partie de la cité de Longueuil) division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 155-483 à 155-485, 155-615,155-616, une partie des lots 155-486 à 155-516, 155-604 à 155-614; les lots 155-485-1 à 155-485-3, une partie des lots 155-614-2 à 155-614-5; une partie des lots 155-608-1, 155-608-2, 155-611-1 et 155-611-2; les lots 316-118 à 316-122, partie des lots 316-123 à 316-127 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 novembre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
41281-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the parish of Charlesbourg (now town of Quebec, Limoilou ward) registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 725-3-1 is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, November the 12th, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
41281-o Deputy Minister.

NOTICE

Official cadastre of the parish of Chicoutimi (village Rivière-du-Moulin) registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lot 20A-333 is corrected and lot 20A-231A is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, November the 16th, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
41281-o Deputy Minister.

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Colomb de Sillery registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 199-2 to 199-4 and part of lots 199-1 and 199-5; lots 344-1, 199-5-A and part of lot 200-21; lots 199-1-2 and 340-2; lots 341, 342, 343 and part of lots 199, 200, 340, 344 are cancelled in and are replaced by lots 380 and 381 in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 14th, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
41281-o Deputy Minister.

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Antoine-de-Longueuil (now part of the city of Longueuil) registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 155-483 to 155-485, 155-615, 155-616, part of lot 155-486 to 155-516, 155-604 to 155-614; lot 155-485-1 to 155-485-3, part of lots 155-614-2 to 155-614-5; part of lots 155-608-1, 155-608-2, 155-611-1 and 155-611-2; lots 316-118 to 316-122, part of lots 316-123 to 316-127 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, November the 11th, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
41281-o Deputy Minister.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes au décret numéro 524 du 11 mai 1955, relatif aux travailleurs en fourrure, commerce de gros, dans la région de Montréal:

1° A l'article II (juridiction professionnelle et industrielle) que la phrase suivante soit ajoutée à la fin du 1er paragraphe:

"Le décret régit également les marchands de peaux qui donnent du travail de fourrure aux manufacturiers."

2° Que le paragraphe "*e*" de l'article VII soit biffé et remplacé par le suivant:

"Aucun travail n'est permis les dimanches et le jour de la Fête du Travail, quelque soit le salaire payé."

3° Que le paragraphe "*d*" de l'article X soit biffé et remplacé par le suivant:

"Il est interdit à un salarié travaillant déjà pour le compte d'un employeur du commerce de la fourrure assujetti au décret, d'exécuter tout travail ou quelque partie de travail du métier de la fourrure à domicile, pour le compte de toute personne, que cette personne soit un employeur professionnel, un employeur ou un client au sens de la Loi de la convention collective. Il est aussi interdit à un employeur professionnel de faire exécuter à domicile du travail de la fourrure par un salarié."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 décembre 1955. 41282-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du camionnage dans l'Ile de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 913 du 16 juin 1948 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil la modification suivante audit décret:

Le paragraphe "*a*" de l'article II sera remplacé par le suivant:

"II. *a*) *Juridiction industrielle:* Sont assujettis aux dispositions du présent décret: tous les employeurs professionnels et artisans qui détiennent un permis de la Régie des Transports en vertu du chapitre 143 des Statuts refondus de Québec 1941 et amendements, ou qui font du camionnage moyennant rémunération sans détenir un permis de ladite Régie et qui ont leur place d'affaires dans la juridiction territoriale du présent décret.

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the decree number 524 of May 11, 1955, relating to fur workers, wholesale trade, in the Montreal district:

1. In section II (Professional and industrial jurisdiction) the following sentence will be added at the end of the first subsection:

"The decree also applies to skin dealers who give fur work to manufacturers."

2. Subsection "*e*" of section VII will be deleted and replaced by the following:

"No work shall be permitted on Sundays and Labour Day, irrespective of the wages paid."

3. Subsection "*d*" of section X will be deleted and replaced by the following:

"No employee already employed by an employer of the fur trade subject to the decree shall have the right to perform any work or part thereof in the fur trade at home for any person, whether such person be a professional employer, an employer or a customer, as defined in the Collective Agreement Act, nor shall a professional employer have fur trade work executed at home by an employee."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 3, 1955. 41282-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby, gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the cartage industry in the Island of Montreal, rendered obligatory by the decree number 913 of June 16th, 1948 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the said decree:

Subsection "*a*" of section II will be replaced by the following:

"II. *a*) *Industrial jurisdiction:* Shall be subject to the provisions of this Decree: All professional employers and artisans who hold a permit from the Transportation Board, under chapter 143, R.S.Q. 1941, as amended, or who are engaged in the trucking business for payment without a permit from the said Board and who have their place of business in the territorial jurisdiction of this decree;

Sont également assujettis au présent décret, tous les employeurs professionnels qui font la livraison au moyen de camions-automobiles dont la charge nominale est de 1½ tonne ou plus et qui ont leur place d'affaires dans la juridiction territoriale du présent décret; le décret ne s'applique pas, cependant, aux employeurs qui font la livraison avec des camions-automobiles dont la charge nominale est inférieure à 1½ tonne, que cette livraison se fasse directement aux consommateurs ou autrement, ou aux employeurs professionnels dont les établissements sont régis par d'autres conventions collectives déposées par un organisme certifié par la Commission des Relations Ouvrières de la Province de Québec; de plus, les établissements déjà assujettis à d'autres décrets rendus en vertu de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements) sont soustraits de la juridiction du présent décret."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 décembre 1955. 41282-o

Shall also be covered by this decree: all professional employers who make deliveries with motor vehicle trucks having a carrying weight of one and a half (1½) ton or more and who have their place of business in the territorial jurisdiction of this decree, but it shall not cover employers that make deliveries with motor vehicle trucks of less than one and a half (1½) ton carrying capacity, whether such deliveries are made directly to the consumer or otherwise, nor shall this decree cover such professional employers whose establishments are covered or come under the jurisdiction of other collective labour Agreements validly deposited by a certified body with the Labour Relations Board of theProvince of Quebec; Furthermore, establishments already covered by other existing decrees under the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 as amended) shall be exempted from this decree."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 3rd, 1955. 41282-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'industrie des accessoires de mode dans l'Ile de Montréal, lui a présenté une requête à l'effet de modifier comme suit le décret numéro 99 du 29 janvier 1948 et amendements, relatif à l'industrie des accessoires de mode dans l'Ile de Montréal et un rayon de 10 milles de ses limites.

1° La paragraphe "*a*" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"*a*) Les salariés des métiers ci-après énumérés doivent recevoir les taux horaires minima suivants:

	l'heure
Mécanicien "bonnaz"	$1.32½
Plisseur et faiseur de patrons	1.00
Étampeur	0.60
Mécanicien de machines spéciales	0.60
Assistant plisseur	0.60
Perleur au crochet	0.55
Brodeur à la main	0.50
Employé général	0.50
Faiseur de boucles et de boutons recouverts	0.50"

2. Les paragraphes "*c*" et "*d*" suivants seront ajoutés à l'article IV:

"*c*) A compter de la mise en vigueur du présent décret d'amendement, chaque employeur doit verser à chaque salarié des métiers suivants, savoir:

"Mécaniciens de machines spéciales, Étampeurs, Plisseurs, Assistants plisseurs, Perleurs au crochets, Brodeurs à la main, employés généraux, faiseurs de boucles et de boutons recouverts, une augmentation de cinq cents ($0.05) l'heure en plus du taux actuel payé à chaque tel salarié.

Les taux payés aux salariés qualifiés ne doivent jamais être inférieurs aux taux minima établis par le présent décret."

"*d*) Il ne doit y avoir de travail à la pièce dans aucun métier si ce n'est celui du mécanicien

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby givesn notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of the Fashion Accessories Industry of the Island of Montreal has submitted to him a petition to amend as follows the decree number 99 of January 29, 1948, as amended, relating to the fashion accessories industry in the Island of Montreal and a radius of 10 miles from its limits.

1. Subsection "*a*" of section IV, will be replaced by the following:

"*a*) The employees of the trades hereinafter enumerated shall receive the following hourly minimum rates:

	per hour
Bonnaz operator	$1.32½
Pleater and Pattern Maker	1.00
Stamper	0.60
Special Machine Operator	0.60
Pleater's Assistant	0.60
Crochet Beader	0.55
Hand Embroidery worker	0.50
Floor help	0.50
Covered Button and Buckle Maker	0.50"

2. The following subsections "*c*" and "*d*" will be added to section IV:

"*c*) From the date of enforcement of the present decree of amendment, each employer shall pay to each employee employed in the following skilled crafts, to wit:

"Special Machine operators, Stampers, Pleaters, Pleaters Assistants, Crochet Beaders, Hand Embroidery Workers, Floor Help, Covered Button and Buckle Makers, an increase of five cents ($0.05) per hour, in addition to the actual hourly rates paid to each such employee.

In no case may the wage rates to skilled employees be less than minimums provided for by this decree."

"*d*) Piece work is prohibited in all crafts except in the craft of frozen handle Bonnaz operators

"Bonnaz" (manette enclanchée) affecté à la fabrication de sacoches en tissu cordé et ce dernier doit être assuré d'un taux à la pièce qui ne lui rapporte jamais moins que le taux minimum établi pour telle fonction."

3° Les paragraphes "*c*", "*d*" et "*f*" de l'article XI seront radiés et remplacés par les suivants:

"*c*) Les taux minima de salaires des apprentis employés généraux sont les suivants:

	L'heure
Le commençant reçoit	$0.37½
Après six mois	0.40
Après neuf mois	0.42½
Après douze mois	0.45
Après quinze mois	0.47½
Après dix-huit mois, temps à compter duquel ils deviennent ouvriers qualifiés dans leur métier respectif	0.50"

"*d*) L'apprenti mécanicien de machines ou l'apprenti étampeur est qualifié après deux ans et demi comme mécanicien de machines ou étampeur.

Le salaire minimum des apprentis mécaniciens de machines ou étampeurs est le suivant:

	L'heure
Le commençant reçoit	$0.37½
Après six mois	0.40
Après neuf mois	0.42½
Après douze mois	0.45
Après quinze mois	0.47½
Après dix-huit mois	0.50
Après vingt-et-un mois	0.52½
Après vingt-quatre mois	0.55
Après vingt-sept mois	0.57½
Après trente mois, temps à compter duquel ils deviennent ouvriers qualifiés dans leur métier respectif	0.60"

"*f*) Un apprenti "mécanicien bonnaz" est un salarié qui apprend à travailler sur une machine "bonnaz". Il est promu comme "mécanicien bonnaz" qualifié après trois (3) ans d'apprentissage. Un apprenti "mécanicien bonnaz" doit recevoir des augmentations de salaire comme suit:

	L'heure
Le commençant reçoit	$0.50
Après six mois	0.60
Après neuf mois	0.67
Après douze mois	0.75
Après quinze mois	0.82½
Après dix-huit mois	0.90
Après vingt-et-un mois	0.97½
Après vingt-quatre mois	1.05
Après vingt-sept mois	1.12½
Après trente mois	1.20
Après trente-trois mois	1.25

Après trente-six mois, l'apprenti est promu "mécanicien Bonnaz" au taux de $1.32½ l'heure, s'il subit avec succès l'examen de qualification devant le Comité paritaire."

4° Le dernier alinéa de l'article XV (Vacances payées) sera radié.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 décembre 1955. 41282-o

working on Cordé handbags, and in such case only under the condition that no piece work rates may be fixed which do not at least yield a rate of pay equal to the hourly minimum for such work provided herein."

3. Sub-sections "*c*", "*d*" and "*f*" of section XI will be deleted and replaced with the following:

"*c*) Minimum rates of wages for apprentice floor helpers shall be as follows:

	per hour
Beginners shall receive	$0.37½
After six months	0.40
After nine months	0.42½
After twelve months	0.45
After fifteen months	0.47½
After eighteen months, at which time they shall be graduated into their respective crafts	0.50"

"*d*) An apprentice machine operator or an apprentice stamper shall be granduated in two and a half years into the class of full skilled machine operator, or stamper.

The minimum rates of wages for apprentice machine operators or stampers shall be as follows:

	per hour
Beginners shall receive	$0.37½
After six months	0.40
After nine months	0.42½
After twelve months	0.45
After fifteen months	0.47½
After eighteen months	0.50
After twenty-one months	0.52½
After twenty-four months	0.55
After twenty-seven months	0.57½
After thirty months, at which time they shall be granduated into their respective crafts	0.60"

"*f*) An apprentice Bonnaz operator is one who is a beginner at the Bonnaz machine and shall be graduated in three (3) years into a full-skilled Bonnaz operator. An apprentice Bonnaz operator shall be increased in salary as follows:

	per hour
Beginners shall receive	$0.50
After six months	0.60
After nine months	0.67
After twelve months	0.75
After fifteen months	0.82½
After eighteen months	0.90
After twenty-one months	0.97½
After twenty-four months	1.05
After twenty-seven months	1.12½
After thirty months	1.20
After thirty-three months	1.25

After thirty-six months, such operator be graduated in the class of full-skilled bonnaz operator, at the rate of $1.32½ per hour, providing such operator passes the qualification examination before the Parity Committee."

4. The last paragraph of section XV (Vacation with pay) will be deleted.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 3rd, 1955. 41282-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de Saint-Jean et d'Iberville, établi en exécution du décret numéro 666 du 15 juin 1955, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1207 du 23 novembre 1955, section "E", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 1er avril 1956; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 666 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaire fixe et pourcentages).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 666 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré dans leur métier.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 666 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération (salaire fixe et pourcentages).

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présentera un rapport trimestriel de ses opérations financières

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of Saint-Jean and Iberville, formed under decree No. 666 of June 15, 1955, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1207 of November 23, 1955, part "E", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163, and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Gazette* to April 1st 1956; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the said decree, number 666, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards employees governed by the said decree (regular wages and percentages).

b) The artisans governed by the said decree, number 666, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for a journeyman of their trade.

c) The employees governed by the said decree, number 666, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration (regular wages and percentages).

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the Parity Committee shall be given. Professional employers shall complete and sign their reports and forward them to the Parity Committee every month.

Professional employers shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of their employees by means of a deduction from their pay.

Professional employers shall submit their monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is exigible; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employers and of the employees. The Committee may have the said report signed under oath when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give necessary information, he will be given five days notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quartely report covering its financial

au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de Saint-Jean et Iberville, pour la période se terminant le 1er avril 1956.

LE COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS-COIFFEURS DE SAINT-JEAN ET IBERVILLE
(Siège social: Saint-Jean, P.Q.)

État des recettes et des déboursés probables pour la période se terminant le 1er avril 1956.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$127.54
Artisans	99.12
Salariés	44.64
Honoraires d'examen	2.50
	$273.80
Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire	$12.50
Employés du bureau	12.50
Inspecteurs	50.00
Frais de déplacement:	
Inspecteurs	35.00
Administration	22.50
Frais légaux	40.00
Papeterie, impressions, timbres, tél. et télégrammes	15.00
Vérification des livres	25.00
Assurance et frais de cautionnement	2.50
Bureau d'examinateurs	40.00
Dépenses diverses et imprévus	18.80
	$273.80

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 décembre 1955. 41282-o

operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of Saint-Jean and Iberville for the period ending April 1st, 1956.

THE PARITY COMMITTEE OF THE BARBERS AND HAIRDRESSERS OF ST. JEAN AND IBERVILLE
(Head office: St. Jean, P.Q.)

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending April 1st, 1956.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$127.54
Artisans	99.12
Employees	44.64
Examination fees	2.50
	$273.80
Disbursements:	
Salaries:	
Secretary	$12.50
Office employees	12.50
Inspectors	50.00
Travelling expenses:	
Inspectors	35.00
Administration	22.50
Legal fees	40.00
Stationery, printing, stamps, telephone and telegrams	15.00
Auditing of books	25.00
Insurance and Fidelity Bond	2.50
Board of Examinators	40.00
Miscellaneous and unforeseen expenses	18.80
	$273.80

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 3, 1954. 41282-o

Département de la Voirie

MINISTÈRE DE LA VOIRIE

AVIS

Le ministère de la Voirie cessera à l'avenir d'entretenir les sections de routes ci-après désignées, parce qu'elles sont devenues inutiles pour la circulation:

Route N° 46, Macamic — Rouyn — Ville-Marie — Témiscamingue.

Dans la municipalité du canton de Guérin, comté de Témiscamingue:

Une section de 680 pieds au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 36-1 et 37.

Chemin Johnville-Martinville.

Dans le comté de Compton.

Dans la municipalité de Martinville:

Une section de 215 pieds au sud-ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 26B et 26A, rang XI.

Dans la municipalité du canton de Compton:

Une section de 895 pieds au sud-ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis le lot N° 26, rang X.

Department of Roads

DEPARTMENT OF ROADS

NOTICE

The Department of Roads shall cease henceforth to maintain sections of roads hereinafter described, because they have become useless for traffic purposes:

Route No. 46, Macamic — Rouyn — Ville-Marie — Témiscamingue.

In the municipality of the township of Guérin, county of Témiscamingue:

A section of 680 feet, north of the new route, on or facing lots No. 36-1 and 37.

Johnville-Martinville Road.

In the county of Compton.

In the municipality of Martinville:

A section of 215 feet, southwest of the new road, on or facing lots No. 26B and 26A, range XI.

In the municipality of the township of Compton:

A section of 895 feet, southwest of the new road, on or facing lot No. 26, range X.

Chemin Rang des Chutes.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Patrice-de-Beaurivage, comté de Lotbinière:

Une section de 1713 pieds au nord du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 277, 278, 153, 154 et 155; une section de 990 pieds au sud du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 163 à 167 inclusivement.

Québec, le 25 novembre 1955.

Le Ministre de la Voirie,
ANTONIO TALBOT.

41304-o

Rang des Chutes Road.

In the municipality of the parish of St. Patrice-de-Beaurivage, county of Lotbinière:

A section of 1713 feet, north of the new road, on or facing lots No. 277, 278, 153, 154 and 155; a section of 990 feet, south of the new road, on or facing lots No. 163 to 167 inclusive.

Quebec, November 25th, 1955.

ANTONIO TALBOT,
Ministre of Roads.

41304

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF THE LOWER ST. LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence	Collège — College
Dubé.....	Mark.....	30	Rivière-du-Loup...	Université Laval.

Rimouski, ce 28 novembre 1955 — Rimouski, November 28th, 1955.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
MAURICE TESSIER,
Secretary of the Lower St. Lawrence Bar.

41298-o

Nomination

PRÉSIDENT D'ÉLECTION

Il a plû à son Honneur, le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission Sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

Appointment

RETURNING-OFFICER

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

District électoral — Electoral district	Nom, prénoms — Name, christian names	Profession ou occupation — Profession or calling	Domicile — Domicile
Abitibi-Est.....	Allard, Léo (1).....	Commis — Clerk.....	Val d'Or.

(1) En remplacement de monsieur J.-Maurice Marcoux, démissionnaire.— In place of Mr. J. Maurice Marcoux, resigner.

Québec, le 23 novembre 1955.

Le Président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C.R.

41297-o

Quebec, November 23rd, 1955.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief Returning Officer.

41297-o

Sièges sociaux

THE GREAT WATCHICHOU COMPANY, LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "The Great Watchichou Company, Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec le trente-et-un octobre, 1955, et ayant son siège social en les cité et district de Québec, a établi son bureau à Chambre 609, 65 Ste-Anne, en les cité et district de Québec.

Head Offices

THE GREAT WATCHICHOU COMPANY, LTD.

Notice is hereby given that "The Great Watchichou Company, Ltd.", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the 31st of October, 1955 and having its head in the city and district of Quebec, has established its office at Room 609, 65 St. Anne Street, in the city and district of Quebec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la Compagnie comme étant son siège social.

Daté à Québec, en la Province de Québec, ce 7ième jour de Novembre, 1955.

THE GREAT WATCHICHOU COMPANY, LTD.

Le Président,
41276-o C. DOUGLAS JOHNSTON.

PENNBEC MINING CORPORATION
(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie Pennbec Mining Corporation, No Personal Liability, constituée en corporation par lettres patentes datées du 7 septembre 1955 et ayant son siège social à 1240 rue Drummond, en la cité de Montréal, l'a transporté à 5 est, rue St-Jacques, en ladite cité.

Montréal, 24 novembre 1955.

PENNBEC MINING CORPORATION,
(No Personal Liability)

Par le Secrétaire,
41286 JOHN McG. HOME, C.R.

Avis est donné que "Dupuis Drive-Yourself Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 5 mai 1955, et ayant son principal siège social à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au N° 3565 rue Hochelaga, Montréal, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 4e jour d'octobre 1955.

Le Président,
41295-o LIONEL DUPUIS.

Avis est donné que "Hydrotechnic Limited" constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 29 septembre 1955, et ayant son siège social à Montréal province de Québec, a établi son bureau au N° 506 est, rue Ste-Catherine, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 2e jour de Novembre 1955.

Le Président,
41296-o R. H. STOKES-REES.

Avis est donné que "Bachand & Frères Ltée", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 24 août 1955 et ayant son principal siège social à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au N° 4360 rue Papineau, Montréal, Qué.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 23e jour de novembre 1955.

Le Président,
41306-o PHILIPPE BACHAND.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Quebec, in the Province of Quebec, this Seventh day of November, 1955.

THE GREAT WATCHICHOU COMPANY, LTD.

C. DOUGLAS JOHNSTON,
41276-o President.

PENNBEC MINING CORPORATION
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that Pennbec Mining Corporation, No Personal Liability, incorporated by letters patent dated the 7th day of September, 1955 and having its head office at 1240 Drummond street, in the City of Montreal, has moved it to 5 St. James street, East, in the said City.

Montreal, November 24th, 1955.

PENNBEC MINING CORPORATION,
(No Personal Liability)

Per JOHN McG. HOME, Q.C.,
41286-o Secretary.

Notice is hereby given that "Dupuis Drive-Yourself Inc.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act on the 5th day of May, 1955, and having its head office in the Province of Quebec, at Montreal, has established its office at 3565 Hochelaga St., Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 4th day of October, 1955.

LIONEL DUPUIS,
41295-o President.

Notice is hereby given that "Hydrotechnic Limited" incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act on September 29, 1955, and having its head office in the Province of Quebec, at Montreal, has established its Office at 506 St. Catherine St. East, at Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 2nd day of November, 1955.

R. H. STOKES-REES,
41296-o President.

Notice is hereby given that "Bachand & Frères Ltée", incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act on the 24th day of August 1955, and having its head office in the province of Quebec, at Montreal, has established its office at 4360 Papineau street, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 23rd day of November, 1955.

PHILIPPE BACHAND,
41306-o President.

Soumissions

Province de Québec

—

VILLE DE COURVILLE
(Comté de Québec)

—

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, L.-P. Laplante, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 26 rue Vachon, Courville, (Québec), jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 19 décembre 1955, pour l'achat de $73,000.00 d'obligations de la ville de Courville, comté de Québec, datées du 1er décembre 1955 et remboursables par séries du 1er décembre 1956 au 1er décembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 115 — $17,000.00 — service de drainage et d'aqueduc; règlement d'emprunt N° 118 — $16,000.00 — extension du système d'aqueduc jusqu'au Kent House; et règlement d'emprunt N° 119 — $40,000.00 — service de drainage d'aqueduc et protection contre l'incendie et pavage.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $73,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1956	$2,500.00
1er décembre 1957	2,500.00
1er décembre 1958	2,500.00
1er décembre 1959	2,500.00
1er décembre 1960	2,500.00
1er décembre 1961	2,500.00
1er décembre 1962	2,500.00
1er décembre 1963	3,000.00
1er décembre 1964	4,000.00
1er décembre 1965	4,000.00
1er décembre 1966	4,000.00
1er décembre 1967	4,000.00
1er décembre 1968	4,000.00
1er décembre 1969	4,000.00
1er décembre 1970	4,500.00
1er décembre 1971	4,500.00
1er décembre 1972	4,500.00
1er décembre 1973	4,500.00
1er décembre 1974	5,000.00
1er décembre 1975	5,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal ou à Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Tenders

Province of Quebec

—

TOWN OF COURVILLE
(County of Quebec)

—

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned L.-P. Laplante, Secretary-Treasurer, City Hall, 26 Vachon Street, Courville, (Quebec), until 8 o'clock p.m., Monday, December 19, 1955, for the purchase of an issue of $73,000.00 of bonds of the town of Courville, county of Quebec, dated December 1st., 1955 and redeemable serially from December 1st, 1956 to December 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st, and December 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 115 — $17,000.00 — Waterworks and draining service; Loan By-law No. 118 — $16,000.00 — Extending of waterworks system as far as Kent House; and Loan By-law 119 — $40,000.00 — draining and waterworks service, fire protection and paving.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from January 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $73,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
December 1st, 1956	$2,500.00
December 1st, 1957	2,500.00
December 1st, 1958	2,500.00
December 1st, 1959	2,500.00
December 1st, 1960	2,500.00
December 1st, 1961	2,500.00
December 1st, 1962	2,500.00
December 1st, 1963	3,000.00
December 1st, 1964	4,000.00
December 1st, 1965	4,000.00
December 1st, 1966	4,000.00
December 1st, 1967	4,000.00
December 1st, 1968	4,000.00
December 1st, 1969	4,000.00
December 1st, 1970	4,500.00
December 1st, 1971	4,500.00
December 1st, 1972	4,500.00
December 1st, 1973	4,500.00
December 1st, 1974	5,000.00
December 1st, 1975	5,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Quebec.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal or Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued no the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 19 décembre 1955, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 26 rue Vachon, Courville, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Courville, (Comté de Québec), ce 1er décembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
L.-P. LAPLANTE.

Hôtel de Ville, 26, rue Vachon,
Courville, (Comté de Québec), P.Q. 41319-o

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, December 19, 1955, at 8 o'clock p.m., at the City Hall, 26 Vachon Street, Courville, county of Quebec.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Courville, (County of Quebec), this December 1st., 1955.

L.-P. LAPLANTE,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 26 Vachon Street,
Courville, (County of Quebec), P.Q. 41319

Province de Québec

VILLE D'ARTHABASKA

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Wilfrid Ramsay, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, C.P. 3, 56 rue Beauchesne, Arthabaska, jusqu'à 8 heures p.m., lundi le 19 décembre 1955, pour l'achat de $65,000 d'obligations de la ville d'Arthabaska, datées du 1er décembre 1955 et remboursables par séries du 1er décembre 1956 au 1er décembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 144 — $35,000 — travaux d'aqueduc et d'égouts et creusage d'un puits Layne; et règlement d'emprunt N° 148 — $30,000 — travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $65,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1956	$2,500.00
1er décembre 1957	3,000.00
1er décembre 1958	3,000.00
1er décembre 1959	3,000.00
1er décembre 1960	3,000.00
1er décembre 1961	3,000.00
1er décembre 1962	3,500.00
1er décembre 1963	4,000.00
1er décembre 1964	4,000.00
1er décembre 1965	4,000.00
1er décembre 1966	4,000.00
1er décembre 1967	4,000.00
1er décembre 1968	4,500.00
1er décembre 1969	4,500.00
1er décembre 1970	5,000.00
1er décembre 1971	2,000.00
1er décembre 1972	2,000.00
1er décembre 1973	2,000.00
1er décembre 1974	2,000.00
1er décembre 1975	2,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Arthabaska.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Arthabaska.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les

Province of Quebec

TOWN OF ARTHABASKA

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Wilfrid Ramsay, Secretary-Treasurer, City Hall, P.B. 3, 56 Beauchesne Street, Arthabaska, until 8 o'clock p.m., Monday, December 19th, 1955, for the purchase of an issue of $65,000 of bonds of the town of Arthabaska, dated December 1st., 1955 and redeemable serially from December 1st., 1956 to December 1st., 1975 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st, and December 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 144 — $35,000 — Waterworks and sewage operations, sinking of a Layne well; By-law No. 148 — $30,000 — waterworks and sewage operations.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from January 1st., 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $65,000.00 — 20 years.

Year	*Capital*
December 1st, 1956	$2,500.00
December 1st, 1957	3,000.00
December 1st, 1958	3,000.00
December 1st, 1959	3,000.00
December 1st, 1960	3,000.00
December 1st, 1961	3,000.00
December 1st, 1962	3,500.00
December 1st, 1963	4,000.00
December 1st, 1964	4,000.00
December 1st, 1965	4,000.00
December 1st, 1966	4,000.00
December 1st, 1967	4,000.00
December 1st, 1968	4,500.00
December 1st, 1969	4,500.00
December 1st, 1970	5,000.00
December 1st, 1971	2,000.00
December 1st, 1972	2,000.00
December 1st, 1973	2,000.00
December 1st, 1974	2,000.00
December 1st, 1975	2,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Arthabaska.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Arthabaska.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds

échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 19 décembre 1955, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 56 rue Beauchesne, Arthabaska.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Arthabaska, ce 1er décembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
WILFRID RAMSAY.

Hôtel de Ville, C.P. 3, 56, rue Beauchesne,
Arthabaska, P.Q. 41317-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES
POUR LA MUNICIPALITÉ
DE STE-PHILOMÈNE
(Comté de Châteauguay)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Georges Prud'homme, secrétaire-trésorier, Ste-Philomène, comté de Châteauguay, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 19 décembre 1955, pour l'achat de $126,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Philomène, comté de Châteauguay, datées du 15 novembre 1955 et remboursables par séries du 15 novembre 1956 au 15 novembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 15 mai et 15 novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 15 août 1955 — Construction d'une école de neuf classes avec résidence pour religieuses.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 15 janvier 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $126,000.00 — 20 ans

Année		*Capital*
15 novembre 1956	x	$17,000.00
15 novembre 1957	x	17,500.00
15 novembre 1958	x	18,500.00
15 novembre 1959	x	19,500.00
15 novembre 1960		2,500.00
15 novembre 1961		2,500.00
15 novembre 1962		2,500.00
15 novembre 1963		2,500.00
15 novembre 1964		3,000.00
15 novembre 1965		3,000.00
15 novembre 1966		3,000.00
15 novembre 1967		3,000.00
15 novembre 1968		3,500.00
15 novembre 1969		3,500.00
15 novembre 1970		3,500.00
15 novembre 1971		4,000.00
15 novembre 1972		4,000.00
15 novembre 1973		4,000.00
15 novembre 1974		4,500.00
15 novembre 1975		4,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $72,000.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de

to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interet accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, December 19th, 1955, at 8 o'clock p.m., at the City Hall, 56 Beauchesne Street, Arthabaska.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Arthabaska, this December 1st., 1955.

WILFRID RAMSAY,
Secretary-Treasurer.

City Hall, P.B. 3, 56 Beauchesne Street,
Arthabaska, P.Q. 41317

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS
FOR THE MUNICIPALITY
OF STE-PHILOMÈNE
(County of Châteauguay)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Georges Prud'homme, secretary-treasurer, Ste-Philomène, county of Châteauguay, until 8 o'clock p.m., Monday, December 19th, 1955, for the purchase of an issue of $126,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of Ste-Philomène, county of Châteauguay, dated November 15th, 1955 and redeemable serially from November 15th, 1956 to November 15th, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 15th, and November 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated August 15th, 1955 — Erection of a school of nine classrooms with residence for nuns.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 15th, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $126,000.00 — 20 years.

Year		*Capital*
November 15th, 1956	x	$17,000.00
November 15th, 1957	x	17,500.00
November 15th, 1958	x	18,500.00
November 15th, 1959	x	19,500.00
November 15th, 1960		2,500.00
November 15th, 1961		2,500.00
November 15th, 1962		2,500.00
November 15th, 1963		2,500.00
November 15th, 1964		3,000.00
November 15th, 1965		3,000.00
November 15th, 1966		3,000.00
November 15th, 1967		3,000.00
November 15th, 1968		3,500.00
November 15th, 1969		3,500.00
November 15th, 1970		3,500.00
November 15th, 1971		4,000.00
November 15th, 1972		4,000.00
November 15th, 1973		4,000.00
November 15th, 1974		4,500.00
November 15th, 1975		4,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $72,000.00, granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments, of $18,000.00 each from 1956

$18,000.00 chacun, de 1956 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Philomène, comté de Châteauguay.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à Ste-Martine ou à Ste-Philomène, comté de Châteauguay.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 19 décembre 1955, à 8 heures p.m., en la salle de l'école centrale, Ste-Philomène, comté de Châteauguay.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Philomène, (Comté de Châteauguay), ce 1er décembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES PRUD'HOMME.

Ste-Philomène,
(Comté de Châteauguay), P.Q. 41318-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE GIFFARD
(Comté de Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, G.-E. Girardin, secrétaire-trésorier, 37 avenue DeBlois, Giffard, comté de Québec, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 20 décembre 1955, pour l'achat de $223,500.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Giffard, comté de Québec, datées du 1er décembre 1955 et remboursables par séries du 1er décembre 1956 au 1er décembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 28 octobre 1955 — construction d'une école au Petit-Village.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $223,500.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1956.....	x$16,000.00
1er décembre 1957.....	x 17,000.00
1er décembre 1958.....	x 17,500.00
1er décembre 1959.....	x 18,500.00
1er décembre 1960.....	x 19,000.00
1er décembre 1961.....	6,500.00
1er décembre 1962.....	7,000.00

to 1959 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Philomène, county of Châteauguay.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, Ste-Martine or at Ste-Philomène, county of Châteauguay.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, December 19th, 1955, at 8 o'clock p.m. at the Central School Hall, Ste-Philomène, county of Châteauguay.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Philomène, (County of Châteauguay), December 1st, 1955.

GEORGES PRUD'HOMME,
Secretary-Treasurer.

Ste-Philomène,
(County of Châteauguay), P.Q. 41318

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF GIFFARD
(County of Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, G.-E. Girardin, Secretary-Treasurer, 37 DeBlois Avenue, Giffard, county of Quebec until 8 o'clock p.m., Tuesday, December 20, 1955, for the purchase of an issue of $223,500.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the village of Giffard, county of Quebec, dated December 1st 1955 and redeemable serially from Dec. 1st, 1956 to December 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated October 28, 1955 — erection of a school at Petit-Village.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from January 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $223,500.00 — 20 years

Year	*Capital*
December 1st, 1956.....	x$16,000.00
December 1st, 1957.....	x 17,000.00
December 1st, 1958.....	x 17,500.00
December 1st, 1959.....	x 18,500.00
December 1st, 1960.....	x 19,000.00
December 1st, 1961.....	6,500.00
December 1st, 1962.....	7,000.00

1er décembre 1963.....	7,000.00
1er décembre 1964.....	7,500.00
1er décembre 1965.....	8,000.00
1er décembre 1966.....	8,000.00
1er décembre 1967.....	8,500.00
1er décembre 1968.....	9,000.00
1er décembre 1969.....	9,500.00
1er décembre 1970.....	9,500.00
1er décembre 1971.....	10,000.00
1er décembre 1972.....	10,500.00
1er décembre 1973.....	11,000.00
1er décembre 1974.....	11,500.00
1er décembre 1975.....	12,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $67,483.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de $13,496.70 chacun, de 1956 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de ce temprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Giffard, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 20 décembre 1955, à 8 heures p.m., à l'Académie Ste-Chrétienne, Giffard, comté de Québec.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Giffard, (Comté de Québec), ce 1er décembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
G.-E. GIRARDIN.

37 avenue DeBlois, Giffard,
(Comté de Québec), P.Q. 41320-o

December 1st, 1963.....	7,000.00
December 1st, 1964.....	7,500.00
December 1st, 1965.....	8,000.00
December 1st, 1966.....	8,000.00
December 1st, 1967.....	8,500.00
December 1st, 1968.....	9,000.00
December 1st, 1969.....	9,500.00
December 1st, 1970.....	9,500.00
December 1st, 1971.....	10,000.00
December 1st, 1972.....	10,500.00
December 1st, 1973.....	11,000.00
December 1st, 1974.....	11,500.00
December 1st, 1975.....	12,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payment of a total amount of $67,483.50, granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of $13,496.70 each, from 1956 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Giffard, county of Quebec.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, December 20th, 1955, at 8 o'clock p.m. at the Ste-Chrétienne, Academy, Giffard, county of Quebec.

The School Commisssioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Giffard, (County of Quebec), December 1st, 1955.

G.-E. GIRARDIN,
Secretary-Treasurer.

37, DeBlois Avenue, Giffard,
(County of Quebec), P.Q. 41320

Province de Québec

VILLE DE MURDOCHVILLE
(Comté de Gaspé-Nord)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Gabriel Bernard, secrétaire-trésorier, Murdochville, comté de Gaspé-Nord, jusqu'à 5 heures p.m., lundi le 19 décembre 1955, pour l'achat de $28,500.00 d'obligations de la ville de Murdochville, comté de Gaspé-Nord, datées du 1er novembre 1955 et remboursables par séries du 1er novembre 1956 au 1er novembre 1960 inclusivement, avec intérêt à un taux non-inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Province of Quebec

TOWN OF MURDOCHVILLE
(County of Gaspé-North)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Gabriel Bernard, Secretary-Treasurer, Murdochville, county of Gaspé-North, until 5 o'clock p.m., Monday, December 19th, 1955, for the purchase of an issue of $28,500.00 of bonds of the town of Murdochville, county of Gaspé-North, dated November 1st, 1955 and redeemable serially from November 1st, 1956 to November 1st, 1960 invlusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st ond November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Règlement d'emprunt N° 21 — Érection d'une bâtisse.

Aux fins de l'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $28,500.00 — 5 ans.

Année	*Capital*
1er novembre 1956	$6,000.00
1er novembre 1957	6,000.00
1er novembre 1958	6,000.00
1er novembre 1959	6,000.00
1er novembre 1960	4,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Murdochville, comté de Gaspé-Nord.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du Conseil qui sera tenue lundi, 19 décembre 1955 à 5 heures p.m., aux bureaux municipaux, Murdochville, comté de Gaspé-Nord.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Murdochville, (Comté de Gaspé-Nord), ce 1er décembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
GABRIEL BERNARD.

Murdochville,
(Comté de Gaspé-Nord), P.Q. 41321-o

Loan By-law No. 21 — Erection of a building.

Only for the purpose of awarding the issue, computation of interest will be made as from January 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $28,500.00 — 5 years.

Year	*Capital*
November 1st, 1956	$6,000.00
November 1st, 1957	6,000.00
November 1st, 1958	6,000.00
November 1st, 1959	6,000.00
November 1st, 1960	4,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Murdochville, county of Gaspé-North.

Capital and interest are payable at any branch of a chartered bank in the Province of Quebec.

The said bonds are, under the authority of sChapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, ubject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, December 19th, 1955, at 5 o'clock p.m., at the Municipal Offices, Murdochville, county of Gaspé-North.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Murdochville, (County of Gaspé-North), this December 1st, 1955.

GABRIEL BERNARD,
Secretary-Treasurer.

Murdochville,
(County of Gaspé-North), P.Q. 41321-o

Vente — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, district d'Iberville, Cour Supérieure, (En matière de Faillite) N° 124 (1955). Dans l'affaire de la faillite de: Eugène Chaput, failli.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné que: MERCREDI, le 21 DÉCEMBRE 1955, à DIX heures du matin A.M., sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de St-Athanase d'Iberville, ville d'Iberville, district d'Iberville, l'immeuble suivant:

"Un emplacement en la ville d'Iberville composé du lot numéro soixante-six du cadastre officiel de la ville d'Iberville, mesurant cinquante-quatre pieds de largeur et soixante-quatorze pieds de profondeur, avec les bâtisses y érigées."

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur en charge des rentes et autres servitudes qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés aux heures habituelles en s'adressant à l'étude d'Yves Deland, notaire, 196, Jacques-Cartier, St-Jean.

Sale — Bankrupcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Iberville, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy) No. 124 (1955). In the matter of the Bankruptcy of: Eugène Chaput, bankrupt.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that: WEDNESDAY, DECEMBER 21th, 1955, at TEN o'clock a.m., there shall be sold by public auction, at the door of Parochial Church of the Parish of St. Athanase, town of Iberville, district of Iberville, the immoveable hereinafter described as follows:

"An emplacement in Iberville, measuring fifty-four (54) feet in front by seventy-four (74) feet in depth, known as being lot No. sixty-six (66) of the official Plan and Book of Reference of the town of Iberville, with buildings erected thereon."

This item shall be offered for sale to the highest and last bidder subject to rents and other servitudes which may be attaching thereto.

Titles and certificates may be examined at all times by applying to the office of Yves Deland, Notary, 196, Jacques-Cartier Street, St. Johns. Que.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Montréal, ce 15 novembre 1955.

Les Syndics,
LAMARRE & INNS,
Montréal, P. Q.

41204-46-2-o

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure and section 55 of the Bankruptcy Act 1949. This sale is equivalent to a sale made by Sheriff.

Conditions of payment: cash.

Montreal, November 15th, 1955.

LAMARRE & INNS,
Trustees,
Montreal, P.Q.

41204-46-2-o

Ventes par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 350361, Dame Laurenda Daoust et vir, demanderesse, vs Dame Annette Daoust *et al*, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, et rendu par l'honorable juge Harry Batshaw, le 28 septembre 1955, dans une cause dans laquelle Dame Laurenda Daoust, épouse commune en biens de Vital Leduc, rentier, des cité et district de Montréal, et ledit Vital Leduc, intervenant aux présentes pour autoriser son épouse, domiciliée dans les cité et district de Montréal, est demanderesse et Dame Annette Daoust, épouse commune en biens de Donat Lalonde, peintre, domicilié à Pointe-Cascade, Cté Soulanges, district de Montréal, et ledit Donat Lalonde pour autoriser son épouse aux fins des présentes, domiciliée dans les mêmes lieux, René Daoust, mécanicien, domicilié au N° 7963, rue St-André, dans les cité et district de Montréal, et Dame Yvette Daoust, épouse de Edmond McElroy, gentilhomme, de Châteauguay Station, district de Beauharnois, et ledit Edmond McElroy pour autoriser son épouse aux fins des présentes, domiciliée dans les mêmes lieux, et Jean-Paul Daoust, fourreur, domicilié au N° 725, rue Valiquette, dans la ville de Verdun, district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit:

"Le lot de terre portant le numéro quatre-vingt-dix-neuf (99) au plan et sur le livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, sans bâtisses, ainsi que le lot de terre portant le numéro quatre-vingt-seize (96) au plan et sur le livre de renvoi officiels susdits, sans bâtisses."

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-SEPT DÉCEMBRE 1955, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la salle d'audience N° 31 au Palais de Justice de Montréal ou à toute autre salle, tel que requis par les circonstances, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les

Sales by Licitation

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 350361, Dame Laurenda Daoust et vir, plaintiff, vs Dame Annette Daoust *et al*, defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, in the district of Montreal and rendered by the Honourable Justice Harry Batshaw, on the 28th day of September 1955, in a case in which Dame Laurenda Daoust, wife common as to property of Vital Leduc, gentleman, of the City and district of Montreal, and the said Vital Leduc, intervening to these presents to authorize his wife, domiciled in the City and district of Montreal, is plaintif, and Dame Annette Daoust, wife common as to property of Donat Lalonde, painter, domiciled at Pointe-Cascade, county of Soulanges, district of Montreal, and the said Donat Lalonde to authorize his wife for the purposes of these presents, domiciled at the same place, René Daoust, Mechanic, domiciled at No. 7963 St. André street, in the City and district of Montreal, and Dame Yvette Daoust, wife of Edmond McElroy, gentleman, of Châteauguay Station, district of Beauharnois, and the said Edmond McElroy to authorize his wife for the purposes of these presents, domiciled at the same place, and Jean-Paul Daoust, furrier, domiciled at No. 725 Valiquette street, in the Town of Verdun, district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of the immoveable described as follows:

"The lot of land bearing number ninety-nine (99) on the Official Plan and in the Book of Reference of the parish of Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, without buildings, and the lot of land bearing number ninety-six (96) on the said Official Plan and in the said Book of Reference, without buildings."

The above described immoveable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER 1955, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, in Court Room No. 31, in the Court House of Montreal, or in any other room as circumstances may require, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the List of charges filed in the Office of the Prothonotary of the Superior Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the Office of the Prothonotary of the said Court as least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within 6 days following the adjudication; and failing the interested

présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de $400 sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, le 18 novembre 1955.

Le Procureur de la demanderesse,
41232-47-2-o JEAN-PAUL-A. RENAUD.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 373884, Dame Elsie May Stewart, demanderesse, vs Archibald MacNicol *et al.*, défendeurs.

AVIS DE VENTE PAR LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en date du 20 octobre 1955, rendu par l'honorable juge Elphège Marier dans une cause où Dame Elsie May Stewart, veuve de feu James Evans Fraser, de la ville de Bradenton, à l'état de Floride, un des États Unis d'Amérique est demanderesse et Archibald MacNicol, gentilhomme, de Spean Crescent, Spean Bridge, Invernesshire, Écosse, et Dame Ann Fraser, épouse dudit Archibald MacNicol, sont les défendeurs, la licitation est ordonnée de l'immeuble décrit comme suit, savoir.

La subdivision soixante-quatorze du lot numéro deux cent trente-six (236-74) du plan officiel et livre de renvoi de la paroisse de Ste-Dorothée avec les bâtisses dessus érigées.

L'immeuble ci-dessus désigné, tel qu'il existe actuellement, sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur MERCREDI, le QUATRIÈME jour de janvier 1956 à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi (heure normale) par ladite Cour, à la chambre 31, au Palais de Justice à Montréal ou à toute autre chambre dudit Palais de Justice désignée par le Protonotaire pour ladite vente, sujet aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et toute opposition à fin d'annuler, à de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition à fin de conserver devra être déposée audit greffe dans les six jours de l'adjudication; et à défaut, par les opposants, de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, ils seront forclos du droit de le faire.

Montréal, le 22 novembre 1955.

Les Procureurs de la demanderesse,
(signé) LAFLEUR, BROWN,
41253-47-2-o & PITCHER.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 357196, Roland Therrien demandeur vs Dame Georgette Therrien *et al*, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, et rendu par l'honorable juge André Montpetit, le 28 septembre 1955, dans une cause dans laquelle Roland Therrien, contracteur camionner, de la municipalité de Belle-Plage, comté de Vaudreuil, district de Montréal, est demandeur, et Dame Georgette

parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of $400 shall be exacted before the sale from each and every bidder.

Montreal, November 18th, 1955.

JEAN-PAUL-A. RENAUD,
41232-47-2-o Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 373884. Dame Elsie May Stewart, plaintiff, vs Archibald MacNicol *et al.*, defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a Judgment of the Superior Court for the district of Montreal rendered by the Honourable Justice Elphège Marier on the twentieth day of October 1955 in a case in which Dame Elsie May Stewart, widow of the late James Evans Fraser, of the town of Bradenton, in the State of Florida of the United States of America, is plaintiff, and Archibald MacNicol, gentleman, residing at Spean Crescent, Spean Bridge, Invernesshire, Scotland, and Dame Ann Fraser, wife of the said Archibald MacNicol, defendants ordering the licitation of the immoveable property described as follows:

Subdivision seventy-four of lot number two hundred and thirty-six (236-74) on the Official Plan and Book of Feference of the parish of Ste-Dorothée with the buildings thereon erected.

The property above described as it presently subsists will be put to auction and adjudged to the highest and last bidder on WEDNESDAY, JANUARY FOURTH, 1956, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon by the said Court, in Room 31 in the Court House, Montreal, or in any other room of the Superior Court, designated by the Prothonotary for the said sale, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be fyled at the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the date fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be fyled within six days after the adjudication; and failing the fyling by the parties of such opposition within the delays hereby prescribed; they will be foreclosed from so doing.

Montreal, November 22nd, 1955.

(signed) LAFLEUR, BROWN,
& PITCHER,
41253-47-2-o Attorneys for the plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal,, Superior Court, No. 357196, Roland Therrien, plaintiff, vs Dame Georgette Therrien *et al* defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, in the district of Montreal, and rendered by the Honourable Justice André Montpetit, on the 28th day of September 1955, in a case in which Roland Therrien, trucking contractor, of the municipality of Belle-Plage, county of Vaudreuil, district of Montreal, is plaintiff,

Therrien, épouse commune en biens de Lucien Rivard, et ledit Lucien Rivard pour autoriser son épouse aux fins des présentes, domiciliés dans les cité et district de Montréal, Dame Jeannine Therrien, épouse commune en biens de Albert Emond, et ledit Albert Emond pour autoriser son épouse aux fins des présentes, domiciliés dans la ville de Dorion, comté de Vaudreuil, district de Montréal, Gaétan Therrien, gentilhomme, domicilié dans les cité et district de Montréal, Dame Émirella Therrien, épouse commune en biens de Jean Paquette, et ledit Jean Paquette, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, domiciliées dans la ville de Malone, état de New-York, un des États-Unis d'Amérique; Dame Germaine Therrien, épouse commune en biens de M. J. Locas, et ledit J. Locas pour autoriser son épouse aux fins des présentes, domiciliés dans les cité et district de Montréal, Dame Loriane Therrien, épouse commune en biens de Germain Chevalier, et ledit Germain Chevalier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, domiciliés dans les cité et district de Montréal, Bruno Therrien, gentilhomme, domicilié dans la municipalité de Saint-Lazare, comté de Vaudreuil, district de Montréal, Dame Armandine Therrien, épouse commune en biens de D. Séguin, et ledit D. Séguin pour autoriser son épouse aux fins des présentes, domiciliés dans la municipalité de Comeau, comté de Vaudreuil, district de Montréal, Dame Yolande Therrien, épouse commune en biens de Raymond Rivard, et ledit Raymond Rivard pour autoriser son épouse aux fins des présentes, domiciliés dans les cité et district de Montréal, Paul-Émile Therrien, gentilhomme, domicilié dans la municipalité de St-Lazare, comté de Vaudreuil, district de Montréal, et Florent Therrien, gentilhomme, domicilié dans les cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit:

a) "Une terre à bois située dans la paroisse de Saint-Lazare, comté de Vaudreuil, connue et désignée sous le numéro 277 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Lazare, sans bâtisse, contenant en superficie environ soixante (60) arpents mais sans garantie de mesure précise".

b) "Une terre ayant front sur le rang St-Louis dans la paroisse de St-Lazare, comté de Vaudreuil, ne formant qu'une seule et même exploitation et composée des lots, 25, 26 et 27 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Lazare et sujette à une servitude d'ériger une ligne de transmission, enregistrée au Bureau d'Enregistrement de Vaudreuil, sous le numéro 68456; à distraire du lot 25 aux mêmes plan et livre de renvoi officiels de St-Lazare un morceau de terre faisant partie dudit lot 25, mesurant un (1) arpent de largeur par (2) arpents de profondeur et borné vers l'ouest par le chemin public rang St-Louis, sur le côté sud par le numéro 24 du même cadastre et au nord par une partie du lot 26 en arrière vers le côté est par le résidu du même lot 25 suivant vente datée du 19 août 1952 et enregistrée au bureau d'enregistrement de Vaudreuil, sous le numéro 70685".

c) "Une autre terre située dans ladite paroisse de St-Lazare ayant front sur le chemin de la Côte St-Louis et ne formant qu'une seule et même exploitation et composée des lots 28 et 29 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Lazare, avec les bâtisses dessus érigées et ayant une superficie d'environ soixante (60) arpents plus ou moins";

and Dame Georgette Therrien, wife common as to property of Lucien Rivard, and the said Lucien Rivard to authorize his wife for the purposes of these presents, domiciled in the city and district of Montreal, Dame Jeannine Therrien, wife common as to property of Albert Emond, and the said Albert Emond to authorize his wife for the purposes of these presents, domiciled in the town of Dorion, county of Vaudreuil, district of Montreal, Gaétan Therrien, gentleman, domiciled in the city and district of Montreal, Dame Emirella Therrien, wife common as to property of Jean Paquette, and the said Jean Paquette, to authorise his wife for the purposes of these presents, domiciled in the town of Malone, State of New-York, one of the United States of America, Dame Germaine Therrien, wife common as to property of M. J. Locas, and the said J. Locas to authorize his wife for the purposes of these presents, domiciled in the city and district of Montreal, Dame Loriane Therrien, wife common as to property of Germain Chevalier, and the said Germain Chevalier to authorize his wife for the purposes of these presents, domiciled in the city and district of Montreal, Bruno Therrien, gentleman, domiciled in the municipality of St. Lazare, county of Vaudreuil, district of Montreal, Dame Armandine Therrien, wife common as to property of D. Séguin, and the D. Séguin to authorize for the purposes of these presents, domiciled in the municipality of Comeau, county of Vaudreuil, district of Montreal, Dame Yolande Therrien, wife common as to property of Raymond Rivard, and the said Raymond Rivard to authorize his wife for the purposes of these presents, domiciled in the city and district of Montreal, Paul-Émile Therrien, gentleman, domiciled in the municipality of St. Lazare county of Vaudreuil, district of Montreal, and Florent Therrien, gentleman, domiciled in the city and district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of the immoveables described as follows:

a) "A timber land situated in the parish of St. Lazare, county of Vaudreuil, known and designated under number 277 on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Lazare, without building, containing a superficial area of about sixty (60) arpents but without warranty as to precise measurement".

b) "A land fronting on St. Louis Rural Road in the parish of St. Lazare, forming a sole and only enterprise and composed of lots 25, 26 and 27 on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Lazare and subject to the right of servitude to construct thereon a line of transmission, registered in the Registry Office of Vaudreuil, under number 68456; to deduct of lot 25 on same Official Plan and Book of reference of St. Lazare a piece of land forming part of said lot 25 measuring one (1) arpent in width by two (2) arpents in depth and bounded towards the west by the public St. Louis rural road, on the south side by number 24 of the same cadastre and to the north by one part of lot 26 and in rear towards the east side by the residue of same lot 25 following sale dated August 19th, 1952 and registered in the Registry Office of Vaudreuil, under No. 70685".

c) "Another land situated in the said parish of St. Lazare fronting on Côte St. Louis rural road and forming a sole and only enterprise and composed of lots 28 and 29 on the Official Plan and in the Book of Reference of the parish of St. Lazare, with the buildings thereon erected and having a superficial area of about sixty (60) arpents more or less":

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-NEUF DÉCEMBRE 1955, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la salle d'audience N° 31 au Palais de Justice de Montréal ou à toute autre salle, tel que requis par les circonstances, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt global de $1,350 sera exigé avant la vente de tout offrant en enchérisseur, ledit dépôt étant divisé comme suit: un dépôt de $200 pour une terre à bois dans la paroisse de St-Lazare, un dépôt de $350 pour une terre sur le rang St-Louis dans la paroisse de St-Lazare, composée des lots 25, 26 et 27, un dépôt de $800 pour une autre terre sur le chemin de la Côte St-Louis dans la paroisse de St-Lazare, composée des lots 28 et 29.

Montréal, le 18 novembre 1955.

Le Procureur du demandeur,

41233-47-2-o JEAN-PAUL-A. RENAUD.

The above described immoveables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY-NINTH day of DECEMBER 1955, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, in Court Room No. 31, in the Court House of Montreal, or in any other room as circumstances may require, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charge filed in the office of the Prothonotary of the Superior Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the Office of the Prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within 6 days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A total deposit of $1,350 shall be exacted before the sale from each and every bidder, the said deposit being divided as follows: a deposit of $200 for a timber land in the parish of St. Lazare, a deposit of $350 for a land on St. Louis Rural Road in the parish of St. Lazare, composed of lots 25, 26 and 27, a deposit of $800 for another land on Côte St. Louis Rural Road, in the parish of St. Lazare, composed of lots 28 and 29.

Montreal, November 18th, 1955.

JEAN-PAUL-A. RENAUD,

41233-47-2-o Attorney for the plaintiff.

Vente pour taxes

Province de Québec

VILLE DE MONT-LAURIER

Avis public est par le présent donné, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à DIX heures de l'avant-midi (heure normale), MERCREDI, le VINGT-ET-UN DÉCEMBRE, mil neuf cent cinquante-cinq (21 décembre 1955) en la Salle de l'Hôtel de ville de Mont-Laurier, P.Q. pour satisfaire au paiement des taxes municipales, des intérêts et des frais encourus, savoir:

1° La Salaison Mont-Laurier Ltée. "Un lot de terre de figure irrégulière faisant partie du lot 21 du rang I de l'arpentage primitif du canton Campbell; et portant aujourd'hui le numéro 295 du cadastre du village de Mont-Laurier; borné vers le nord par un chemin public; vers le sud par le numéro 3; vers le nord-est par le Chemin de Fer; vers l'ouest par le Ruisseau Villemaire; contenant en superficie quatre acres et quatre-vingt-seize centimes (4.96); avec bâtisses y érigées."

2° *a*) Joseph Lincourt, bûcheron, de Mont-Laurier, son fils;

b) Les enfants de sa fille Rosa Lincourt, épouse de Olivier Valiquette, décédée le ou vers le vingt-huit mai mil neuf cent quarante-huit, lesquels enfants sont au nombre de huit actuellement et étaient au même nombre lors du décès de leur mère, à savoir:

1° Alice Valiquette, épouse de Napoléon Jacques, cultivateur, route rurale N° 1, Mt-Laurier, majeure;

2° Rita Valiquette, épouse d'un nommé Roger Verrette ou Vermette, qui demeure à Montréal, majeure;

Sale for Taxes

Province of Quebec

TOWN OF MONT-LAURIER

Public notice is hereby given that the immoveables hereinunder described shall be sold at public auction, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time), WEDNESDAY, the TWENTY-FIRST day of DECEMBER, one thousand nine hundred and fifty-five (December 21st, 1955) in the hall of the City Hall of Mont-Laurier, P.Q., in payment of municipal taxes, interest and costs incurred, to wit:

1. La Salaison Mont-Laurier Ltée. "A plot of land or irregular form forming part of lot 21 of range I of the first survey of Campbell township; and today bearing number 295 of the cadastre of the village of Mont-Laurier; bounded on the north by a public road; on the south, by number 3; on the northeast, by the railroad; on the west, by the "Ruisseau Villemaire"; containing in superficial area four acres and ninety-six hundredths (4.96); with buildings thereon erected."

2. *a*) Joseph Lincourt, lumber-jack, of Mont-Laurier, his son;

b) The children of his daughter, Rosa Lincourt, wife of Olivier Valiquette deceased, on or about May twenty-eighth, one thousand nine hundred and forty-eight, which children are presently eight in number and were of the same number at the time of their mother's death, to wit:

1. Alice Valiquette, wife of Napoléon Jacques, farmer, rural route No. 1, Mt. Laurier, of full age;

2. Rita Valiquette, wife of one name Roger Verrette or Vermette, who resides at Montreal, of full age;

3° Hervé Valiquette, "voyageur", qui serait maintenant au Nouveau-Brunswick, et qui serait probablement majeur;

4° Rolande Valiquette, célibataire, "travaillant" actuellement à Montréal, mineure probablement;

5° Maurice Valiquette, célibataire, journalier, qui serait maintenant soit à Montréal, soit en Ontario;

6° Jean-Claude Valiquette, célibataire, mineur, demeurant soit à Montréal, soit en Ontario;

7° Jeannette Valiquette, employée à la Plywood, Mt-Laurier, mineure;

8° Rolland Valiquette, journalier demeurant ordinairement à Mont-Laurier, avec son père Olivier Valiquette, mineur;

c) Marie Lincourt, fille de la défunte, épouse de Willie McMillan;

d) Alphonsine Lincourt, fille de la défunte, épouse de John Labelle, journalier de Montréal;

e) Rose-Hélène Lincourt, épouse de Olidor Chalifoux, marchand, autrefois de Ste-Anne-du-Lac, maintenant de Montréal; tout en leur qualité d'héritiers de Henri Lincourt, de son vivant, rentier, domicilié à Mont-Laurier;

"Un lot de terre désigné sous le numéro partie 25 du village de Mont-Laurier, avec bâtisses y érigées; distraction devant être faite de la partie vendue par feu Henri Lincourt à Gérard Légaré, enregistrée sous le N° 28645; cette partie vendue mesurant au terme dudit acte de vent 50′ en front sur la rue N° 22 par la profondeur du lot soit environ 125′ et étant borné au nord plus précisément au nord-ouest par la rue de La Fonderie N° 22; au sud par partie du lot 4 du village de Mont-Laurier; à l'ouest par le lot N° 24; enfin à l'est par le résidu demeuré propriété de la défunte dudit Lot 25".

Donné à Mont-Laurier, ce 18ième jour de novembre, 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
41234-47-2-o RENÉ LEDUC.

3. Hervé Valiquette, "traveller", who would now be in New Brunswick, and who is probably of full age;

4. Rolande Valiquette, bachelor, presently "working" in Montreal, probably a minor;

5. Maurice Valiquette, bachelor, laborer, who is presently either in Montreal, or in Ontario;

6. Jean-Claude Valiquette, bachelor, minor, residing either in Montreal, or in Ontario;

7. Jeannette Valiquette, employed at "Plywood", Mt. Laurier, minor;

8. Rolland Valiquette, laborer, ordinarily residing at Mont-Laurier, with his father, Olivier Valiquette, minor;

c) Marie Lincourt, daughter of the deceased, wife of Willie McMillan;

d) Alphonsine Lincourt, daughter of the deceased, wife of John Labelle, laborer of Montreal;

e) Rose-Hélène Lincourt, wife of Olidor Chalifoux, merchant, heretofore of Ste-Anne-du-Lac, presently of Montreal; all in their quality of heirs of Henri Lincourt, in his lifetime, annuitant, domiciled at Mont-Laurier.

"A lot of land designated under number Part 25 of the village of Mont-Laurier, with buildings thereon erected; withdrawal to be made of the part sold by the late Henri Lincourt to Gérard Légaré, registered under number 28645; that part sold measuring on the terms of the said deed of sale 50′ in front on the street No. 22 by the depth of the lot, albeit about 125′ and being bounded on the north more precisely, on the northwest, by No. 22 La Fonderie Street; on the south, by part of lot No. 4 of the village of Mont-Laurier; on the west, by lot No. 24; finally, on the east, by the residue which has remained the property of the deceased of the said lot 25".

Given at Mont-Laurier, this 18th day of November, 1955.

RENÉ LUDUC,
41234-47-2 Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Canada — Province de Québec
District électoral d'Abitibi est, à Val d'Or

Cour de Magistrat, N° 10,763 { ALBERT HUDON, pêcheur de la ville de Malartic, district d'Abitibi, demandeur, vs LES HÉRITIERS DE HERVÉ COULOMBE, de son vivant journalier, domicilié dans la ville de Malartic, district d'Abitibi, défendeurs.

AVIS DE VENTE

Un emplacement situé en la ville de Malartic, connu et désigné comme étant le lot numéro 60 de la subdivision du bloc numéro 15 (15-60) aux plans et livres de renvoi officiel pour le canton Fournière avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada — Province of Quebec
Electoral district of Abitibi-east, at Val d'Or

Magistrate's Court, No. 10,763 { ALBERT HUDON, fisherman, of the town of Malartic, district of Abitibi, plaintiff, vs THE HEIRS OF HERVÉ COULOMBE, in his lifetime, laborer, domiciled in the town of Malartic, district of Abitibi, defendants.

NOTICE OF SALE

An emplacement situated in the town of Malartic, known and designated as being lot number 60 of the subdivision of block number 15 (15-60) on the official plan and in the book of reference for Fournière township with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Malartic le JEUDI DOUZE JANVIER 1956 à UN (1) heure de l'après-midi.

Le Shérif d'Abitibi,
Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.
Amos, 25 novembre 1955. 41291-48-2-o

To be sold at the parochial church door of Malartic, THURSDAY, JANUARY TWELFTH 1956, at ONE (1) o'clock in the afternoon.

FERDINAND GERVAIS,
Sheriff's Office, Sheriff of Abitibi.
Amos, November 25th, 1955. 41291-48-2

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, N° V-2552 — NORTHERN PLUMBING LIMITED, corporation légalement constituée avec siège social à Val d'Or, district d'Abitibi, demanderesse, vs TONY DRY CLEANER CO. LIMITED, corporation légalement constituée avec siège social à Val d'Or, district d'Abitibi, défenderesse.

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court No. V-2552 — NORTHERN PLUMBING LIMITED, corporation legally incorporated, with head office at Val d'Or, district of Abitibi, plaintiff, vs TONY DRY CLEANER CO. LIMITED, corporation legally incorporated, with head office at Val d'Or, district of Abitibi, defendant.

AVIS DE VENTE

Une bâtisse située sur le lot numéro 681 du cadastre officiel de la ville de Bourlamaque le terrain non compris dans cette vente.

Pour être vendue à la porte de l'église St-Sauveur de Val d'Or le JEUDI DOUZE JANVIER 1956 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif d'Abitibi,
Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.
Amos, 25 novembre 1955. 41292-48-2-o

NOTICE OF SALE

A building situated upon lot number 681 of the Official Cadastre of the town of Bourlamaque, the land not comprised in this sale.

To be sold at the door of the St-Sauveur church of Val d'Or, on THURSDAY, JANUARY TWELFTH, 1956, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

FERDINAND GERVAIS,
Sheriff's Office, Sheriff of Abitibi.
Amos, November 25th, 1955. 41292-48-2

Canada — Province de Québec
District électoral d'Abitibi est à Val d'Or

Cour de Magistrat, N° 10,259 — LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA CORPORATION SCOLAIRE DE MALARTIC, dans le comté d'Abitibi-est, district d'Abitibi, saisissant, vs THOMAS TURCOTTE, journalier de Malartic district d'Abitibi, saisi.

Canada — Province of Quebec
Electoral district of Abitibi-east, at Val d'Or

Magistrate's Court, No. 10,259 — THE SCHOOL COMMISSIONERS OF THE SCHOOL CORPORATION OF MALARTIC, in the county of Abitibi-est, district of Abitibi, seizing creditor, vs THOMAS TURCOTTE, laborer of Malartic, district of Abitibi, seized.

AVIS DE VENTE

Un emplacement situé en la ville de Malartic portant le numéro 15-58 aux plans et livres de renvoi du cadastre officiel pour le canton Fournière avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Malartic le jeudi DOUZE JANVIER 1956 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif d'Abitibi,
Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.
Amos, 25 novembre 1955. 41290-48-2-o

NOTICE OF SALE

An emplacement situated in the town of Malartic bearing number 15-58 on the official plan and in the book of reference for the Fournière township, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Malartic, on THURSDAY, JANUARY TWELFTH, 1956, at TWO o'clock in the afternoon.

FERDINAND GERVAIS,
Sheriff's Office, Sheriff of Abitibi.
Amos, November 25th, 1955. 41290-48-2

ARTHABASKA

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, N° 10,974. — LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, corps légalement constituée, ayant une place d'affaires à Drummondville, demanderesse; vs MATHIAS CARDIN & WELLIE CARDIN, de Drummondville, défendeurs.

Comme appartenant audit défendeur Wellie Cardin:

"Un terrain avec bâtisses portant les numéros 150-99 et 137A du cadastre du canton de Grantham, comté de Drummond."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Joseph de Drummondville, le JEUDI, CINQ JANVIER 1956 à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, le 29 novembre 1955.

ARTHABASKA

Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, No. 10,974. — THE PROVINCIAL BANK OF CANADA, a body legally constituted, having in place of business at Drummondville, plaintiff; vs MATHIAS CARDIN & WELLIE CARDIN, of Drummondville, defendants.

As belonging to said defendant Wellie Cardin:

"A pice of land with buildings bearing numbers 150-99 and 137A of the cadastre of the township of Grantham, county of Drummond."

To be sold at the parochial church door of St. Joseph de Drummondville, THURSDAY, the FIFTH day of JANUARY 1956, at THREE o'clock in the afternoon.

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, November 29th, 1955.

BEAUCE

Fieri Facias de Terris

Dans la Cour Supérieure — District de Beauce

St-Joseph de Beauce, à savoir: N° 24,398. } LA CAISSE POPULAIRE DE SCOTT, corps politique et incorporé en vertu de la loi des Syndicats Coopératifs de Québec, (Chapitre 290 S.R.Q. 1941) ayant son siège social à St-Maxime de Scott, comté Dorchester, contre J. ALFRED GOSSELIN, entrepreneur de Scott et résidant aujourd'hui à 1065, 7ième Avenue nord, Thetford-Mines et J. P. BÉDARD, syndic licencié, résidant à Québec, en sa qualité de Syndic à la faillite de J. Alfred Gosselin & Ouellet & Lacasse, résidant à Ste-Hénédine, en leur qualité de régistrateurs de la division d'enregistrement de Dorchester, à savoir:

Un terrain situé à Saint-Maxime, Dorchester, mesurant quarante-trois pieds de front sur soixante-dix-neuf pieds de profondeur et de là soixante-neuf pieds et cinq pouces de front sur la profondeur qu'il peut y avoir jusqu'à la rivière Chaudière, le tout mesure anglaise, borné en front partie au chemin public dit route Lévis & Jackman et partie de Louis Vézina ou représentants, en profondeur à la rivière Chaudière, du côté nord-ouest au terrain dudit Louis Vézina ou représentants et du côté sud-est à une lisière de terrain appartenant à Gabrielle Théberge, veuve d'Arthur Genest et partie à un emplacement appartenant par indivis à la dite Dame Gabrielle Théberge, veuve d'Arthur Genest, à Mlle Marguerite Théberge, lequel terrain fait partie des lots numéros 732 et 733, aux plan et livre de renvois officiels du cadastre pour la paroisse de Sainte-Marie Beauce, faisant aujourd'hui partie de la paroisse de Saint-Maxime, Dorchester, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de Saint-Maxime, Dorchester, le TRENTIÈME jour de DÉCEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce, 14 novembre 1955.
41183-46-2-o

[Première insertion: 19 novembre 1955]
[Seconde insertion: 3 décembre 1955]

BEAUCE

Fieri Facias de Terris

In the Superior Court — District of Beauce

St. Joseph de Beauce, to wit: No. 24,398. } LA CAISSE POPULAIRE DE SCOTT, a body politic and incorporated under the Quebec Cooperative Syndicates (Chapter 290 R.S.Q. 1941) having its head office at St. Maxime de Scott, County of Dorchester, vs J. ALFRED GOSSELIN, contractor of Scott and residing presently at 1065 7th, Avenue North, Thetford Mines & J. P. BÉDARD, licensed Trustee, residing at Quebec, in his capacity of Trustee in the bankruptcy of J. Alfred Gosselin & Ouellet & Lacasse, residing at St. Hénédine, in their capacity of registrars of the Registry Division of Dorchester, to wit:

A piece of land situated in Saint Maxime, Dorchester, mesuring forty-three feet of frontage by seventy-nine feet in depth and thence sixty-nine feet and five inches of frontage by the depth which may exist as far as the Chaudière River, all of which in English measure, bounded in front, partly by the public highway, said Levis-Jackman highway, and partly by Louis Vézina or representatives, in depty by the Chaudière River, on the northwesterly side by the land of said Louis Vézina or representatives and on the southeasterly side by a strip of land belonging to Gabrielle Théberge, widow of Arthur Genest and partly by an emplacement belonging to, in undivided ownership, the said Dame Gabrielle Théberge, widow of Arthur Genest and Miss Marguerite Théberge, which land forms part of lots number 732 and 733, on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Sainte Marie de Beauce, presently forming part of the parish of Saint Maxime, Dorchester, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door, in the parish of Saint Maxime, Dorchester, the THIRTIETH day of DECEMBER next, at TEN oclock in the forenoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph de Beauce, November 14, 1955.
41183-46-2

[First insertion: November 19, 1955]
[Second insertion: December 3, 1955]

CHICOUTIMI

Cour de Magistrat — siégeant à Alma

District de Roberval, N° 9764. } ROLAND SIMARD, faisant affaires sous le nom et raison sociale de Larouche & Simard Enrg., de St-Cœur-de-Marie, demandeur; vs HENRI NÉRON, de St-Léon, district de Chicoutimi, défendeur.

Contre le défendeur:

Le lot numéro trente-neuf (N° 39), rang I, canton Labrecque, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Léon, canton Labrecque, JEUDI, le QUINZIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1955, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, le 7 novembre 1955. 41147-45-2-o

CHICOUTIMI

Magistrate's Court — sitting at Alma

District of Roberval, No. 9764. } ROLAND SIMARD, carrying on business under the name and style of Larouche & Simard Enrg., of St. Cœur-de-Marie, plaintiff vs HENRI NÉRON, of St. Léon, district of Chicoutimi, defendant.

Against the defendant:

Lot number thirty-nine (No. 39), range I, township of Labrecque, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St. Léon, township of Labrecque, THURSDAY the FIFTEENTH day of the month of DECEMBER 1955, at THREE o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, November 7, 1955. 41147-45-2

KAMOURASKA

Fierie Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, N° 19616. { LA CORPORATION MUNICIPALE DE LA PAROISSE DE L'ISLE VERTE

corporation ayant son siège social dans la paroisse du même nom, demanderesse vs NAPOLÉON CÔTÉ, cultivateur, de L'Isle-Verte, défendeur.

"Les lots 675-676-677 du cadastre de la paroisse de l'Isle-Verte. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de l'Isle-Verte, comté de Témiscouata, LUNDI, le DOUZIÈME jour de DÉCEMBRE 1955, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 7 novembre, 1955.
[Première insertion, samedi le 12 novembre, 1955]
41148-45-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, N° 19593. { ROBERT PELLETIER, marchand de St-Juste du lac, demandeur, vs ALBERT CARON, du même lieu, défendeur.

"Le lot numéro 1, rang 3, Seigneurie du Lac Témiscouata, avec bâtisses dessus construites circonstance et dépendance."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Juste du Lac, comté de Témiscouata, MERCREDI, le QUATORZIÈME jour de DÉCEMBRE 1955, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 8 novembre, 1955.
[Première insertion, samedi le 12 novembre, 1955]
41149-45-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, N° 19578. { ROBERT PELLETIER, marchand de St-Juste du Lac, demandeur vs MARCEL VEILLEUX, de St-Juste du Lac, défendeur.

"Un lot de terre désigné sous le numéro 4 du rang VI, Seigneurie du lac Témiscouata, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Juste du Lac, comté de Témiscouata, MERCREDI, le QUATORZIÈME jour de DÉCEMBRE 1955, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 8 novembre, 1955.
[Première insertion, samedi le 12 novembre, 1955]
41150-45-2-o

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C. S. district de Montréal

Montréal, à savoir: N° 371552. { THE T. EATON CO. LTD., of Montreal, demanderesse vs C. E. GIROUX, défendeur.

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 19616. { LA CORPORATION MUNICIPALE DE LA PAROISSE DE L'ISLE VERTE

corporation having its head office in the parish of the same name, plaintiff vs NAPOLÉON CÔTÉ, farmer, of L'Isle Verte, defendant.

"Lots 675-676-677 of the cadastre of the parish of l'Isle-Verte. The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of L'Isle-Verte, county of Temiscouata, MONDAY, the TWELTH day of DECEMBER, 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

P.-E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, November 7, 1955.
[First insertion, Saturday, November 12, 1955]
41148-45-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 19593. { ROBERT PELLETIER, merchant of St. Juste du lac, plaintiff, vs ALBERT CARON, of the same place, defendant.

"Lot number 1, range 3, Seigniory of Lake Témiscouata, with buildings thereon erected, circumstance and dependency.

To be sold at the church door of the parish of St. Juste du Lac, county of Témiscouata, WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of DECEMBER, 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

P.-E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, November 8, 1955.
[First insertion, Saturday, November 12, 1955]
41149-45-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 19578. { ROBERT PELLETIER, merchant of St. Juste du Lac, plaintiff vs MARCEL VEILLEUX, of St. Juste du Lac, defendant.

"A lot of land designated as number 4, range VI, Seigniory of Lake Témiscouata, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of St. Juste du Lac, county of Témiscouata, WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of DECEMBER 1955, at THREE o'clock in the afternoon.

P.-E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière du Loup, November 8, 1955.
[First insertion, Saturday, November 12, 1955]
41150-45-2

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit : No. 371552. { THE T. EATON CO. LTD, of Montreal, plaintiff, vs C. E. GIROUX, defendant.

Ce certain emplacement situé sur l'avenue Holyrood, en la cité d'Outremont, district de Montréal, composé du lot de resubdivision numéro deux du lot de subdivision numéro cinq du lot originaire numéro douze (12-5-2) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et du lot de resubdivision numéro un du lot de subdivision numéro six du lot originaire numéro douze (12-6-1) des dits plan et livre de renvoi officiels, avec ensemble les bâtisses dessus érigées, y compris celle portant le numéro civique 14 avenue Holyrood, cité d'Outremont.

Pour être vendu à mon bureau en la cité, de Montréal, le CINQUIÈME jour de JANVIER 1956, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 30 novembre 1955. 41313-48-2

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 376265. { CLAUDE TRAHAN & GEORGES TRAHAN, faisant affaires sous les nom et raison sociale de "G. & C. Trahan", demandeurs vs PAUL ROBERT défendeur.

"Un emplacement situé à Ville Jacques-Cartier, dans le comté de Chambly, mesurant 75 pieds de largeur par 80 pieds de profondeur mesure anglaise compose des lots numéros 1423, 1424 et 1425 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 86 des plan et livre de renvoi officiel de la paroisse St-Antoine de Longueuil, avec maison dessus construite, circonstances et dépendances."

Pour être vendu, au bureau d'enrégistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le CINQ JANVIER 1956, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 30 novembre 1955.
41314-48-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 379628. { ROMÉO LUSSIER, demandeur; vs LES HÉRITIERS DE LA SUCCESSION DE AUGUSTE BABEU, défendeurs.

Un emplacement situé à Laprairie, comté de Laprairie, rue St-Charles faisant partie du lot originaire 261 du cadastre officiel du Village de Laprairie, contenant quarante-trois pieds (43) de largeur, sur quatre-vingt-dix (90) pieds de profondeur, mesure française plus ou moins et borné comme suit:

En front; vers le sud ouest, par la rue St-Charles; vers le nord-est, par le lot 242, d'un côté vers le nord-ouest, par une partie dudit lot 261 appartenant à Gérard Roy et, l'autre côté, vers le sud-est, par une partie dudit lot 261 appartenant à Jean Marie Demers, tel que le tout se trouve actuellement; avec bâtisse ci-dessus érigées.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Laprairie, le CINQ JANVIER 1956, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 30 novembre 1955.
41311-48-2-o

That certain emplacement located on Holyrood Avenue, in the city of Outremont, district of Montreal, and composed of resubdivision lot number two of subdivision lot number five of original lot number twelve (12-5-2) on the Official plan and in the book of reference of the parish of Montreal, and of resubdivision lot number one of subdivision lot number six or original lot number twelve (12-6-1) on the said official plan and in the said book of reference, together with the buildings thereon erected, including that bearing civic number 14, Holyrood Avenue, city of Outremont.

To be sold, at my office in the city of Montreal, on JANUARY FIFTH, 1956, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 30th, 1955. 41313-48-2-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 376265. { CLAUDE TRAHAN & GEORGES TRAHAN, carrying on business under the name and style of "G. & C. Trahan", plaintiffs vs PAUL ROBERT, defendant.

"An emplacement situated in the town of Jacques Cartier, in the county of Chambly, measuring 75 feet in width by 80 feet in depth, English measure, including lots number 1423, 1424 and 1425 of the official subdivision of original lot number 86 of the official plan and book of reference of the parish of St. Antoine de Longueuil, with house erected thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office of the county of Chambly, at Longueuil, the FIFTH day of JANUARY 1956, at ELEVEN o'clock in the morning.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 30th, 1955.
41314-48-2

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 379628. { ROMÉO LUSSIER, plaintiff; vs THE HEIRS OF THE ESTATE OF AUGUSTE BABEU, defendants.

An emplacement situated at Laprairie, county of Laprairie, St. Charles Street, forming part of the original lot 261 of the official cadastre of the village of Laprairie, containing forty-three (43) feet in width, by ninety (90) feet in depth, French measure, more or less, and bounded as follows:

In front: on the southwest, by St. Charles Street; on the northeast by, lot 242, on one side, on the northwest, by a part of the said lot 261 belonging to Gérard Roy and on the other side, on the southeast, by a part of the said lot 261 belonging to Jean Marie Demers, as the whole now stands; with building thereon erected.

To be sold, at the parochial church door of the parish of Laprairie, on JANUARY FIFTH, 1956, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 30th, 1955.
41311-48-2

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 354907. HARRY SOKOLOFF, des cité et district de Montréal, faisant affaires sous les nom et raison sociale de "Acton Credit House", demandeur, vs LA SUCCESSION DE FEU ERNEST ST-ARNAUD, défendeur.

Un certain emplacement ayant front sur la rue Vauquelin, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cinq cent dix-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent soixante-dix-sept (477-519) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Recollet, avec la maison dessus érigée et portant le numéro civique 2214 de ladite rue Vauquelin, à Montréal, circonstances et dépendances, servitudes actives et passives, apparentes ou occultes.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQ JANVIER 1956 à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.

Montréal, 30 novembre 1955.

41312-48-2-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 354907. HARRY SOKOLOFF, of the city and district of Montreal, therein trading under the firm name and style of "Acton Credit House", plaintiff, vs THE ESTATE OF THE LATE ERNEST ST. ARNAUD, defendant.

An emplacement fronting Vauquelin Street, in the city of Montreal, known and designated under number five hundred and nineteen of the official subdivision of original lot number four hundred and seventy-seven (477-519) of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Recollet, with a house erected thereon and having civic number 2214 of the said Vauquelin Street, at Montreal, circumstances and dependencies, active and passive servitudes, both apparent or unapparent.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FIFTH day of JANUARY 1956, at TEN o'clock in the morning.

CAISSE & HURTEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.

Montreal, November 30th, 1955.

41312-48-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 78,759. MAURICE KELLY, machiniste, domicilié à Québec; contre ED. WISEMAN, vendeur d'auto, domicilié à Québec.

Un certain terrain situé à St-Bernard, Dorchester, de forme irrégulière, mesurant environ deux cents pieds de largeur sur environ quatre-vingt-quatre pieds de profondeur du côté sud-est et quatre-vingt-dix pieds de profondeur du côté nord-ouest, le tout plus ou moins, mesure anglaise; borné en front au sud-ouest et du côté sud-est au terrain de Rosaire Lamontagne, en profondeur à la rivière Chaudière et du côté nord-ouest au terrain de la personne qui lui a vendu ledit immeuble ou encore à une épinette à deux fourches séparant le terrain présentement hypothéqué de celui restant à la personne qui lui a vendu ledit immeuble, étant partie du lot numéro quatre-vingt-cinq (P. no. 85) du cadastre officiel de St-Bernard, Dorchester, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, avec droit de passage dans un chemin de sortie sur le résidu du lot numéro quatre-vingt-cinq (N° 85) et une partie du lot numéro quatre-vingt-sept (Ptie 87) du susdit cadastre.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Bernard, comté de Dorchester, le SEPTIÈME jour de JANVIER prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Député-Shérif,

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.

Québec, le 30 novembre 1955.

[Première insertion: 3 décembre 1955]

[Deuxième insertion: 17 décembre 1955]

41316-48-2-o

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 78,759. MAURICE KELLY, machinist, domiciled at Quebec, vs ED. WISEMAN, automobile salesman, domiciled at Quebec.

A certain piece of land situated at St. Bernard, Dorchester, of irregular shape, measuring some two hundred feet in width by some eighty-four feet in depth on the southeast side and ninety feet of depth on the northwest side, all of which more or less, English measure; bounded in front to the southwest and southeast by the land of Rosaire Lamontagne, in depth by the Chaudière River and on the northwest side by the land of that person who sold him the said immoveable, or by a spruce tree with two forks separating the presently mortgaged land from that remaining to the person who sold him the said immoveable, being part of lot number eighty-five (P. No. 85) of the official cadastre of St. Bernard, Dorchester, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies, with right-of-way on an exit road located on the residue of lot number eighty-five (No. 85) and part of lot number eighty-seven (P. 87) of the aforesaid cadastre.

To be sold at the parochial church door of St. Bernard, county of Dorchester, the SEVENTH day of JANUARY next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.

Quebec, November 30th, 1955.

[First insertion: December 3rd, 1955]

[Second insertion: December 17th, 1955]

41316-48-2

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 77,839. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, contre Dame veuve LOUIS GUAY, épouse de feu Louis Guay, en son vivant de La Croche, district judiciaire de Québec.

1° Une terre située à La Croche, de figure irrégulière, connue et désignée sous le numéro cin-

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 77,839. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, vs Dame veuve LOUIS GUAY, wife of the late Louis Guay, in his lifetime of La Croche, judicial district of Quebec.

1. A farm situated at La Croche, of irregular shape, known and designated under number

quante (N° 50) rang Ouest Canton Langelier compris dans les bornes suivantes: à l'Ouest par le lot N° 93, à l'Est par la Rivière La Croche, au Sud par le lot N° 49 et au Nord par le lot N° 51, mesurant treize chaînes de largeur sur la profondeur moyenne de cent trente-cinq chaînes.

2. Une terre située à La Croche, connue et désignée sous le numéro cinquante-un (N° 51) rang Ouest Canton Langelier, comprise dans les bornes suivantes: à l'Ouest par le lot N° 93, à l'Est par la Rivière La Croche, au Sud par le lot N° 50 et au Nord par le lot N° 52 de la contenance de treize chaînes de largeur sur une profondeur moyenne de quatre-vingt-seize chaînes.

3° "Deux lots de terre, situés à La Croche, étant sous billet de location, connus et désignés sous les numéros soixante-onze et soixante-douze (Nos 71 & 72) dans le rang Est aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre fait pour le Canton Langelier."

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enrégistrement de la ville de La Tuque, comté de Laviolette, le SEPTIÈME jour de JANVIER prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
ALBERT F. RACETTE.

Québec, 30 novembre 1955. 41315-48-2-o

[Première insertion: 3 décembre 1955]
[Deuxième insertion: 17 décembre 1955]

fifty (No. 50) Range West, Township of Langelier, included within the following boundaries: westerly by lot No. 93, easterly by La Croche River, southerly by lot No. 49 and northerly by lot No. 51, measuring thirteen chains in width by an average depth of one hundred and thirty-five chains.

2. A farm situated at La Croche, known and designated as number fifty-one (No. 51) range West of the township of Langelier, included within the following boundaries: westerly by lot No. 93, easterly by the La Croche River, southerly by lot No. 50 and northerly by lot No. 52, containing thirteen chains in width by an average depth of ninety-six chains.

3. "Two lots of land, situated at La Croche, being under ticket of location, known and designated as being numbers seventy-one and seventy-two (Nos. 71 & 72) in Range East, on the official plan and book of reference of the cadastre for the tonwship of Langelier."

All of which with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the Registry Office of the town of La Tuque, county of Laviolette, the SEVENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Deputy-Sheriff.

Quebec, November 30th, 1955. 41315-48-2

[First insertion: December 3th, 1955]
[Second insertion: December 17th, 1955]

SAGUENAY

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, N° 8913. { CHARLES ÉDOUARD DUFOUR, marchand, Sacré-Cœur, district de Saguenay, demandeur, vs FERDINAND PINEAULT, journalier, Sacré-Cœur, district de Saguenay, défendeur.

"Un lot de terre situé dans la paroisse de cré-Cœur, comté de Saguenay, connu et désigné comme étant et composant les lots numéros cinq cent trente-huit (538) du rang est, Moulin à Baude, et cinq cent neuf (509) deuxième rang est Moulin à Baude, au plan et livre de renvoi officiels pour le cadastre du canton Tadoussac, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sacré-Cœur, MERCREDI le QUATORZE DÉCEMBRE 1955, à DEUX heures de l'après-midi.

Fait et signé à La Malbaie, ce 3 novembre 1955.

Le Shérif,
PIERRE NÉRON.

41152-45-2-o

SAGUENAY

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court, No. 8913 { CHARLES ÉDOUARD DUFOUR, merchant, Sacré-Cœur, district of Saguenay, plaintiff vs FERDINAND PINEAULT, journeyman, Sacré-Cœur, district of Saguenay, defendant.

"A lot of land situated in the parish of Sacré-Cœur, county of Saguenay, known and designated as being and composed of lots number five hundred and thirty-eight (538) of east range, Moulin à Baude, and five hundred and nine (509) east range two, Moulin à Baude, on the official plan and book of reference for the cadastre of the township of Tadoussac, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sacré-Cœur, WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of DECEMBER 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

Made and signed at La Malbaie, this November 3rd, 1955.

PIERRE NÉRON,
Sheriff.

41152-45-2

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, N° 20,031. { LOUIS STANISLAS DOSTIE, commerçant, 205 rue LaSalle, Arvida district de Chicoutimi, faisant seul les nom et raison sociale de la Pâtisserie Vaudreuil Arvida Enr., demandeur; vs MAGELLA HARVEY, domicilié en la paroisse de Tadoussac, district de Saguenay, défendeur.

"Un emplacement situé en le village de Tadoussac, comté de Saguenay, pouvant mesurer quatre-vingt-un pieds (81′) de largeur par cent pieds (100′) de profondeur, la largeur à prendre sur

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court, No. 20,031. { LOUIS STANISLAS DOSTIE, tradesman, 205 LaSalle Street, Arvida, district of Chicoutimi, forming singly the name and style of the Pâtisserie Vaudreuil Arvida Enr., plaintiff; vs MAGELLA HARVEY, domiciled in the parish of Tadoussac, district of Saguenay, defendant.

"An emplacement situated in the village of Tadoussac, county of Saguenay, which may measure eighty-one feet (81′) in width by one hundred feet (100′) in depth, the width to be

le sens de la rue McNabb; ledit terrain de forme régulière et rectangulaire étant et composant une partie du lot de terre numéro trois cent quatorze (ptie 314) au cadastre officiel pour le canton Tadoussac, ensemble avec toutes bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et borné comme suit, savoir: en avant à l'est à la rue McNabb en arrière; à l'ouest, à l'emplacement de Georges Tremblay, tenant d'un côté au nord à l'emplacement de Gilbert Caron; tenant d'autre côté au sud à la balance dudit lot appartenant à Dame Blanche Boulianne, épouse de Georges Gauthier."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Tadoussac MERCREDI, le QUATORZE DÉCEMBRE 1955 à UNE heure de l'après-midi.

Et j'ai signé ce huitième jour du mois de novembre 1955.

Le Shérif,
41153-45-2-o PIERRE NÉRON.

taken along the lenght of McNabb Street; the said territory of regular form and rectangular, being and forming part of lot of land number three hundred and fourteen (Pt. 314) on the official cadastre for the township of Tadoussac, together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies and bounded as follows, to wit: in front, east of McNabb Street, in rear; on the east, by the emplacement of Georges Tremblay, touching at one side, on the north, the emplacement of Gilbert Caron; touching on the other side, on the south, the remainder of the said lot belonging to Dame Blanche Boulianne, wife of Georges Gauthier."

To be sold at the door of the parochial church of Tadoussac, WEDNESDAY, DECEMBER FOURTEENTH, 1955, at ONE o'clock in the afternoon.

And I have signed, this eighth day of the month of November, 1955.

PIERRE NÉRON,
41153-45-2 Sheriff.

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris sur Délaissement
District de St-François — Sherbrooke

Cour Supérieure, N° 13,698 — J. EUGÈNE CHOQUETTE, rentier domicilié à 488 rue Bowen sud, à Sherbrooke,

dans le district de St-François, et OLIVA ROUILLARD, fleuriste de la cité de Sherbrooke, district de St-François, demandeurs, vs A. MAURICE WHITE, résidant à 836 rue Ontario, à Sherbrooke, district de Saint-François, défendeur.

Saisis en la possession de Me Albert Désilets, C.R., protonotaire du district de St-François, Curateur au délaissement:

"Les lots numéros huit cent trente-neuf (839) et huit cent quarante-trois (843) sur le plan et livre de renvoi officiels pour le quatier nord de la cité de Sherbrooke; le tout avec bâtisses dessus construites."

Pour être vendu au bureau du Shérif, au Palais de Justice, à Sherbrooke, le QUATORZE DÉCEMBRE 1955, à DIX HEURES de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOS. LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 5 novembre 1955. 41151-45-2-o
[Première insertion le 12 novembre 1955]

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Terris sur Délaissement
District of St-Francis — Sherbrooke

Superior Court, No. 13,698 — J. EUGÈNE CHOQUETTE, retired, domiciled at 488 Bowen south at Sherbrooke,

in the district of St. Francis and OLIVA ROUILLARD, florist, of the city of Sherbrooke, district of St-Francis, plaintiffs, vs A. MAURICE WHITE, residing at 836 Ontario street, at Sherbrooke, district of St-Francis, defendant.

Seized in the possession of Me Albert Désilets, Q.C. Protonotary of the district of St. Francis, curateur au délaissement.

"The lots numbers eight hundred and thirty-nine (839) and eight hundred and forty-three (843) upon the official plan and in the book of reference for the north ward of the city of Sherbrooke; the whole with buildings thereon erected."

To be sold at the Sheriff's Office, Court House, Sherbrooke, the FOURTEENTH of DECEMBER 1955, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. LABRECQUE,
Sheriff's Oace, Sheriff.
This 5th of November, 1955. 41151-45-2-o
(First insertion, November the 12th, 1955]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 48

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Presseau vs Bergeron 3757

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1205—Concernant les règlements en exécution de la Loi des appareils sous pression 3727
1207-B—Sacoche dans la Province 3755

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 3689

AVIS DIVERS:

Canadian Arena Company (directeurs) 3760
L'Association des Chimistes Profession-

Index of the Quebec Official Gazette, No. 48

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Presseau vs Bergeron 3757

ORDERS IN COUNCIL:

1205—Concerning the regulations for the carrying out of the Pressure Vessels Act 3727
1207-B—Handbag in the Province 3755

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 3689

MISCELLANEOUS NOTICES:

Canadian Arena Company (Directors) 3760
The Association of Professionnal Chi-

nels de Québec (membres) 3759
L'Association des Instituteurs et Institutrices Catholiques d'Amos (nom changé) 3759
Le Syndicat National Catholique du Textile de Louiseville Inc. (Existence terminée) 3759
Louiseville, ville (Rachat d'obligations) 3761
Louiseville, ville (Rachat d'obligations) 3761
Louiseville, ville (Rachat d'obligations) 3760
L'Union des Artistes de Québec (nom changé) 3759
Montebello, Commission scolaire (Rachat d'obligations) 3758
St-Jean River Fishing Club (Règlements) 3758
Trans-Canada Corporation Fund—Corporation de Valeurs Trans-Canada (Directeurs) 3758

CHARTES — ABANDON DE:

Beck Shoe Inc. 3762
Bexhiel Realties Limited 3763
Canadian Girl Inc. 3763
Chiddingstone Company, Ltd 3762
Cie de Construction Ste-Marie Ltée ... 3763
Les Marchands de l'Ouest Inc. 3762
Metropolitan Enterprises Ltd 3762

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Abord-à-Plouffe, ville 3770
Association des Chiropraticiens de la Province de Québec, Inc. 3764
Bromptonville, ville et Commission scolaire 3764
Canada Steamship Lines Limited 3764
Cap-de-la-Madeleine, cité et Commission scolaire 3763
Chapais, ville de 3765
Communauté Hellénique-Canadienne de l'Ile de Montréal 3768
Hastings, Dame Grace P. 3764
La Chambre de Commerce de Québec .. 3765
Lachine, cité de 3766
L'Association de Diétique du Québec—Quebec Dietetic Association 3771
Longueuil, Commission scolaire catholique 3764
Roxboro, ville de 3765
Sept-Iles, ville de 3768
Shawinigan Falls, cité de 3767
Sillery, cité de 3768
Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, village .. 3766
St-Hubert, Municipalité 3770
St-Léonard de Port Maurice, paroisse .. 3769
St-Raphaël de l'Ile Bizard, paroisse de 3766
Succession Aldéric Brunet 3767
Successions Bouchillette et Trahan 3767
The Engineers Club of Montreal 3769
Verdun, cité de 3767
Westmount, cité 3769

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES :

Chapais, ville minières de: (Corrections) 3771
Fleuriault, Municipalité 3771

AGRICULTURE:
Industrie laitière:

Ordonnance 83-55 3771

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Petite-Madeleine 3772

mists of Quebec (Members) 3759
L'Association des Instituteurs et Institutrices Catholiques d'Amos (Name changed) 3759
Le Syndicat National Catholique du Textile de Louiseville Inc. (Existence terminated) 3759
Louiseville, town (Redemption of bonds) 3761
Louiseville, town (Redemption of bonds) 3761
Louiseville, town (Redemption of bonds) 3760
L'Union des Artistes de Québec (Name changed) 3759
Montebello, School Commission (Redemption of Bonds) 3758
St-Jean River Fishing Club (By-laws) 3758
Trans-Canada Corporation Fund—Corporation de Valeurs Trans-Canada (Directors) 3758

CHARTERS — SURRENDER OF:

Beck Shoe Inc. 3762
Bexhiel Realties Limited 3763
Canadian Girl Inc. 3763
Chiddingstone Company, Ltd 3762
Cie de Construction Ste-Marie Ltée ... 3763
Les Marchands de l'Ouest Inc. 3762
Metropolitan Enterprises Ltd 3762

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Abord-à-Plouffe, town 3770
Association des Chiropraticiens de la Province de Québec Inc. 3764
Bromptonville, town and School Commission 3764
Canada Steamship Lines Limited 3764
Cap-de-la-Madeleine, city and School Commission 3763
Chapais, town of 3765
Hellenic-Canadian Community of the Island of Montreal 3768
Hastings, Dame Grace P. 3764
The Quebec Board of Trade 3765
Lachine, city of 3766
L'Association de Diététique du Québec —Quebec Dietetic Association 3771
Longueuil, Catholic School Commission 3764
Roxboro, town of 3765
Sept-Iles, town of 3768
Shawinigan Falls, city of 3767
Sillery, city of 3768
Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, village .. 3766
St-Hubert, Municipality 3770
St-Léonard de Port Maurice, parish 3769
St-Raphaël de l'Ile Bizard, parish of .. 3766
Estate Aldéric Brunet, ... 3767
Estate Bouchillette et Trahan, ... 3767
The Engineers Club of Montreal 3769
Verdun, city of 3767
Westmount, city 3769

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Chapais, Mining Town of (Corrections) 3771
Fleuriault, Municipality 3771

AGRICULTURE:
Dairy Industry:

Order 83-55 3771

EDUCATION:
School Municipality of:

Petite-Madeleine 3772

Pointe-Calumet (corrections) 3772

TERRES ET FORÊTS :
Service du Cadastre:

Charlesbourg, paroisse 3773
Chicoutimi, paroisse 3773
St-Antoine de Longueuil, paroisse 3773
St-Colomb-de-Sillery, paroisse 3773

TRAVAIL:
Industrie ou métiers de:

Accessoirs de mode, Ile de Montréal (Modification) 3775
Barbiers-coiffeurs de St-Jean et d'Iberville (Prélèvement) 3777
Camionnage, Ile de Montréal (Modification) 3774
Travailleurs en fourrures, commerce de gros, région de Montréal 3774

VOIRIE:

Entretiens de sections de routes 3778

EXAMEN DU BARREAU:

Bas St-Laurent (pratique du droit) 3779

LETTRES PATENTES:

Air Conditioning & Services Ltd. 3690
A. & P. Boisvert Ltée—Ltd. 3691
Association des Opérateurs de Scieries du Comté de Bonaventure 3691
Balteo Limited 3691
Beaulieu & Filion, Ltée 3692
Beldick Packaging Supplies Ltd. 3692
Benri Development Corp. 3692
Berthiaume Automobile Inc. 3693
Brome County Motor Sales Ltd. 3693
Bruno Mining Corporation 3693
Canadian Propane (Que.) Limited 3694
Chaisson-Cossman House Inc. 3694
Champlain Plumbing & Electrical Contractors Inc. 3694
Chicken Heaven Bar-B-Q., Inc. 3695
Citadelle Propane Inc. 3695
Codère, Levesque & Trudeau Inc. 3695
Dubrov Realties Ltd. 3696
Eagle Clothes Co. Inc. 3696
Éditeurs Unis du Québec Inc. 3696
Emmaus Canadien 3697
Enlèvement Sanitaire des Rebuts Inc.—Sanitary Refuse Collectors Inc. 3697
Entreprises Sillery Inc. 3697
Evro Investment Corp. Ltd. 3698
Excel Agencies Limited 3698
Fashion Sales Ltd. 3698
Federation Enterprises & Investments Corp. 3699
Four Fifty-Nine McGill St. Corp. 3699
Friedman Kosher Wine Co. Ltd. 3699
Gamma Realty Ltd. 3700
Gelber Associates Ltd. 3700
Golden Owl Co. Ltd. 3701
Graham Boulevard Realty Corp. 3701
Harold Zelfond Inc. 3701
Hartford Shirt Corp. 3702
Herzog Overseas Corp. 3702
Hydrotechnic Limited 3702
Ideal Premiums Ltd. 3702
Jardins Pont Viau Ltée 3703
Jaybalt Corporation 3703
Jean-Paul Trahan Limitée 3704
Junior Scope Inc. 3704
Juvénat Notre-Dame-de-Grâces 3704

Pointe-Calumet (corrections) 3772

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

Charlesbourg, parish 3773
Chicoutimi, parish 3773
St-Antoine de Longueuil, parish 3773
St-Colomb-de-Sillery, parish 3773

LABOUR:
Industry or Trades of:

Fashion Accessories, Island of Montreal (Amendments) 3775
Barber and Hairdressers of St. Jean and Iberville (Levy) 3777
Cartage, Island of Montreal (Amendment) 3774
Fur workers, wholesale trade, region of Montreal 3774

ROADS:

Maintenance of Road sections 3778

BAR EXAMINATION:

Lower St. Lawrence (practice of law) 3779

LETTERS PATENT:

Air Conditioning & Services Ltd. 3690
A. & P. Boisvert Ltée—Ltd. 3691
Association des Opérateurs de Scieries du Comté de Bonaventure 3691
Balteo Limited 3691
Beaulieu & Filion, Ltée 3692
Beldick Packaging Supplies Ltd. 3692
Benri Development Corp. 3692
Berthiaume Automobile Inc. 3693
Brome County Motor Sales Ltd. 3693
Bruno Mining Corporation 3693
Canadian Propane (Que.) Limited 3694
Chaisson-Cossman House Inc. 3694
Champlain Plumbing & Electrical Contractors Inc. 3694
Chicken Heaven Bar-B-Q., Inc. 3695
Citadelle Propane Inc. 3695
Codère, Levesque & Trudeau Inc. 3695
Dubrov Realties Ltd. 3696
Eagle Clothes Co. Inc. 3696
Éditeurs Unis du Québec Inc. 3696
Emmaus Canadien 3697
Enlèvement Sanitaire des Rebuts Inc.—Sanitary Refuse Collectors Inc. 3697
Entreprises Sillery Inc. 3697
Evro Investment Corp. Ltd. 3698
Excel Agencies Limited 3698
Fashion Sales Ltd. 3698
Federation Enterprises & Investments Corp. 3699
Four Fifty-Nine McGill St. Corp. 3699
Friedman Kosher Wine Co. Ltd. 3699
Gamma Realty Ltd. 3700
Gelber Associates Ltd. 3700
Golden Owl Co. Ltd. 3701
Graham Boulevard Realty Corp. 3701
Harold Zelfond Inc. 3701
Hartford Shirt Corp. 3702
Herzog Overseas Corp. 3702
Hydrotechnic Limited 3702
Ideal Premiums Ltd. 3702
Jardins Pont Viau Ltée 3703
Jaybalt Corporation 3703
Jean-Paul Trahan Limitée 3704
Junior Scope Inc. 3704
Juvénat Notre-Dame-de-Grâces 3704

Juvéniles Inc. 3705
Lac St-Jean Ajustement Co. Ltée — Lake St. John Adjustment Co. Ltd. 3705
La Guadeloupe Télévision Inc. 3705
Lake Renzy Mines Limited 3706
La Ligue des Propriétaires du village de St-Gabriel de Brandon, Cté Berthier, Québec 3706
La Société des Arts Plastiques de la Province de Québec 3707
Laurent Rivet Cie Limitée 3707
Le Club Nautique du Lac à la Tortue 3707
Le Comité des Loisirs de St-Rémi 3708
Les Amis de la Jeunesse Canadienne-Polonaise Inc.— Friends of Canadian Polish Youth Inc. 3708
Les Immeubles Bon Air Ltée — Bon Air Realties Ltd. 3709
Liane Inc. 3709
Liqueurs Regal (St-Jean) Incorporée 3709
Lucien Cardinal Inc. 3710
Magog Television Service Inc. 3710
Maple Leaf Specialties Limited 3710
Maurice Richard, Inc. 3711
Milner Inc. 3711
Noël Briand Incorporée 3711
Norman & Robert Industries Corporation 3712
Orefield Mining Corporation 3712
Perselco Realties Inc. 3712
Petit Textiles Limited 3713
Produits Sanitaires Victoria Sanitary Products Inc. 3713
Radio Clinique Ltée 3713
Real Estate Alliance Limited 3714
Ro Enterprises Inc. 3714
Rovel Realty Company Ltd. 3714
Screen Advertising Ltd 3715
Service des Loisirs St-Victor 3715
Seven Seas Distributors Limited 3715
Sixteen Island Lake Ski Club Inc. 3716
South Shore House Furnishings Ltd. 3716
Standard News Distributors Inc. 3716
Star Pants, Lotbinière, Limited 3717
St-Jean River Fishing Club 3717
St. Jerome Realty Corporation 3717
St. Johns Knitting Limited 3718
Super Aluminum Products Limited 3718
The Bennal Company 3718
The Great Watchichou Company, Ltd. 3719
The Lions Club of Belœil 3719
The New Shamrock Bowling Inc. 3719
T. Lauzon Inc. 3720
Victor J. Léo Ltd. 3720
Vogue Electric Ltd. 3720
Walnut Cabinet Co. Ltd. 3721

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES

Arco Realties Ltd. 3721
Boisvert & Janelle Compagnie Limitée —Boisvert & Janelle Company Limited 3721
Château Lac Beauport Inc. 3722
Glenvale Investments Ltd. 3722
International Factors Corporation 3722
J. T. Gendron Inc. 3722
Kunz Embroidery Co. Inc. 3723
La Cie A. Champeau & Fils 3723
Laiterie Leveillé Inc.— Leveillé Dairy Inc. 3723
Les Autobus Jéromiens Limitée 3723
Les Entreprises du Bas St-Laurent Ltée 3724
Les Industries Jean Ladouceur Cie Ltée —Jean Ladouceur Industries Co. Ltd. 3724
Majestic Mortgage Corporation 3724
Maurice Murphy Automobile Inc. 3725
Meco Art Studios Limited 3725

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Arco Realties Ltd. 3721
Boisvert & Janelle Compagnie Limitée —Boisvert & Janelle Company Limited 3721
Château Lac Beauport Inc. 3722
Glenvale Investments Ltd. 3722
International Factors Corporation 3722
J. T. Gendron Inc. 3722
Kunz Embroidery Co. Inc. 3723
La Cie A. Champeau & Fils 3723
Laiterie Leveillé Inc.— Leveillé Dairy Inc. 3723
Les Autobus Jéromiens Limitée 3723
Les Entreprises du Bas St-Laurent Ltée 3724
Les Industries Jean Ladouceur Cie Ltée —Jean Ladouceur Industries Co. Ltd. 3724
Majestic Mortgage Corporation 3724
Maurice Murphy Automobile Inc. 3725
Meco Art Studios Limited 3725

Pollack Fabrics Inc. 3725
R. N. G. Oil Equipment Company Limited 3725
Rosita Hosiery Mills Ltd. 3725
Sanguinet Automobile Limitée 3726
Stuart Investment & Agencies Inc. ... 3726
Superlite, Incorporated 3726
Westwood Clothes Inc. 3726

NOMINATION:

Président d'élection 3779

SIÈGES SOCIAUX:

Bachand & Frères Ltée 3780
Dupuis Drive-Yourself Inc. 3780
Hydrotechnic Limited 3780
Pennbec Mining Corporation 3780
The Great Watchichou Company, Ltd. 3779

SOUMISSIONS:

Arthabaska, ville 3782
Courville, ville 3781
Giffard, Commission scolaire 3784
Murdachville, ville 3780
Ste-Philomène, Commission scolaire ... 3783

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Chaput, Eugène 3786

VENTES PAR LICITATION:

Daoust *et vir* vs Daoust *et al* 3787
Steward vs MacNicol *et al* 3788
Therrien vs Therrien *et al* 3788

VENTE POUR TAXES:

Mont-Laurier, ville 3790

VENTES PAR SHÉRIFS :

ABITIBI:

Commissaires d'écoles de Malartic vs Turcotte 3792
Hudon vs Héritiers de Hervé Coulombe 3791
Northern Plumbing Limited vs Tony Dry Cleaner Co. Ltd 3792

ARTHABASKA:

Banque Provincial du Canada vs Cardin *et al* 3792

BEAUCE:

Caisse Populaire de Scott vs Gosselin .. 3793

CHICOUTIMI:

Simard vs Néron 3793

KAMOURASKA:

Paroisse de l'Isle-Verte vs Côté 3794
Pelletier vs Caron 3794
Pelletier vs Veilleux 3794

MONTRÉAL:

Lussier vs Héritiers de Auguste Babeu 3795
Sokoloff vs Succession 3796
The T. Eaton Co. Ltd of Montreal vs Giroux 3794

Pollack Fabrics Inc. 3725
R. N. G. Oil Equipment Company Limited 3725
Rosita Hosiery Mills Ltd. 3725
Sanguinet Automobile Limitée 3726
Stuart Investment & Agencies Inc. ... 3726
Superlite, Incorporated 3726
Westwood Clothes Inc. 3726

APPOINTMENT:

Returning-Officer 3779

HEAD OFFICES:

Bachand & Frères Ltée 3780
Dupuis Drive-Yourself Inc. 3780
Hydrotechnic Limited 3780
Pennbec Mining Corporation 3780
The Great Watchichou Company, Ltd 3779

TENDERS:

Arthabaska, town 3782
Courville, town 3781
Giffard, School Commission 3784
Murdachville, town 3780
Ste-Philomène, School Commission 3783

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Chaput, Eugène 3786

SALES BY LICITATION:

Daoust *et vir* vs Daoust *et al* 3787
Steward vs MacNicol *et al* 3788
Therrien vs Therrien *et al* 3788

SALE FOR TAXES:

Mont-Laurier, town 3790

SHERIFFS' SALES :

ABITIBI:

School Commissioners of Malartic vs Turcotte 3792
Hudon vs Heirs of Hervé Coulombe ... 3791
Northern Plumbing Limited vs Tony Dry Cleaner Co. Ltd 3792

ARTHABASKA:

Provincial Bank of Canada vs Cardin *et al* 3792

BEAUCE:

Caisse Populaire de Scott vs Gosselin .. 3793

CHICOUTIMI :

Simard vs Néron 3793

KAMOURASKA:

Parish of l'Isle-Verte vs Côté 3794
Pelletier vs Caron 3794
Pelletier vs Veilleux 3794

MONTREAL:

Lussier vs Heirs of Auguste Babeu 3795
Sokoloff vs Estate Ernest St-Amand .. 3796
The T. Eaton Co., Ltd of Montreal vs Giroux 3794

Trahan *et al* vs Robert..... 3795

QUÉBEC:

Kelly vs Wiseman..... 3796

L'office du Crédit agricole vs Guay.... 3796

SAGUENAY:

Dostie vs Harvey..... 3797
Dufour vs Pineault..... 3797

SAINT-FRANÇOIS:

Choquette *et al* vs White..... 3798

41272-o

Trahan *et al* vs Robert..... 3795

QUEBEC:

Kelly vs Wiseman..... 3796

The Quebec Farm Credit Bureau vs Guay..... 3796

SAGUENAY:

Dostie vs Harvey..... 3797
Dufour vs Pineault..... 3797

SAINT FRANCIS:

Choquette *et al* vs White..... 3798

41272-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.